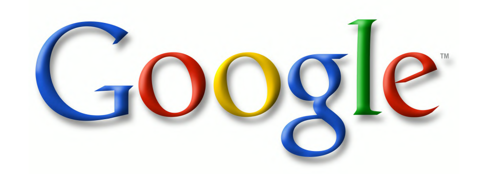
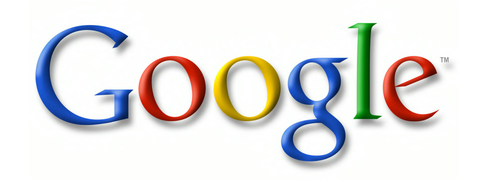
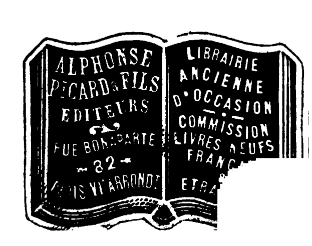







ALPHONSE
PICARD & FILS
EDITEURS
RUE BONAPARTE
82
LIBRAIRIE
ANCIENNE
D'OCCASION
COMMISSION
LIVRES NEUFS

SOUVENIRS DE L'INVASION PRUSSIENNE

EN NORMANDIE

ROUEN. — IMPRIMERIE CH.-F. LAPIERRE ET Ce.

SOUVENIRS

DE

L'INVASION

PRUSSIENNE

EN NORMANDIE

Par M. le Baron ERNOUF.

PARIS

LIBRAIRIE ACADÉMIQUE

DIDIER ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS

35, QUAI DES AUGUSTINS 35.

1872

Le territoire qui conserve encore de nos jours son ancien nom de Vexin normand, et qui a été le théâtre d'une partie des événements racontés dans ce volume, est ce vaste plateau qui s'étend sur la rive droite de la Seine, entre l'Epte et l'Andelle, et forme la presque totalité de l'arrondissement des Andelys.

J'ai habité, pendant toute la durée de la guerre, une commune à laquelle sa position sur un des points culminants de ce plateau, donnait une certaine importance militaire. Elle a été, en effet, jusqu'à l'occupation de Rouen, l'un des postes principaux de nos lignes de défense, et l'un des points de mire de l'invasion.

Pendant deux mois, nous avons littéralement vécu entre deux feux. Je n'ai donc été que trop bien à portée de voir beaucoup de choses par moi-même, et d'être exactement instruit de ce qui se passait dans mon voisinage. A l'égard des faits accomplis sur le sol normand, en dehors de ma sphère d'observation immédiate, j'ai pu recueillir de bonne heure d'importantes informations dans un voyage fait à l'époque de l'armistice. Enfin, l'un des principaux journaux de la Normandie (le *Nouvelliste de Rouen)*, ayant bien voulu publier une partie de ces souvenirs, j'ai reçu à cette occasion de plusieurs officiers supérieurs et d'autres témoins oculaires, un supplément précieux de renseignements dont j'ai tâché de profiter.

Baron ERNOUF.

Verclives (Eure), décembre 1871.

SOUVENIRS

DE

L'INVASION PRUSSIENNE

EN NORMANDIE

I.

OCCUPATION DE GISORS.

(9 octobre.)

L'occupation définitive de Gisors fut le premier acte sérieux d'agression des troupes allemandes contre le territoire de l'ancienne Normandie.

Depuis plusieurs semaines, des citoyens sensés appelaient inutilement sur ce point l'attention des autorités de la Seine-Inférieure et de l'Eure. Ils soutenaient avec raison que c'était sur l'Epte qu'il convenait de s'établir solidement, pour couvrir de ce côté les abords de Rouen ; qu'en limitant, comme on se préparait à le faire, la défense à la

ligne de l'Andelle, on sacrifiait d'avance les riches plateaux du Vexin. Ils ajoutaient qu'en prenant position sur l'Epte, il serait au contraire possible d'organiser sérieusement, dans son ensemble, la défense du département de l'Eure, de protéger et de conserver les communications entre les deux rives de la Seine (1).

Les nouvelles autorités ne tinrent nul compte de cette proposition, en raison des antécédents trop peu républicains de ceux qui en prenaient l'initiative. Ils furent même ouvertement admonestés à cette occasion par le nouveau préfet de l'Eure. « Il se commet des infamies qu'on ne saurait trop flétrir, » s'écriait éloquemment ce fonctionnaire, trompé par des rapports infidèles. « Des hommes aujourd'hui sans aucun caractère d'autorité, sans aucun droit... convoquent les anciens

(1) On a objecté qu'à cette époque les commandants militaires n'avaient à leur disposition aucune force suffisamment organisée pour faire bonne contenance dans cette position. Cela n'est que trop vrai pour les troupes de nouvelle formation. Mais nous croyons qu'on aurait pu retenir à Rouen, et affecter utilement à cette destination un certain nombre de ces soldats fugitifs ou évadés de Sedan, que l'on précipitait alors comme un torrent vers l'ouest, par Amiens et Rouen. Cela est si vrai, qu'on fut obligé d'en faire revenir un certain nombre quelques semaines plus tard.

maires et les personnes notables *pour leur prêcher la lâcheté*. Dans ces conciliabules, on ose conseiller de n'opposer aucune défense à l'ennemi. La France ne leur semble pas encore assez abaissée, assez malheureuse, ils la veulent livrée *toute honteuse* à la flétrissure de l'esclavage. Les conseils de ces *valets du despotisme* doivent être énergiquement repoussés par tous ceux qui ont un cœur français. Et, s'il le faut, des mesures énergiques seront prises à l'égard de ces hommes qui *conspirent* contre la sûreté de l'Etat et le salut de leur pays. » (Proclamation du 24 septembre.) Ces aménités s'adressaient principalement à l'honorable M. Pouyer-Quertier, qui avait cru faire, au contraire, acte de patriotisme en provoquant une démarche collective des maires du canton de Fleury-sur-Andelle en faveur de la ligne de l'Epte.

Le nouveau préfet de l'Eure, auteur de cette remarquable proclamation, était un ancien avoué d'Evreux, nommé Fléau ou Fleau, natif de la commune de Mesnil-Verclives, qui n'en est pas autrement fière. Il avait déjà exercé ces fonctions en 1848, et son nom lui avait valu, à cette époque, quelques méchantes plaisanteries. Aussi il s'était empressé d'en faire disparaître le malencontreux accent aigu, que les railleurs s'obstinaient à

maintenir. Toujours est-il que la réinstallation de M. Fléau ou Fleau, après ce long intermède, fut loin d'être un bienfait pour le département. C'était un honnête homme, mais âgé, valétudinaire, inférieur de tout point à la situation.

Les instructions confidentielles adressées de la préfecture aux maires, dans la prévision de l'envahissement, dénotaient une ignorance complète des usages de la guerre et de la topographie du pays. On y conseillait, par exemple, à la partie inoffensive de la population, d'émigrer en masse à l'approche de l'ennemi, « attendu que celui-ci épargnait de préférence les maisons inhabitées, » assertion absolument contraire à la vérité. De plus, on avait eu la prétention d'assigner aux fugitifs de chaque canton les lieux de refuge les plus sûrs pour eux et leurs bestiaux. En conséquence, on indiquait aux gens du canton de Fleury les halliers de la forêt de Longboël, entièrement défrichée depuis cinq ans!!!

Tous les officiers supérieurs allemands qui ont passé à Gisors (et il n'en a passé malheureusement que trop!) ont répété que cette prompte invasion du Vexin normand n'entrait pas dans le plan primitif de leurs généraux; que l'intention de ceux-ci avait toujours été de préluder à l'entre-

prise contre Rouen par celle contre Amiens, dès que la reddition de Metz leur aurait permis de disposer d'une force suffisante pour cette expédition, et de se rabattre ensuite sur la capitale de la Normandie, par Neufchâtel, en tournant la route directe, sur laquelle on persistait à les attendre. C'est ainsi, en effet, que les choses se sont passées, et l'on aurait toujours dû s'y attendre, ce mode d'opérer étant tout à fait conforme au système ordinaire de l'ennemi. Par la même raison, les Allemands n'auraient pas songé de sitôt à la ligne de l'Epte, si elle avait été tant soit peu gardée. Mais, informés qu'il n'y avait là personne, pour ainsi dire, ils ne pouvaient négliger de pousser cette porte qu'on laissait si maladroitement entr'ouverte; de s'assurer, presque sans coup férir, les importantes ressources que pouvait leur fournir le plateau du Vexin pour le ravitaillemet des troupes employées au blocus de Paris.

Nous n'irons pas jusqu'à dire que, sans cette circonstance, les Allemands auraient été forcés de lever le siége; mais il est certain, et nous en donnerons ultérieurement la preuve, que leurs souffrances en ont été fort allégées, que la Normandie a été pour eux, comme on l'a dit avec trop de raison, un véritable « grenier d'abondance. »

On sait combien cette question des approvisionnements est importante à la guerre, surtout avec des armées anglaises et allemandes. Aucun général n'a jamais su mieux nourrir ses troupes que Wellington ; ce fut une des grandes causes de ses succès. Dans sa correspondance d'Espagne, il vante à chaque page « ces admirables soldats français, » qui savaient si bien marcher et se battre..... à jeun !...

L'intendance militaire française a trop souvent mis à cette épreuve, en 1870, des troupes malheureusement trop novices pour la supporter aussi bien que l'avaient fait les soldats du premier Empire.

Indépendamment de cette facilité d'approvisionnement, la possession de la ligne de l'Epte oflrait encore un avantage considérable à l'ennemi. Elle lui permettait d'inquiéter incessamment les forces françaises qui couvraient Rouen de ce côté, et de donner, par ces démonstrations, le change sur ses véritables projets.

Depuis l'arrivée des Prussiens sous Paris, mais surtout depuis l'occupation de Beauvais et l'écrasement de la tentative de levée en masse dans la vallée de l'Oise (fin septembre), la population de Gisors s'attendait à voir paraître l'ennemi d'un

moment à l'autre. Les fausses alertes se succédaient sans relâche. Un jour, plusieurs personnes accoururent de Marines annoncer l'approche de dix mille Prussiens venant de Pontoise. Cette fois, la nouvelle paraissait sérieuse ; il en fut donné avis par le télégraphe, aux Andelys, à Evreux, jusqu'à Caen et Rouen. Mais bientôt on apprit sûrement qu'aucune troupe ennemie ne paraissait de ce côté ; qu'il n'y avait à Pontoise qu'un petit nombre de soldats allemands occupés principalement à boire et à piller les magasins abandonnés. Vérification faite, il se trouva que cette rumeur avait été mise en circulation à Marines, le jour du marché, par un honnête industriel, qui, profitant de la panique, avait accaparé tout le beurre à vil prix pour aller le revendre fort cher à l'ennemi.

Cependant l'autorité supérieure engageait Gisors à se défendre, lui promettait des secours contre l'invasion imminente. Mais elle n'était aucunement en mesure de tenir ses promesses. Le rôle militaire de Gisors, si important pendant toute la durée du moyen âge, a fini avec l'invention de la poudre ; sa forteresse, naguère si redoutable, n'est plus qu'une ruine pittoresque, mais fatalement inoffensive. La défense *immédiate* de Gisors

contre une attaque sérieuse était absolument impossible. Pour préserver cette ville il aurait fallu que les positions qui la commandent à l'est et au sud fussent occupées par des forces nombreuses et bien munies d'artillerie.

Il est certain que si ces mesures avaient été prises, beaucoup de gardes nationaux de Gisors et des communes voisines, bien que mal organisés imparfaitement armés, auraient concouru énergiquement à la résistance.

Là comme ailleurs, la bonne volonté de se défendre ne manquait pas. Elle eût été plus énergique encore, sans les détestables excitations qui tendaient à pervertir le sens moral des ouvriers, en accréditant parmi eux d'absurdes soupçons.

On accusait tout bas l'Administration municipale de pusillanimité et même de trahison. Si nous sommes bien informé, certains individus avaient mis en circulation ou propageaient ces bruits calomnieux pour satisfaire des ambitions et des rancunes personnelles. Dans les derniers moments, l'autorité préfectorale, circonvenue par ces délations, voulut casser la municipalité et la remplacer par quelques-uns de ses dénonciateurs. Ces patriotes ardents, mais non moins prudents, s'empressèrent de répondre « qu'ils ne pouvaient

accepter ce fardeau, *surtout au moment où l'invasion les menaçait.* » Ils se réservaient d'avertir le préfet « *quand le moment serait venu* (?) de les nommer (1). »

J'étais à Gisors quelques jours avant l'arrivée des Prussiens. Dans ce moment, la capitulation de Strasbourg était déjà connue, mais on se refusait encore à y croire. Cette petite ville, ordinairement si riante, semblait frappée de léthargie. L'aspect de la Grande-Rue était surtout lugubre. Beaucoup de maisons étaient déjà vides et fermées. Sur le seuil des boutiques entr'ouvertes et presque dégarnies, des groupes causaient à voix basse.

Il n'était que trop évident que la ville, abandonnée à elle-même, ne pourrait se défendre ni avec succès, ni longtemps contre une attaque sérieuse. Dans cette situation critique, l'arrivée d'une compagnie de francs-tireurs fut saluée avec enthousiasme. Mais il paraît que Gisors n'avait été désigné à cette troupe que comme point extrême

(1) *Les Prussiens à Gisors,* par M. Ch., ex-juge de paix, p. 31. Cet ex-magistrat, connu antérieurement par des travaux estimables de statistique, a tenu, dans ces conjonctures difficiles, une conduite des plus singulières, sur laquelle il a très-imprudemment rappelé l'attention par son opuscule.

de reconnaissance, car, après y avoir séjourné deux jours, le chef se prépara à battre en retraite sur Bézu, et télégraphia aux autorités militaires de Rouen « qu'il se repliait *en faisant éclairer sa marche*, ainsi qu'il avait été convenu. » (5 octobre.) Ce luxe de précautions, dans un mouvement rétrograde, parut bizarre aux gens qui n'étaient pas initiés aux secrets de la défense.

Ces francs-tireurs s'en allèrent dans la journée du 6, on ne peut plus mal à propos, car le même jour, vers huit heures du soir, les Prussiens, suivant l'expression poétique d'un témoin oculaire, « voulurent s'introduire dans la ville comme des bêtes fauves, à la faveur des ténèbres. » (Ch., p. 18.) Une patrouille de uhlans, qui avait pénétré dans le faubourg Capdeville, y fut reçue à coups de fusil, et prit la fuite, laissant au pouvoir des gardes nationaux deux chevaux blessés et un sabre d'officier.

Cet avant-goût de l'invasion avait surexcité les esprits; on ne parlait que de lutte à outrance. Des conseils d'une nature toute différente, venus du dehors, avaient été repoussés avec une violence qu'il est difficile de blâmer. Mais, d'un autre côté, l'administration municipale pouvait-elle ne pas être cruellement préoccupée de l'éventualité de

plus en plus probable d'une attaque en règle contre une petite ville ouverte, commandée de toutes parts, et ne devant avoir pour défenseurs, selon toute apparence, que des gardes nationaux *non habillés*, considérés par l'ennemi comme non belligérants ?

Pendant toute la nuit suivante, le tocsin retentit dans la plupart des communes du canton de Gisors. Les francs-tireurs repliés sur Bézu avaient d'abord annoncé leur retour, mais presque aussitôt ils reçurent du commandant général Estancelin l'ordre de se porter dans une autre direction. Cet ordre n'était pas, comme on l'a insinué à tort, la conséquence d'une démarche de la municipalité, mais celle du système général de défense arrêté à Rouen, système qui sacrifiait la ligne de l'Epte.

Le samedi 8, à midi, un officier prussien parut avec une quarantaine de uhlans, et réclama le désarmement immédiat de la garde nationale. Le maire ayant refusé, et avec raison, d'obtempérer à une sommation appuyée seulement par une poignée d'hommes, l'officier ajouta : « En ce cas, faites savoir à la population que demain Gisors sera occupé par nos troupes, et que nous viendrons avec du canon. »

Cependant on ne se lassait pas de demander

des secours au Préfet, au Sous-Préfet, qui ne se lassaient pas d'en promettre. On vit enfin arriver, le 9 au matin, quelques compagnies de mobiles, 500 hommes environ, *sans artillerie*. La garde nationale se réunit à cette force insuffisante de tout point, et l'on prit position au-dessus des ruines de la forteresse, sur le Mont-de-l'Aigle, que la tradition désigne comme ayant été l'emplacement d'un des *camps de César*, c'est-à-dire contemporains de la domination romaine. Le temps et les moyens manquaient à la fois pour organiser un système de protection complet des abords de la ville, en occupant toutes les hauteurs qui la commandent. Au reste, le petit nombre et l'attitude de ces auxiliaires arrivés à la dernière heure, ne présageaient pas une défense bien vigoureuse.

Après une lacune de près de sept siècles, dans son histoire militaire, Gisors allait avoir l'honneur peu enviable d'être conquis par deux princes. Assaillie du côté du sud par le prince Albrecht, neveu du roi de Prusse, la ville était en même temps investie et envahie du côté du nord par le prince de Hohenlohe, neveu du célèbre thaumaturge de ce nom. En présence d'un tel déploiement de forces, appuyées des deux côtés par de l'artillerie, toute résistance dut bientôt cesser. Les mobiles,

postés sur le Mont-de-l'Aigle, n'avaient jamais vu le feu, et n'étaient armés que de la veille, et avec d'anciens fusils à percussion ! On m'a affirmé aussi que plusieurs de leurs chefs étaient dans la ville, occupés à prendre leur repas quand l'attaque commença, et qu'ils ne jugèrent pas à propos de se déranger pour si peu de chose. Ce qu'il y a de trop certain, c'est qu'aux premiers sifflements des obus prussiens à travers les branches, ces jeunes soldats *se replièrent* avec une précipitation déplorable à travers les bois, en criant, suivant l'usage, qu'ils étaient trahis. Ils coururent ainsi pendant quatre lieues, et répandirent l'alarme dans toute la contrée, déchargeant leurs armes sur le gibier qu'ils faisaient partir en s'éparpillant dans la campagne.

Toute possibilité de résistance ayant disparu, de nouveaux devoirs incombaient à l'administration municipale, tutrice légale d'une ville exposée aux désastres d'un bombardement à bout portant. Le maire de Gisors, M. J. Lepère, et ses collègues, ne restèrent pas au-dessous de cette tâche pénible, mais nécessaire.

Ce ne fut pas sans peine qu'ils obtinrent du prince Albrecht que la ville fût épargnée ; les Prussiens leur en voulaient fort injustement de

n'avoir pas capitulé à la première apparition des éclaireurs. A midi, toute lutte avait cessé ; la ville, envahie de toutes parts, subissait, avec une résignation douloureuse, la loi du plus fort. Un détachement de cavalerie, une compagnie d'infanterie troublaient seuls du bruit de leurs pas le silence de la Grande-Rue. A deux heures, Gisors était occupé par plus de 4,000 hommes. Six pièces de canon, deux obusiers et deux mitrailleuses défilaient dans ses rues.

L'ennemi n'avait rencontré d'obstacle sérieux qu'au passage de l'Epte, défendu avec une opiniâtreté patriotique par les gardes nationaux de Bazincourt. Quatre de ces braves gens périrent en combattant ; deux autres, grièvement blessés, se rendirent et furent néanmoins achevés sur place. La résistance inattendue de cette poignée d'hommes isolés avait retardé de deux heures le mouvement tournant des Prussiens et couvert la retraite des nôtres. Les ennemis ne pouvaient croire à tant d'audace, et s'imaginaient avoir affaire à une avant-garde solidement appuyée. Aussi ils voulurent faire un exemple terrifiant de cette commune qui avait osé se défendre. Cependant l'ordre donné d'abord d'incendier le village entier finit par être révoqué, grâce aux instances énergiques

du maire, M. de Briey, qui courut lui-même de grands périls en s'efforçant de protéger ses compatriotes. Plusieurs de ceux-ci, soupçonnés seulement d'avoir combattu, subirent d'indignes traitements. Huit, saisis les armes à la main, furent retenus prisonniers pour passer en conseil de guerre. D'après la nouvelle jurisprudence prussienne, le sort de ceux-là ne pouvait être douteux : coupables d'avoir tué ou blessé du monde en défendant leurs foyers *sans uniforme*, ils devaient être passés par les armes comme brigands. Cependant M. de Briey parvint, par de nouvelles démarches, à en sauver trois, qui furent relâchés après avoir subi la bastonnade et prêté le serment de ne plus porter les armes pendant le reste de la campagne (1). Mais il fut impossible d'arracher les cinq autres à la mort. A toutes les instances de M. de Briey et du Conseil municipal de Gisors, le neveu du roi de Prusse répondit, de sa voix la plus douce, qu'il était bien peiné de ne pouvoir obliger des personnes si *vénérables*, mais que cela ne dépendait pas de lui, parce que les soldats qui avaient fait ces prisonniers n'appartenaient pas à sa divi-

(1) Voir, pour plus de détails, l'intéressante brochure intitulée : *Bazincourt pendant la guerre de* 1870-71, par V. Patte. Gisors, 1871.

sion! que d'ailleurs il était indispensable de faire un exemple...

Ces infortunés, ou plutôt ces martyrs, furent exécutés de sang-froid le lendemain à Coudrai-Saint-Germer. Les Allemands avaient cherché inutilement le curé de ce bourg pour assister les condamnés; en conséquence, un des officiers leur lut les prières des agonisants dans un livre catholique. Après l'exécution, l'une des victimes, un vieillard septuagénaire, mais d'une vigueur peu commune, respirait encore, et faisait effort pour se relever; il eut même la force d'écarter, d'un mouvement convulsif, le revolver que l'un des bourreaux lui appuyait sur le cœur pour l'achever.

Ce vieillard était un ancien cultivateur, nommé Lebrun. Barricadé dans sa maison, il avait soutenu pendant près d'une heure un véritable siége, abattu plusieurs soldats ennemis. Les Allemands, pour mettre fin à cette résistance, mirent suivant leur usage le feu à l'habitation, au moyen de paille imbibée de pétrole. M. Lebrun fils parvint à s'échapper; son père fut moins heureux, si l'on peut dire toutefois que ce soit un bonheur de survivre à ces jours de désastre et de honte, quand on n'est plus assez jeune pour pouvoir espérer d'atteindre le jour de la vengeance.

Ces assassinats avaient excité une telle indignations dans le pays, que les meurtriers défendirent qu'il fût fait aux morts aucun service public. Ils furent enterrés à la hâte près du lieu de l'exécution par leurs femmes, dans leurs habits ensanglantés.....

On leur a érigé un monument, mais de tels actes réclament une autre expiation que des larmes et des cérémonies funèbres.

Cette exécution avait été ordonnée en vertu de la trop célèbre proclamation prussienne de Clermont, en Argonne, que nous allons traduire littéralement :

« Le général en chef porte à la connaissance des habitants que tout individu tombé au pouvoir de nos troupes ne sera traité en prisonnier de guerre que s'il justifie, par pièces probantes, qu'il appartient à un corps régulier. Il faut, de plus, que sa qualité de militaire soit constatée nettement par des détails d'uniforme qui puissent être facilement distingués à l'œil nu et à portée de fusil. Les individus armés qui ne rempliront pas toutes ces conditions ne seront pas considérés comme prisonniers de guerre. Ils passeront en conseil de guerre, et seront condamnés, pour le moins, à la peine de dix ans de travaux forcés

qu'ils subiront en Allemagne, à moins qu'ils n'aient commis quelque crime qui mérite un châtiment encore plus sévère. » (Proclamation du 28 août.)

Ainsi, des citoyens faisant partie de la garde nationale, auxquels le temps ou les moyens avaient manqué pour se procurer l'uniforme, étaient déclarés passibles, au *minimum*, de dix ans de travaux forcés pour le seul fait d'avoir été pris armés sûr le territoire de leur commune envahie, et passibles de la peine capitale s'ils avaient été assez *criminels* pour faire usage de leurs armes contre les envahisseurs!

Le souverain qui a signé et fait exécuter, dans plus d'une occasion, cet étrange règlement, ne peut cependant avoir oublié qu'il a fait ses premières armes dans les milices organisées révolutionnairement après la campagne de Russie, quand la Prusse crut pouvoir se joindre impunément à nos ennemis.

Il est instructif de placer en regard de la proclamation du 28 août 1870 les dispositions les plus caractéristiques du célèbre règlement du 26 avril 1813, relatif au *landsturm*.

Aux termes de l'article 43, chaque citoyen est obligé de s'opposer, avec n'importe quelle arme

(fusils avec ou sans baïonnettes, haches, fourches, faulx redressées, etc.), à l'invasion de l'ennemi. On est également tenu de ne pas déférer à ses ordres et réquisitions et d'employer *tous les moyens possibles* pour lui nuire. Le combat auquel le landsturm est appelé est un combat à corps défendant, qui sanctifie tous les moyens... *Les plus terribles sont les meilleurs*, parce qu'ils conduisent plus promptement et plus victorieusement au but. (Art. 7.) La destination du landsturm est d'inquiéter, de harceler jour et nuit, *d'exterminer les soldats marchant isolément.* (Art. 8.) L'article 39 prohibe *toute espèce d'uniforme*, parce qu'il ferait reconnaître le landsturm à l'ennemi et diminuerait les facilités de surprise... L'article 60 prescrit d'employer comme espions les enfants et les femmes; l'article 71, de brûler les moulins, de combler les fontaines, d'incendier les maisons...

Enfin, l'article 29 menaçait les Français des représailles les plus sévères s'ils osaient punir comme brigands les patriotes qui se conformeraient à ces prescriptions.

Le roi de Prusse actuel, celui qui a trouvé juste de faire fusiller des gens dont tout le crime était d'avoir défendu sans uniforme leur territoire envahi par ses soldats, est comme ou sait, le fils de

celui qui, cinquante-sept ans auparavant, prescrivait contre les Français, alors envahisseurs, ces mesures bien autrement énergiques. En d'autres termes, d'après la logique prussienne, il a suffi que la position des deux peuples fût radicalement changée, pour que le droit des gens et le sens moral fussent pareillement intervertis.

C'était la raison du plus fort, qui ne restepas longtemps la meilleure. C'était une variante de la menace brutale et bientôt sévèrement châtiée des vainqueurs éphémères de Rome au pied du Capitole : ***Vœ victis!***

Depuis ce jour néfaste jusqu'à la fin de mai 1871, c'est-à-dire pendant près de huit mois, la ville de Gisors n'a été exempte que pendant *quarante-huit heures* de logements militaires. Elle a eu presque continuellement à supporter des réquisitions de toute espèce, des contributions ordinaires et extraordinaires, des amendes fréquentes, exigées sous les plus frivoles prétextes, par exemple à propos de coups de fusil qu'ils prétendaient avoir été tirés sur des soldats isolés, coups de fusil qui n'atteignaient personne, et dont on ne découvrait jamais les auteurs. Aussi l'on accusait les Prussiens eux-mêmes d'avoir recours à ce procédé pour battre monnaie.

Dans les deux premiers mois, les détachements qui se succédaient à Gisors firent plusieurs fois des préparatifs d'évacuation précipitée. Leurs bagages furent, à diverses reprises, transportés au-delà de l'Epte, notamment pendant le séjour du prince Albrecht. Ce personnage, que les habitants de Gisors ont eu le temps de contempler sous toutes ses faces, est un officier long et mince, d'une tournure assez distinguée et d'une complexion des plus délicates. Il faisait alors une cure de lait, et ne buvait que celui d'une vache qui faisait partie intégrante de son quartier-général. Les gens de Gisors eurent plus d'une fausse joie, en voyant la bête princière dirigée vers Chaumont, à la suite des bagages. Mais les troupes libératrices ne venaient jamais, et le prince, ses bagages et sa vache, ne tardaient pas à reparaître.

Ce prince, qui s'ennuyait, dit-on, autant à Gisors qu'il y ennuyait, fit plusieurs fois insinuer officieusement à quelques châtelains du voisinage qu'il les recevrait avec plaisir. On devine que ces ouvertures furent déclinées avec empressement : l'un de ces châtelains, célèbre dans le monde du sport, M. le comte de L..., fut pris incontinent d'une attaque de goutte dont il ne se trouva guéri que le lendemain de l'armistice.

Les mutations incessantes aggravaient encore à Gisors les tourments de l'occupation, et, sous ce rapport, peu de villes françaises ont eu autant à souffrir. Les Prussiens prétendaient, comme en 1814, qu'on devait encore les remercier de ne pas se montrer plus exigeants; que leurs ancêtres avaient été bien autrement maltraités du temps de l'occupation française (1). L'un des premiers qui ont séjourné à Gisors montrait un jour une lettre qu'il venait de recevoir de son aïeul, vieillard octogénaire, qui probablement avait eu à se plaindre dans son ménage de quelque vainqueur d'Iéna trop séduisant. Presqu'à chaque ligne de la missive de ce barbon vindicatif, on lisait en grosses lettres ce mot sinistre : *anzünde!* (mets le feu!), recommandation trop bien suivie en mainte rencontre. A Gisors, beaucoup de soldats et même d'officiers se chauffaient de manière à faire croire qu'ils voulaient suivre ce conseil au pied de la lettre, chez les hôtes les plus inoffensifs. Ils avaient une manière de faire le feu diamétralement opposée à la nôtre, et des moins rassurantes. Leur

(1) Nous avons prouvé, par des documents allemands contemporains, l'inexactitude de cette assertion, dans l'ouvrage intitulé : *Les Français en Prusse*, 1806-7. (Paris, Didier.)

procédé consistait à entasser le bois dans les cheminées, non parallèlement, mais perpendiculairement au foyer, de manière à faire souvent refluer la flamme jusqu'au milieu des appartements.

Ils entretenaient ainsi et poussaient le feu sans relâche, y ajoutant de la paille si le bois ne flambait pas suffisamment à leur gré, jusqu'à ce que la chaleur les contraignît d'ouvrir les fenêtres en plein hiver. Quand on ne leur fournissait pas assez de combustibles, ils y suppléaient sans façon au moyen des chaises et des lambris. Chez un négociant logé près de la station de Gisors-Ville, ils firent un auto-da-fé des palissades, du mobilier de la gare, et n'épargnèrent pas même les casiers du factage et des billets. Ils avaient accaparé pour leur logement jusqu'à la pièce qui servait de bureau, disant qu'on ne faisait pas de commerce ni d'écritures en temps de guerre.

Ils avaient imposé aux habitants de Gisors, comme à ceux de bien d'autres villes, la consigne tyrannique de tenir le soir la porte de leurs demeures ouverte jusqu'à ce que tous leurs pensionnaires fussent rentrés, ou du moins de se tenir prêts à l'ouvrir au premier signal, sous peine d'une amende de 20 fr. si l'on était obligé de

frapper ou de sonner deux fois. Or, la plupart d'entre eux, surtout les soldats, ne se gênaient pas pour rentrer très-tard, et souvent dans un état complet d'ivresse. De toutes les charges de l'occupation, celle-là était peut-être la plus agaçante.

Le lendemain de l'installation des Prussiens à Gisors, une autre colonne, forte de 4,000 hommes et venant aussi de Beauvais, s'avança jusqu'à Gournay. Ce mouvement avait été précédé de deux escarmouches dans lesquelles plusieurs éclaireurs Prussiens avaient été tués ou blessés par des cavaliers du 3e hussards et par des francs-tireurs; après quoi les Prussiens, suivant leur méthode habituelle, avaient incendié les villages d'où l'on avait tiré sur eux, et fusillé plusieurs personnes inoffensives qu'ils soupçonnaient de connivence avec les francs-tireurs (1).

Gournay fut envahi le 10 sans résistance : hors d'état de se mesurer avec des forces si supérieures, la petite avant-garde française avait battu en retraite sur Forges. Les Prussiens, toutefois, ne firent qu'un séjour de quelques heures à Gournay; ils redoutaient ces terrains coupés de haies, du

(1) V. Dessolins : *Les Prussiens en Normandie*, p. 41-49.

pays de Bray, si propices aux embuscades. Ils repartirent pour Beauvais, emmenant, toujours suivant leur méthode habituelle, trois des principaux habitants de Gournay, en garantie d'une réquisition considérable dont ils venaient de frapper la ville, et qui fut suivie de plusieurs autres. Laissés à la merci de l'invasion, les habitants durent s'exécuter, malgré les objurgations de quelques francs-tireurs qui revenaient les visiter, de temps à autre, dans les intervalles des reconnaissances prussiennes. Gournay ne fut occupé, d'une façon permanente par l'ennemi, que lors du grand mouvement de l'armée de Manteuffel sur Rouen (3 décembre).

II

COMBAT D'ÉCOUIS.

(14 octobre 1870.)

L'abandon de la ligne de l'Epte, la persistance des autorités militaires à garder une attitude strictement défensive sur le rebord immédiat de la vallée d'Andelle, nous indiquaient trop clairement

que l'on se résignait à laisser exploiter la majeure partie du Vexin par les fourrageurs ennemis.

Nous vivions dans une anxiété permanente. Par moments, l'écho nous apportait de sourdes détonations qui paraissaient venir du côté de la Seine. Dans certains emplacements, où la forme du terrain favorisait la transmission des secousses les plus lointaines de l'atmosphère, le retentissement des canonnades de Paris arrivait parfois jusqu'à nous. Dans les derniers jours de septembre, nous avions entendu d'une façon déjà plus distincte le bombardement de l'Ile-Adam, et, dans une autre direction, celui de Mantes et de Mézières. L'incendie de ce malheureux village avait été clairement aperçu par les habitants du canton d'Ecos, plus rapprochés que le nôtre du sinistre.

Il est vrai que nous avions, pour nous rassurer, les télégrammes de la préfecture ; ils nous affirmaient « que les Prussiens qui avaient occupé Mantes étaient tout démoralisés, qu'ils avaient l'air de chercher les Français, plutôt pour se rendre à eux que pour les combattre !... »

Nous ne tardâmes pas à être menacés plus directement et de plus près. Chaque jour, depuis la prise de Gisors, nous apprenions que quelque nouvelle localité du Vexin venait d'être visitée,

réquisitionnée. Les éclaireurs ennemis se rapprochaient de plus en plus des avant-postes français, placés alors à quelques kilomètres en arrière de nous. Comme on ne pouvait plus reculer devant eux sans compromettre la vallée d'Andelle, où l'on entendait se maintenir, une rencontre sur l'extrémité du plateau confinant à cette vallée devenait inévitable.

Ce fut le 14 octobre que nous vîmes pour la première fois les Prussiens. Dès le matin, nous avons su qu'ils étaient en force à Saussay, par conséquent à moins d'une lieue de nous, et qu'ils avaient mis en réquisition des habitants du pays, pour travailler à détruire, sur un assez long parcours, le chemin de fer départemental (de Gisors à Pont-de-l'Arche), qui passe auprès de ce village. Nous apercevions distinctement, de notre colline, l'infanterie des Prussiens, massée en plaine, près de la gare isolée de Saussay.

Vers onze heures du matin, leurs premiers éclaireurs arrivèrent à la hauteur de Verclives, et, moins d'une heure après, nous en vîmes défiler un grand nombre sur la route de Gisors, qui court parallèlement à notre village, à une distance moyenne d'environ 900 mètres. Au-delà de cette route, nous vîmes d'autres cavaliers et ensuite des

fantassins s'avancer pareillement dans la direction d'Ecouis à travers la plaine, entre les deux grandes voies de Pontoise à Rouen (par Gisors et Magny), qui se réunissent à l'entrée d'Ecouis.

Pour aborder ce bourg, les Prussiens, fidèles à leur tactique favorite, procédèrent par un mouvement tournant. (*Umgehensbewegung.*) Les uns firent halte à la bifurcation des deux routes, les autres pivotèrent à gauche en se dirigeant vers le hameau de Villerets, d'où ils se rabattirent sur la route de Rouen, à deux kilomètres environ au-delà d'Ecouis. Ceux qui opéraient cette manœuvre furent salués au passage par des francs-tireurs embusqués derrière les haies de Villerets et sur la lisière des bois de Mussegros, qui longent la route de Magny. Cette fusillade, bien que courte et assez mal nourrie, fit tomber plusieurs hommes, et inquiétait visiblement les chefs ennemis. Ils suspendirent même leur mouvement, et nous crûmes qu'ils allaient battre en retraite. Mais dans ce moment le feu cessait : nos tirailleurs, trop peu nombreux ou trop peu solides, avaient jugé que le moment était venu de « se replier » à travers les bois.

Sur leur droite, c'est-à-dire du côté de Verclives, les Prussiens se contentèrent de faire

reconnaître le village par quelques éclaireurs qui le traversèrent presque d'un bout à l'autre au grand galop. Au retour, en débouchant à l'improviste de l'intérieur du pays, dans un des carrefours du côté de la plaine, ils passèrent tout près d'un groupe d'habitants inoffensifs. C'étaient bien de ces fameux uhlans, comme nous en avons trop contemplé depuis, sans autres armes que des pistolets généralement plus que médiocre, et des lances grossières qui, avec leur guidon noir et blanc à la hampe, ont plutôt l'air de jalons que d'armes sérieuses. Ceux-là nous regardèrent attentivement ; l'aspect d'une longue-vue parut les intriguer fort, mais ils passèrent sans nous rien dire. Pendant ce temps, d'autres cavaliers, galopant à travers la plaine, engageaient assez bénévolement quelques laboureurs à se retirer, à cause des « balles méchantes. »

Cette démonstration sur Ecouis avait pour but de couvrir la destruction du chemin de fer à la hauteur de Saussay. La manœuvre des Prussiens fut accomplie avec beaucoup de précision et de célérité. Des cavaliers du 3e hussards, qui, depuis quelques jours, venaient en observation à Ecouis, n'eurent que le temps de s'échapper vers Grainville. L'officier montra, dans cette occasion, aussi

peu de sang-froid que de vigilance. Il oublia, en se repliant, un peloton d'une douzaine d'hommes, commandés par un sous-lieutenant, qu'il avait envoyés le matin en éclaireurs sur la route de Magny, et qui, revenant en toute hâte au bruit de la fusillade, trouvèrent le passage intercepté par plus de 200 uhlans.

Le choc eut lieu à deux kilomètres au-delà d'Ecouis, non loin d'une ferme qui porte le nom historique de *Brémule* ou *Brenneville*. Malgré l'écrasante supériorité de l'ennemi, nos gens ne songèrent qu'à se faire jour. Ils abattirent à coups de carabine les premiers assaillants, mais presque aussitôt toute cette masse ennemie fut sur eux, les serrant de si près qu'il leur fut impossible de recharger ; quelques-uns même eurent de la peine à tirer le sabre. De leur côté les uhlans n'avaient plus assez d'espace pour manier leurs lances ; plusieurs frappaient de la hampe, ne pouvant se servir du fer. Tout en faisant virer, dans ce cercle étroit, leurs braves petits chevaux, nos cavaliers détachaient çà et là des revers qui brisaient les armes de leurs adversaires et faisaient de terribles estafilades.

Dans cet épisode militaire, qui a passé trop inaperçu, il y eut plusieurs faits d'armes vraiment

épiques. Un hussard, demeuré en arrière, avait été cerné à la sortie du bourg par un groupe d'ennemis. Il se débattait parmi eux en faisant des moulinets furieux, et les entraînait après lui, comme une meute attachée à ses flancs. L'un de ses camarades l'aperçoit près de succomber, revient sur ses pas et le dégage. Enfin, six de nos cavaliers sont parvenus à se faire jour. Le sous-lieutenant Beuve, déjà blessé de quatre coups de lance et jeté à bas de son cheval, venait de se relever et prenait son élan pour se remettre en selle et rejoindre les siens, quand un uhlan fond sur lui, le renverse de nouveau en le frappant sur la nuque d'un coup de sabre, asséné heureusement avec plus de force que d'adresse. Beuve avait roulé évanoui dans le fossé de la route. Quand il reprit connaissance, les uhlans étaient encore là, occupés à ramasser leurs morts, au nombre de *huit* rien que sur ce point, limite extrême de la poursuite. Dès que les uhlans eurent fait volte-face, Beuve se releva, et, malgré ses blessures, put atteindre Grainville, où six de ses camarades l'avaient précédé. Deux autres étaient morts; les quatre derniers, démontés, criblés de coups, furent ramassés, peu d'instants après la fin du combat, par quelques personnes appartenant aux ambulances d'Ecouis.

Une jeune fille surtout, Mlle Clémence M..y, fit preuve d'une rare énergie. Elle repoussa vivement un lâche ennemi qui, courbé sur un de nos blessés évanoui, venait de lui arracher une bague, et s'apprêtait à lui voler son mouchoir. Les uhlans eux-mêmes furent émus du courage de cette jeune fille. Plusieurs, dont les lances étaient encore rouges de sang, se pressaient autour d'elle, et c'était à qui lui serrerait la main.

Parmi ces hussards blessés, figuraient MM. Méry et Pinard (neveu de l'ex-garde des sceaux). Tous deux ont été médaillés à l'occasion de ce combat. Pendant le trajet du champ de carnage à l'ambulance, le jeune Pinard, l'un des plus grièvement atteints, menaçait encore dn poing les uhlans qui entouraient la charrette. L'un d'eux allongea brusquement sa lance à travers les barreaux de la voiture pour achever le mourant qui se permettait cette bravade inoffensive! Heureusement le coup fut paré par une des femmes qui marchaient auprès de la charrette. Détournant vivement, d'un coup de coude, le fer de l'arme dont elle sentit le froid sur sa chair, elle présentait en même temps au meurtrier le brassard de Genève. Le uhlan, honteux du lâche forfait qu'il avait failli commettre, recula de quelques pas et poursuivit ensuite son chemin la tête basse.

Le premier pansement fut fait par deux chirurgiens allemands, et je dois dire qu'ils s'acquittèrent de cette tâche avec autant de zèle que de dextérité. Ils servaient depuis le commencement de la campagne, et paraissaient vivement affectés des horreurs de la guerre. Quinze jours après, je fis transporter à Rouen deux de ces blessés, MM. Pinard et Scheu, qui, bien qu'à peine convalescents, étaient déjà impatients de rejoindre leur drapeau. Ils craignaient surtout que les Prussiens, s'ils revenaient à Ecouis, ne les jugeassent assez bien rétablis pour être transportés en Allemagne. Pinard emporta précieusement, comme trophée de son combat, le fer d'une lance enfoncé dans la selle de son cheval, et dont il avait tranché la hampe d'un coup de sabre (1).

Cette escarmouche avait eu lieu précisément sur le même terrain, et avait été autrement sanglante que celle de Brémule ou Brenneville, *Brenmula*, entre Louis-le-Gros et Henri I[er] d'Angleterre (1119), rencontre qui a usurpé dans l'histoire le nom de bataille, bien qu'il n'y ait péri, suivant un contemporain, que trois hommes étouffés par la

(1) Le sous-lieutenant Beuve, qui, de même que ses cavaliers, avait fait dans cette rencontre plus que son devoir, fut décoré et promu à un grade supérieur. C'est de lui-même que je tiens les détails du combat.

chaleur sous le poids de leur armure. Dans le combat du 14 octobre 1870, l'effort héroïque de quelques Français luttant corps à corps, un contre vingt, coûta à l'ennemi plus de quarante hommes tués ou mis hors de combat, sans compter ceux atteints par les balles des francs-tireurs. Nous ne donnons ce chiffre que d'une façon approximative; on sait avec quels soins les Prussiens dissimulent leurs pertes de guerre, recherchant et chargeant de suite morts et blessés dans les fourgons qui accompagnent toute expédition un peu considérable. Il y eut toutefois, dans cette circonstance, quatre ou cinq « camarades uhlans » qui manquèrent à l'appel, et qu'on ne put retrouver, notamment l'officier payeur de la troupe, porteur d'une sacoche bien garnie. Celui-là surtout fut l'objet d'investigations minutieuses, mais complètement inutiles.

Tandis que les Prussiens exécutaient leur mouvement tournant, une de leurs vedettes, placées à la bifurcation des routes de Magny et Gisors, avait été abattue, en ma présence, d'un fort beau coup de carabine chassepot, à une distance de 1,000 mètres environ, par un hussard qui se trouvait sur la route d'Ecouis à Lyons. Je vis là un exemple remarquable de la sollicitude de nos enne-

mis pour leurs blessés. Comme aucune de leurs voitures ne se tronvait à portée de celui-là, quatre cavaliers vinrent aussitôt requérir dans notre village une carriole pour transporter à Gisors leur camarade, dont la mésaventure paraissait les affecter vivement. Ils le disaient blessé à mort et ne se trompaient pas, car il expira pendant le trajet.

Cependant nous ne considérions la fusillade des francs-tireurs que comme le prélude d'une affaire plus sérieuse. Le colonel, depuis général de T..., alors investi du commandement de la subdivision de Fleury, devait être informé de l'apparition des Prussiens, et nous savions qu'il avait sous la main des forces suffisantes pour châtier séverement leur audace. Nous étions donc fondés à espérer un prompt et vigoureux retour offensif sur Ecouis dans l'après-midi. Notre espoir fut déçu; on resta scrupuleusement sur la défensive, et pas un des nôtres ne dépassa Grainville. Cette immobilité, imposée à ce brave militaire par des ordres supérieurs, affecta vivement les populations du Vexin. Elles se crurent, et elles étaient en effet sacrifiées.

A la suite de l'engagement, Ecouis fut occupé pendant deux heures par les Prussiens. Ils se retirèrent, dès que le détachement resté en arrière

pour faire couper la voie ferrée eut accompli son œuvre. Aucun dégât ne fut commis dans le bourg, mais l'autorité administrative reçut l'ordre de réunir et d'expédier immédiatement à Gisors tous les fusils de la garde nationale et autres, sous peine de recevoir une nouvelle visite moins pacifique, dès le lendemain matin. On déféra à cette aimable injonction avec une ponctualité extrême, mais là comme ailleurs il fallait bien en passer par là, ou par le bombardement. La pusillanimité plus ou moins avouée de quelques Français indignes trouvait son compte à cette impossibilité absolue de se défendre, cela n'est malheureusement douteux pour personne (1). Mais qui donc osera blâmer ces communes sacrifiées d'avance, armées à la dernière heure et d'une manière ridiculement insignifiante, de n'avoir pu se soustraire à l'exigence pénible du

(1) Quelques jours après le combat d'Ecouis, dans un bourg considérable, dont je n'ai garde de me rappeler le nom, le commandant de la garde nationale avait émis, à l'approche de l'ennemi, l'avis d'expédier les fusils au chef-lieu de la préfecture. Cette proposition sensée fut vivement combattue par le maire. Ce n'était pas que ce fonctionnaire fût partisan de la lutte à outrance, loin de là! Ce qui l'effarouchait si fort, c'était l'idée que si l'on renvoyait les fusils *il ne resterait rien à donner aux Prussiens,* qu'ils pourraient bien n'être pas contents, etc. (*Trop historique.*)

désarmement? Ce ne seront pas sûrement les autorités improvisées par le prétendu gouvernement de la défense, les républicains *officiels*, devenus, à force d'inintelligence, les meilleurs auxiliaires de l'invasion!

Suivant leur constante habitude, les Prussiens emportèrent d'Ecouis leurs morts et leurs blessés, sauf un de ces derniers qui ne fut pas jugé transportable et qui expira en effet dans la soirée. C'est à ce mourant que la comtesse de V... adressa en allemand quelques paroles de consolation, incident qui a donné lieu à tant d'imputations aussi ridicules qu'odieuses (1). Armée de ce courage que les femmes françaises puisent dans la charité, Mme de V... était accourue à Ecouis au bruit de la fusillade, pour remplir son devoir d'inspectrice des ambulances de Genève. C'était aussi pour secourir, au besoin, les blessés que se trouvaient là d'autres grands propriétaires du voisinage, dont la présence fut interprétée d'une façon non moins malveillante (2). Et ces calomnies n'étaient pas

(1) V. le chapitre suivant.

(2) L'un de ceux contre lesquels on s'était le plus déchaîné dans cette occasion, fut obligé, quelques jours après, de s'enfuir avec sa famille ; ses prètendus amis les Prussiens ne parlaient de rien moins que de le fusiller. Ils

murmurées dans l'ombre, mais proférées hautement, en plein soleil! Il faut bien ajouter ici qu'on a vu, dans ces temps de calamité et de déraison publiques, des gens d'ailleurs honnêtes accueillir, propager ces commérages venimeux, encourager des passions qui, tôt ou tard, n'auraient pas manqué de se retourner contre eux. Ceci n'est pas malheureusement un fait isolé. Sur presque tous les points du territoire envahi, les convoitises les plus criminelles ont ainsi cherché à se faire un auxiliaire du patriotisme abusé. Et, ce qui est plus triste encore, elles y ont quelquefois réussi.

Les premiers télégrammes qui parvinrent à Rouen exagéraient singulièrement l'importance de cette démonstration prussienne sur Ecouis. L'une de ces dépêches était ainsi conçue : « L'ennemi attaque nos troupes; *il est en marche sur Rouen!* » On réclamait précipitamment, et de toutes parts, le concours des mobiles, des mobilisés, des gardes nationaux sédentaires, dont un grand nombre s'empressèrent de répondre à cet appel, avant

lui reprochaient d'avoir fait demander du secours à nos avant-postes français pour sa commune écrasée de réquisitions, et d'avoir, en sa qualité d'ancien militaire, adressé aux autorités françaises un plan de défense du pays, plan qui avait été trouvé par les Prussiens à la sous-préfecture.

même d'avoir reçu des armes. Une autre dépêche annonçait que l'ennemi était déjà à Fleury-sur-Andelle. Aussi la perturbation fut profonde dans les hautes régions du nouveau pouvoir. On m'a assuré aussi que, dans cette journée du 14, certains patriotes des plus purs, tout en parlant bien haut de vaincre ou de mourir, faisaient déjà des préparatifs dans la prévision d'une retraite précipitée sur le Havre. L'état-major recommandait aux chefs des bataillons de mobiles expédiés en toute hâte dans la direction menacée, de déployer, dès la sortie de Rouen, leurs hommes en tirailleurs, de fouiller les bois, etc., tandis que le détachement, cause de cette alerte, était déjà en pleine retraite à dix lieues de là! Dès qu'on en fut instruit, on passa bien vite, suivant la coutume, d'un excès à l'autre. On annonça que l'avant-garde prussienne, un moment maîtresse d'Ecouis, avait été mise en pleine déroute; que les francs-tireurs en avaient fait un carnage effroyable, etc. Suivant son habitude, la délégation de Tours enchérit encore sur tous ces rapports fantaisistes, en annonçant « qu'une patrouille prussienne avait été dispersée à Ecouis. »

Pendant ce temps, les Prussiens y revenaient

tranquillement chercher le corps de leur camarade mort à l'ambulance.

Depuis cette époque jusqu'à l'occupation permanente d'Ecouis par nos troupes, laquelle n'eut lieu que trois semaines plus tard, ce bourg fut visité quotidiennement, tantôt par des détachements de mobiles ou de francs-tireurs, tantôt par des patrouilles de hussards et de chasseurs. Ces cavaliers poussaient des reconnaissances au-delà d'Ecouis, sur les routes de Gisors et de Magny; mais ils avaient l'ordre exprès de se retirer sans combattre, dès qu'ils apercevraient l'ennemi. La même réserve était prescrite à ceux qui faisaient l'office d'éclaireurs dans le pays de Bray, et qui appartenaient également aux débris du 3e hussards et au 12e chasseurs (1). Ces braves gens ne demandaient qu'à se battre : ils étaient excédés, plus

(1) C'est à l'une des reconnaissances faites à cette date dans une forêt qui confine au pays de Bray, que se rapporte un incident tristement comique, dont nous garantissons l'authenticité. Une patrouille de hussards s'arrête à une ferme isolée, et y reçoit un accueil des plus hospitaliers, presque obséquieux. Puis, au milieu de la conversation, le fermier s'écrie tout à coup : « Mais c'est étonnant comme vous parlez bien français ! » Cet homme, auquel l'uniforme de nos cavaliers était inconnu, croyait héberger des uhlans.

qu'on ne saurait le dire, de ce rôle d'observateurs inoffensifs. Pendant ce temps, les Prussiens, commodément installés sur la ligne de l'Epte, réquisitionnaient impunément dans le Vexin. Quelquefois leurs éclaireurs se bornaient à de simples promenades. Quand ils rencontraient une maison dont les dehors annonçaient quelque aisance, ils descendaient de cheval, « mettaient leurs *gaules* contre la porte, » comme me disait un paysan qui avait souvent reçu de semblables visites, demandaient quelquefois à manger, plus souvent à boire, surtout du *cognac*. De tous les mots de notre langue, celui-là est le plus familier aux Allemands.

Huit jours après la première visite des Prussiens à Ecouis, une centaine de leurs éclaireurs se présentèrent de nouveau à l'entrée du pays. Des francs-tireurs, embusqués derrière une haie, dirigèrent sur eux un *feu nourri* qui leur fit brusquement rebrousser chemin. Le commandant de ces francs-tireurs, qui arrivaient d'un département voisin, s'était déjà fait une réputation par ses bulletins emphatiques. Il prétendait, et plusieurs journaux répétèrent de confiance, que ses hommes avaient abattu cette fois *sept* uhlans ; ils en tuaient souvent plus, jamais moins ! Or, nous avions vu de nos yeux ces

uhlans tourner bride et défiler sur la grande route de Gisors, depuis le premier jusqu'au dernier. Les coups de feu, tirés précipitamment et de trop loin, n'avaient atteint personne.

Les jours suivants, de petits groupes de uhlans vinrent audacieusement, à diverses reprises, se promener dans le bourg. On crut remarquer qu'ils choisissaient avec une précision singulière, pour faire leur apparition, les moments où nos patrouilles venaient de s'éloigner. Cette coïncidence donna lieu à des soupçons d'intelligences secrètes avec l'ennemi, soupçons qui s'adressaient de préférence aux personnes les plus innocentes. Certains francs-tireurs surtout étaient intraitables sur ce chapitre : ils aimaient mieux accuser de trahison tout un pays, que de s'avouer coupables d'un défaut de vigilance. C'était là comme partout...

III.

ANECDOTES SUR QUELQUES COMPAGNIES FRANCHES.

Il faut bien faire les honneurs d'un chapitre spécial à ces célèbres milices, dont les exploits plus ou moins authentiques ont si longtemps encombré les colonnes des journaux. Un grand nombre de ces corps irréguliers ont pris part à la défense de la Normandie. Nous y avons vu figurer les bataillons des éclaireurs de la Seine (Mocquard), des francs-tireurs Lipowski, des francs-tireurs du Nord, des Eclaireurs havrais ; les compagnies des Eclaireurs rouennais, des Guérillas *dito*, les francs-tireurs d'Elbeuf, des Andelys, de Bolbec, de Cherbourg, de Louviers, de Rugles, de Caen et autres localités du Calvados, de l'Orne, par les *Vengeurs* du Havre, etc., etc. J'en passe, mais non des meilleurs.

Dans le personnel de plusieurs de ces corps francs, figuraient d'anciens et braves militaires, des hommes adroits et vigoureux, sur lesquels on pouvait compter. Il y avait par exemple de très-

bons éléments dans le bataillon Lipowski, qui prit successivement une part honorable, d'abord à l'héroïque défense de Châteaudun, puis aux luttes de l'armée de Chanzy, et finalement à la défense d'Alençon. Une partie de ce corps, reporté dans le Calvados, a aussi bravement combattu dans les derniers engagements qui ont eu lieu sur la rive gauche de la Seine (1). Les éclaireurs Mocquard, qui ont guerroyé tour à tour dans la vallée de la Seine, dans le pays de Bray, aux environs de Rouen et du Havre, se comportaient également bien au feu.

Mais, quand on considère l'ensemble des résultats obtenus, on est forcé de reconnaître que l'institution des corps francs a été, en définitive, plutôt nuisible qu'utile à la défense nationale.

La guerre de partisans, telle qu'on pouvait la faire avec succès au moyen âge, présentait, en 1870, plus d'inconvénients que d'avantages dans une grande partie des départements envahis, et particulièrement en Normandie. Les villages y sont

(1) Ce détachement des francs-tireurs Lipowski était commandé par le fameux La Cécilia, le même qui s'était laissé surprendre à Chambord, et qui a joué depuis un rôle tristement célèbre parmi les communeux de Paris.

trop nombreux, les bois trop réduits et isolés, les communications trop faciles. De plus, le gouvernement issu du 4 septembre, dans un intérêt qui n'était pas exclusivement celui de la défense nationale, manifestait une prédilection excessive pour ces milices irrégulières, dont l'Empire avait autorisé la formation. En les multipliant, on s'imaginait, non-seulement nuire à l'ennemi, mais favoriser la propagande républicaine dans les campagnes. Ce fut une regrettable erreur.

Ces compagnies franches devinrent souvent le refuge de gens *franchement* hostiles à toute discipline, qui trouvaient ainsi un moyen facile de se soustraire aux lois de conscription et de mobilisation. Jusqu'à la mi-novembre surtout, la tolérance à leur égard était portée à un point incroyable. Ils étaient bien censés dépendre des autorités militaires de leur circonscription, mais cette dépendance était purement nominale; la plupart de ces compagnies ne relevaient en réalité que d'elles-mêmes, ne suivaient que leurs propres inspirations, souvent on ne peut plus malheureuses. On va vite et loin dans cette voie d'indiscipline, et je pourrais citer telle de ces compagnies, où l'autorité du chef ne comptait plus que pour le plaisir que

l'on trouvait à faire l'inverse de ce qu'il s'avisait de prescrire. (1).

Pendant près de deux mois, j'ai eu sous les yeux d'affligeants exemples de ce manque absolu de subordination. Un des villages situés à la limite extrême de la ligne de défense de Rouen, du côté de l'Andelle, avait une petite garnison composée d'un demi-bataillon de mobiles et de deux compagnies de francs-tireurs, qui n'étaient pas des pires. Le commandant des mobiles, ancien et brave militaire, faisait les fonctions de commandant de place, et par conséquent était réputé avoir les francs-tireurs sous sa juridiction. Néanmoins il ne se passait guère de jours sans que leur chef adressât,

(1) Dans un but facile à deviner, les meneurs de l'Internationale à Rouen poussaient énergiquement à l'organisation de compagnies franches, absolument indépendantes de l'autorité militaire. Dans une des réunions du fameux *Comité de vigilance* (celle du 1er octobre) on avait décidé, entre autres choses, la formation de deux compagnies destinées à opérer *en dehors de l'action des autorités*. Bien que celles-ci eussent sagement refusé leur consentement à cette organisation, des enrôlements eurent lieu, et, quelques jours après, un rassemblement d'individus enrôlés se porta sur la préfecture pour obtenir ou enlever des armes. Grâce à l'attitude de la mobile, cette démonstration n'eut pas de suite. (V. à ce sujet le chapitre intitulé : L'*Internationale à Rouen,* dans la brochure de M. Estancelin.)

et souvent avec des formes peu parlementaires, quelques réquisitions à des habitants du pays. Il exigeait surtout des moyens de transport destinés à des opérations mystérieuses, sur lesquelles il s'expliquait de fort mauvaise grâce avec l'officier supérieur qui visait la réquisition.

Dans les commencements même, il se croyait en droit de refuser toute espèce d'explication. Ses soldats se permettaient aussi, avec ou sans son agrément, de faire de semblables requêtes, pour des services qui n'avaient absolument rien de militaire.

Un jour, deux d'entre eux vinrent présenter une réqnisition de voiture à l'un des principaux cultivateurs du pays. Comme celui-ci refusait d'y déférer en l'absence du visa réglementaire, il fut d'abord traité d'espion des Prussiens et menacé d'arrestation. Pourtant il fallut bien aller trouver le commandant, mais celui-ci venait précisément de recevoir de nouvelles instructions, qui lui prescrivaient une surveillance plus rigide à l'égard des francs-tireurs. En conséquence, il voulut absolument savoir la destination de la voiture, avant d'en autoriser la réquisition. Après bien des réticences et des tergiversations, on finit par lui avouer qu'on avait besoin de ce véhicule... pour reconduire à la

plus prochaine gare les épouses (?) de quelques camarades.

En Normandie, comme ailleurs, les communes infestées par les fourrageurs ennemis étaient le théâtre ordinaire des exploits de ces compagnies franches. On allait se mettre en embuscade sur le passage des éclaireurs prussiens : dès qu'on les apercevait, on s'empressait de faire feu, souvent hors de portée ; puis on retournait en toute hâte se vanter d'avoir mis l'*armée* ennemie en pleine déroute, tué un nombre d'hommes prodigieux, etc. Pendant quelque temps, on fit surtout une terrible consommation de neveux de M. de Bismark. Il y aurait eu de quoi former un escadron de tous ceux qu'on prétendait avoir tués ou blessés, rien que dans notre pays.

On sait trop quels ont été les résultats de ces excursions fantaisistes, dans des villages situés souvent fort loin de nos lignes de défense et hors de portée de tout secours. Tandis que nos gens fêtaient en lieu sûr leur triomphe, l'ennemi revenait en force avec du canon dans la localité où l'on avait tiré sur lui la veille, incendiait des maisons, battait cruellement ou même fusillait les habitants qu'il soupçonnaît de complicité avec les francs-tireurs, et infligeait au pays de plus fortes réquisi-

tions. C'est ce qui est arrivé à Longchamps, à Hébécourt, à Guitry, à la Broche près Etrépagny, et dans bien d'autres localités encore, où le secours est venu trop tard, ou même n'est pas venu du tout.

Il convient d'ajouter que cette façon d'opérer, fort préjudiciable aux populations sédentaires, était, en général, des moins meurtrières pour les compagnies franches, qui ne couraient aucun danger sérieux en tirant à couvert, avec des fusils à longue portée, sur des éclaireurs armés seulement de ces mauvaises lances que les gens du pays nommaient des *gaules*, et de pistolets non moins médiocres. Aussi les accidents étaient fort rares parmi ces tirailleurs qui se vantaient « d'abattre, à chaque décharge, des rangs entiers de uhlans. » Il fallait, il est vrai, les en croire sur parole, car ils revenaient habituellement les mains vides, semblables à ces chasseurs maladroits qui ont toujours perdu leur gibier. Quand on leur demandait pourquoi ils n'avaient pas rapporté quelque dépouille opime qui témoignât de leurs exploits, ils répondaient tantôt que les uhlans chevauchaient attachés sur leurs montures, qui remportaient ainsi les morts ou les blessés, tantôt qu'ils ne manquaient jamais de charger ceux-ci sur des voitures, etc.

Nous devons encore signaler un inconvénient d'un autre genre, et non moins grave peut-être, de l'institution des francs-tireurs. Déjà nous avons eu l'occasion de rappeler que, dans les premiers temps qui suivirent la bienheureuse révolution du 4 septembre, un grand nombre de personnes appartenant aux classes supérieures de la société furent en butte à des accusations aussi ridicules qu'odieuses. Quiconque accueillait avec méfiance ou avec trop peu d'enthousiasme l'avénement du régime nouveau, quiconque se permettait de révoquer en doute les aptitudes militaires de MM. Gambetta et consorts, était, par cela même, réputé l'ami, le complice des envahisseurs. Des passions qui n'avaient rien de commun avec le véritable patriotisme concouraient à la propagation de ces calomnies. A en croire certains citoyens, tous les châtelains, et bientôt tous les gens bons à piller, dans les campagnes comme dans les villes, auraient été les auxiliaires des Prussiens.

Nous l'avons dit précédemment, notre Normandie a eu sa bonne part de ces propos venimeux. Les accusations les plus abominables comme les plus absurdes circulaient impunément contre des gens dont le crime était de posséder des avantages de position, de fortune, points de mire pour

la jalousie et la cupidité. Or, il faut bien le dire, ces légendes apocryphes ne trouvaient nulle part des auditeurs, des colporteurs plus empressés que dans certaines compagnies de francs-tireurs.

Parmi les personnes le plus violemment attaquées figurait la famille de V...n, l'une des plus considérables du pays. M. et Mme de V...n avaient alors leurs deux fils sous les drapeaux; le second, encore mineur, s'était volontairement engagé après les premiers désastres. Ils avaient, de plus, transformé les habitations qu'ils possèdent dans l'Eure et la Seine-Inférieure en deux vastes ambulances, où des blessés français de Sedan recevaient les soins les plus empressés. Tout cela ne suffisait pas pour leur faire pardonner d'avoir habité quelque temps en Allemagne plus de vingt ans avant la présente guerre, de parler allemand, et d'être unis par alliance au ministre des finances actuel, M. Pouyer-Quertier, qui n'était pas dans les bonnes grâces de la démagogie rouennaise.

Le bruit de la connivence prétendue des de V...n avec les Prussiens s'était étendu fort au loin; on en parlait dans les clubs de Rouen comme d'un fait avéré. Nous avons entendu raconter à ce sujet les plus étranges histoires, notamment la légende d'une voiture mystérieuse, aux roues enveloppées

de chiffons, rencontrée sur la route du château de R...y, et qui devait contenir pour le moins M. de Bismark et le roi Guillaume en personne. Les francs-tireurs surtout étaient intarissables sur ce chapitre, et regardaient les incrédules de fort mauvais œil. Bientôt on ne s'en tint pas à de simples propos. Une de ces compagnies franches, dont un département voisin s'était débarrassé à notre profit, s'ingéra de faire une visite domiciliaire à R...y, visite qui naturellement n'amena aucun résultat, puis d'occuper militairement les abords de ce château. C'était moins fatigant et moins dangereux que de marcher à l'ennemi!

Ces mesures, que l'on croyait faussement autorisées par des ordres supérieurs, donnaient une nouvelle force à la calomnie; on racontait partout que les personnes dont il s'agit étaient gardées à vue, en attendant mieux. Un jour même, le bruit courut que d'autres francs-tireurs, ceux des Andelys, avaient tiré sur M. de V...n, dans la forêt de Lyons. Les uns ajoutaient qu'ils n'avait eu que le temps de s'échapper; d'autres, qu'on l'avait rapporté chez lui grièvement blessé. Peu de jours après, j'appris de lui-même ce qui avait donné lieu à ce bruit. Un franc-tireur, accusé d'avoir chassé en forêt, avait trouvé intelligent, pour se discul-

per, de prétendre qu'il n'avait pas tiré sur un chevreuil, mais seulement sur M. de V...n le *Prussien*, action qui, dans ses idées de franc-tireur, lui semblait indifférente, sinon digne d'éloges. Cette compagnie était pourtant l'une des mieux composées relativement et des mieux commandées. J'ai eu sous les yeux la lettre d'explications et d'excuses du commandant; il avait eu une peine infinie à faire comprendre au franc-tireur braconnier les inconvénients d'une semblable justification.

Ces calomnies avaient fini par prendre une telle consistance que, vers le 15 novembre, l'arrestation de la famille en question était résolue et même ordonnée. Heureusement, cette mesure fut contremandée à temps, grâce aux représentations de l'officier supérieur de la ligue auquel cette mission était confiée, et à celles du sous-préfet, républicain sincère, mais sensé.

Les membres du clergé, dont la conduite pendant l'invasion a été généralement irréprochable et souvent héroïque, n'étaient pas non plus en odeur de sainteté auprès de MM. les francs-tireurs. Dans une commune voisine de la mienne, et qui fut pendant quelque temps visitée alternativement par les éclaireurs des deux partis, on avait cru remarquer que les uhlans choisissaient avec une

précision étrange, pour faire leur apparition, les moments où nos patrouilles venaient de s'éloigner. Aussitôt, des francs-tireurs s'empressèrent d'affirmer que les Prussiens avaient des espions, que ces espions n'étaient et ne pouvaient être que le curé du bourg et un autre ecclésiastique, directeur d'un établissement d'éducation. On les accusait de transmettre, au moyen de leurs cloches, des avertissements à l'ennemi. Un commandant s'empressa d'adresser à ce sujet au procureur général de Rouen une dénonciation en règle, que ce magistrat improvisé renvoya fort heureusement au sous-préfet. Le chef d'une autre compagnie franche alla plus loin ; il fit subir à l'un de ces ecclésiastiques un interrogatoire émaillé d'épithètes plus qu'énergiques. Pendant cette procédure, un libre penseur de la troupe montrait, de temps à autre, un bout de corde sortant de sa poche, et répétait, en manière de refrain : « Mon commandant, faut-il pendre le curé ? »

Ceux qui osèrent signaler les premiers les inconvénients variés de l'organisation autonome des francs-tireurs furent, comme de raison, traités de poltrons, de réactionnaires et de Prussiens déguisés (1). Toutefois, si ces messieurs supportaient

(1) Cependant le *Journal de Rouen*, peu suspect assuré-

impatiemment les critiques des personnes étrangères à leur institution, il faut dire aussi qu'ils ne s'épargnaient pas entre eux. Les chefs se plaignaient sans cesse de l'insubordination des soldats, ceux-ci de l'incapacité des chefs; souvent les uns et les autres n'avaient que trop raison. Les officiers supérieurs ne se ménageaient pas non plus réciproquement. Le commandant d'une de ces compagnies, avec lequel je me suis rencontré quelquefois, était intarissable sur les excentricités de ses collègues. Un jour, il me dit à moi-même qu'il y avait parmi eux des types impayables, dont un écrivain pourrait composer une galerie des plus curieuses. Je lui promis de m'en occuper quelque jour, et j'ai tenu parole, — en commençant par lui, ce que sans doute il n'espérait pas.

ment de tendances réactionnaires, osait, dès la fin d'octobre, imprimer les lignes suivantes : « Il y a des francs-tireurs qui se sont si mal conduits....., que, s'ils se présentaient dans certains bourgs, ils risqueraient d'y être accueillis comme des ennemis..... Ajoutez que ceux dont je parle... ont la déplorable réputation de disparaître dès qu'il y a le moindre risque de coups de feu à courir. » Je demandai un jour au chirurgien d'une de ces troupes, qui était censée guerroyer déjà depuis plusieurs semaines, s'il avait déjà pansé bien des blessures parmi ses hommes. Il n'avait encore eu à soigner que quelques rhumes de cerveau et autres indispositions n'ayant rien de martial.

Ce commandant était un homme vigoureux, haut en couleur, ayant les manières et le langage d'un commis voyageur de seconde catégorie. Il avait servi dans la ligne, sans y dépasser toutefois le grade de sous-officier. Il aurait pu rendre encore des services modestes, mais réels, en reprenant cette position dans l'armée régulière ; mais il avait, cette fois, de plus hautes visées. Comment était-il devenu le chef d'une compagnie dans laquelle se trouvaient plusieurs personnes fort supérieures à lui, non par le courage, car il était loin d'en manquer, mais par l'éducation et l'intelligence ? Ce sont là de ces mystères qui se rencontraient fréquemment dans l'application si heureuse du système électif à l'organisation militaire. Le commandant X..., de même que plusieurs de ses collègues, affectait de mener rudement ses hommes ; mais tout en leur prodiguant à chaque instant les épithètes les plus richement colorées, il leur laissait faire à peu près tout ce qu'ils voulaient. Le fils d'un littérateur honorablement connu à Paris sous un pseudonyme anglais, s'était d'abord engagé dans cette compagnie. Il s'en retira bientôt, parce que, comme il le dit au chef lui-même, « le commandement y était non-seulement grossier, mais insuffisant. »

Ce chef, du reste, avait de hautes prétentions

stratégiques et même littéraires. Une grande partie de son temps se passait à rédiger des mémoires et des rapports incommensurables sur ses opérations accomplies ou projetées; mémoires dans lesquels la grammaire et l'orthographe étaient aussi malmenées que les Prussiens.

La première fois qu'il vint en reconnaissance dans certaine commune, il avait organisé tout un système de savantes embuscades contre l'ennemi, qui n'eût garde de paraître. Il avait fait notamment pratiquer une foule de brèches dans les murs et les haies, pour assurer à sa troupe toute liberté de mouvement en cas d'attaque. Dans sa belle proclamation aux Français, M. Hugo proposait les allures du serpent pour modèle aux francs-tireurs. Certains d'entre eux semblaient avoir pris ce programme au sérieux. Ils voulaient pouvoir se glisser partout, se plier et surtout se *replier* à leur fantaisie.

Ce même commandant eut aussi un moment l'idée, sous prétexte de concentration, d'installer toute sa troupe dans l'habitation principale du village et ses dépendances, sauf à envoyer les indigènes bivouaquer ou percher ailleurs. Dans les derniers temps, il avait élaboré tout un plan pour la défense des abords de Rouen en général et de la commune qu'il occupait en particulier. Il pro-

posait d'établir des batteries sur la plate-forme du château, d'enlever les toitures de deux fermes, et de raser le parc, qui, dans ses idées, « constituait un obstacle à la défense. »

La journée du 31 octobre, pendant laquelle il se passait à Paris de si tristes choses, fut mémorable dans les fastes de cette compagnie. Partis dans la nuit pour une de leurs mystérieuses excursions, ces francs-tireurs ramenaient cette fois *un* prisonnier, un vrai uhlan en chair et en os, et avec son cheval encore!

Informés de la visite probable de quelques éclaireurs dans un bourg voisin, ils étaient allés, suivant leur tactique ordinaire, s'embusquer avant l'aube aux abords de ce bourg, et avaient salué d'une décharge l'apparition des uhlans, qui prirent aussitôt la fuite. Sur quinze ennemis nos gens prétendaient en avoir tué quatorze, dont toutefois aucun n'était tombé. Seulement, le cheval du dernier de la troupe, légèrement atteint, s'était abattu, par peur plutôt que par l'effet de la blessure. Le cavalier avait tenté de s'échapper à pied; il s'était donné une entorse en franchissant un mur, et c'est ainsi que la compagnie X... fit un prisonnier.

C'était un grand et gros garçon, d'une vingtaine

d'années, à moitié mort de peur. Ses camarades lui avaient fait accroire que les francs-tireurs torturaient et mutilaient leurs captifs. On le rassura bientôt, en le faisant manger et surtout boire à indiscrétion.

Le commandant crut devoir, à cette occasion, se décerner les honneurs du triomphe. La troupe rentra dans ses cantonnements au son du clairon. Cette ovation n'était pas sans quelque ressemblance avec la pompe funèbre de M. de Marlborough. Un franc-tireur portait au bout de son fusil le casque du uhlan, un second sa lance, un troisième son pistolet. Puis venait le chef en personne, montant lui-même le cheval du uhlan, misérable rosse qui aurait mérité de servir de modèle à Gustave Doré pour Rossinante. Enfin, on voyait paraître le prisonnier dans une charrette, escorté du reste de la compagnie, qui le montrait orgueilleusement à la multitude. On le conduisit dans cet équipage jusqu'à un cabaret, quartier général de ses vainqueurs. L'affluence des curieux était telle qu'il fallut bientôt des protections pour obtenir la faveur d'entrevoir le captif. Les francs-tireurs, qui ordinairement affectaient de se tenir à part, se prodiguaient ce jour-là. Ils allaient et venaient d'un air superbe,

regardant les *moblots* avec une compassion dédaigneuse. « Ils voudraient bien en faire autant, me disait un des triomphateurs, mais on les empêche ! » Quant au commandant, il s'était aussitôt enfermé, pour rédiger à loisir le bulletin de cette grande journée. A l'occasion de cette victoire, on put lire quelques jours après, en lettres majuscules, dans un des journaux les plus importants de la Normandie : *Vive le capitaine X...!*

Les scènes de ce genre étaient alors fréquentes. Quelques jours après, sur la rive gauche de la Seine, une autre compagnie franche faisait à Conches une entrée plus solennelle encore, à la suite d'une semblable escarmouche. C'était faire beaucoup de bruit pour rien, mais il n'eût pas fallu le dire trop haut dans ce temps-là.

Nous pourrions faire encore plus d'un emprunt peu édifiant aux annales des francs-tireurs qui ont opéré dans nos contrées. Je pourrais en citer qui se comportaient absolument comme en pays conquis, chez ceux qu'ils étaient censés protéger contre l'invasion; dont les chefs retenaient et jouaient entre eux la paie de leurs hommes, si bien que ceux-ci étaient réduits à mendier leur nourriture ou à marauder dans les basses-cours. Un paysan vint un jour se plaindre à leur com-

mandant, de ce que ses soldats lui avaient enlevé six oies sur douze qu'il élevait. « Vous dites, répliqua celui-ci, que vous en aviez douze, et il ne vous en manque que six ? Ce ne sont pas mes hommes qui ont fait le coup ; ils n'auraient rien laissé. »

Il y aurait aussi des choses bien curieuses à raconter d'une certaine compagnie, recrutée dans une grande cité maritime. La composition de cette troupe était telle qu'on fut enchanté, pour plus d'une raison, de la voir s'en aller en guerre avec « sa jeune vivandière républicaine, la citoyenne Marie. » Ces francs-tireurs avaient adopté le nom bizarre de *Vengeurs de la Mort*, et l'on voyait en effet une tête de mort brodée sur le drapeau. Cet appareil semblait promettre des représailles terribles à l'ennemi ; malheureusement les exploits de ces Vengeurs se bornèrent à la mort d'un seul homme : un pauvre diable de Français qu'ils arrêtèrent et fusillèrent comme espion, et qui n'était qu'un idiot. Ils furent licenciés à la suite de ce beau fait d'armes.

Mais le type par excellence du franc-tireur grotesque était un chef de compagnie auquel des officiers facétieux de la garde mobile avaient donné le sobriquet de *Falsacappa*. J'ai oublié le nom de ce

bizarre commandant, ou plutôt je ne veux pas m'en souvenir. Si quelque chose ou quelqu'un avait eu le don d'exciter le rire dans ces jours de deuil et d'angoisses, c'eût été ce mélodramatique personnage, avec son chapeau tromblon formidablement empanaché, sa large ceinture farcie de revolvers de tous les systèmes, et surtout ses bottes mirifiques, capables de faire crever de jalousie l'ogre du Petit-Poucet (1). C'était un costume dans le genre de ceux des excentriques francs-tireurs du Midi, qui, suivant un spirituel écrivain, étaient parvenus à se donner une si farouche encolure, qu'ils en arrivaient à s'épouvanter réciproquement, et ne sortaient plus de chez eux, dans la crainte de se rencontrer.

Pendant les quelques semaines que nos parages eurent l'honneur d'être hantés par Falsacappa, il ne manquait jamais d'apparaître à la moindre alerte. Mais, pareil aux carabiniers légendaires d'Offenbach :

> Par un singulier hasard,
> Il arrivait toujours trop tard.

Falsacappa marchait toujours escorté d'une don-

(1) Il prétendait avoir dans ses poches jusqu'à des *tubes explosifs*, capables de faire sauter des bataillons entiers.

zelle qu'il appelait sa femme, mais c'était là une appréciation des plus contestées. Elle était connue sous le nom de *Fiorella*, emprunté, comme celui de son consort, au répertoire des Variétés. C'était une petite brune assez mal conservée, qui avait, disait-on, figuré dans quelques petits théâtres et cafés-concerts de catégorie inférieure. Elle était fort exactement fagotée en franc-tireur microscopique : petit chapeau à plumes, fusil mignon en sautoir, revolvers de poche à la ceinture, pantalon rentré dans la bottine, rien y manquait. Ces travestissements guerriers n'ont rien que de ridicule, quand ils ne sont pas héroïques, et Fiorella n'avait rien de Jeanne Hachette, et encore moins d'une Jeanne Darc. Dans les circonstances critiques, elle demeurait invariablement annexée au fourgon de bagages, c'est-à-dire à la plus extrême arrière-garde. Elle s'était fait une réputation par la façon délibérée dont elle absorbait les petits verres nombreux que lui offraient souvent de galants officiers. Falsacappa ne restait pas non plus en arrière dans de semblables rencontres. Sa conversation était richement émaillée des plus gros mots de la langue verte : « les b......, les f......, voltigeaient sur son bec, » mieux que sur celui du fameux perroquet de Gresset.

Voici un échantillon du langage de Falsacappa, transcrit d'après nature, avec certains élagages indispensables. Un jour, quelques uhlans avaient fait, suivant leur habitude, une apparition dans le bourg d'Ecouis, juste au moment où une patrouille française venait d'en sortir. Les Prussiens se retirent à leur tour; et, bientôt après, sous une pluie diluvienne, Falsacappa apparaît avec sa compagnie. Ruisselant et majestueux comme une divinité des eaux, il fait son entrée dans le principal café. Avisant dans un coin quelques indigènes occupés à s'étourdir sur toutes ces péripéties, il va se camper sans façon parmi eux, leur insère son chassepot dans les jambes, secoue son panache dans leurs verres, et les apostrophe en ces termes : « C'est donc ici que vous avez un b....... de curé qui tire sa cloche pour avertir les Prussiens? Où demeure-t-il, que j'aille lui f...... un coup de chassepot? » On l'invite à prendre quelques réconfortants, ce qui fait un moment diversion. Mais bientôt Falsacappa n'est que trop réconforté, et l'orage reprend. « Ah ça, s....., qu'est-ce que vous f..... là, vous autres, au lieu d'empêcher les Prussiens de venir réquisitionner jusqu'à vos...... femmes? Pourriez-vous me dire où est la garde nationale, et m'en faire voir un, de garde national?

— « Mais, dit le moins effarouché des consommateurs, j'en suis, moi, de la garde nationale, et ces messieurs aussi. » En même temps, tous se lèvent pour échapper à une explication gênante, mais Falsacappa est déjà debout, lui aussi, et leur coupe la retraite.

— Ah ! dit-il en frappant le plancher d'uu vigoureux coup de crosse ; ah ! vous en êtes ? Eh bien ! pourriez-vous me dire à quoi vous êtes bons ?.... Allez-vous-en prendre vos fusils, et je vous enrôle avec mes *lapins*.....

— Mais..., nous n'avons plus nos fusils..., nous les avons rendus....

— Rendus !!! à qui ?

— Mais...., c'est M. le maire qui l'a voulu.

— Ah ! c'est M. le maire..... F...., quand un maire dit de rendre les fusils, on lui répond : m..... !!!

Et le mot célèbre, que M. Victor Hugo a défini du « sublime déposé dans l'histoire, » est accompagné d'un nouveau et plus formidable coup de crosse, qui fait tressauter toute la verrerie.

— Ah ! vous êtes de la garde nationale, et vous avez rendu vos fusils, et vous sirotez des petits verres, et pendant ce temps-là, nous nous faisons casser la g..... pour vous, tas de paysans !

Et vous croyez que cela se passera comme ça ? Et où est-il, ce maire de malheur ? que j'aille, etc.

— Il doit être chez le curé, murmure un des interlocuteurs, harponné et magistralement secoué par le terrible commandant.

— Chez le.....? Je m'en doutais! C'est bien ça ; les deux font la paire. Eh bien! ils ont de la veine! je vais les *nettoyer* ensemble..... »

Il s'élance hors du café, et s'en va ébranler furieusement à coups de crosse la première porte qu'il aperçoit. Heureusement, l'averse qui redouble le calme quelque peu, et il se décide à battre en retraite avec ses « lapins, » mais en prommettant au pays une nouvelle visite.

Il revint en effet quelque temps après, en plein jour cette fois, et cette seconde excursion, dont j'eus l'honneur d'être témoin, ne fut pas moins pittoresque que la première. Il arrivait, traînant avec lui un soi-disant espion prussien qu'il avait ramassé en plaine, et qui se trahissait, disait-il, rien que par l'accent. Il m'accosta pour me proposer de prendre part à l'interrogatoire, attendu que *j'avais l'air un peu moins bête que les gens du pays*.(Textuel.) Vérification faite, l'espion était le vacher d'une ferme des environs, ayant l'accent belge et non allemand. On relaxa ce pauvre

diable, au grand mécontentement de Falsacappa, qui avait cru et croyait encore avoir mis la main sur quelque neveu de Bismark.

Ensuite il annonce qu'il va monter dans le clocher pour observer les mouvements de l'ennemi et tirer un plan. *Sa petite chérie* commandera par intérim pendant son excursion perpendiculaire. — « Allons, f...., arme au pied ! » — Mettez donc l'arme au pied, puisque mon mari vous le dit ! « fait Fiorella d'une voix flûtée. »

Pendant que Falsacappa s'écarquille les yeux, et prend des vaches au piquet pour un campement des uhlans, Fiorella fait son intérim chez l'épicier, en trinquant avec les mobiles. Elle en est à son sixième verre de rhum, quand Falsacappa reparaît, le front chargé de soucis. Il s'occupe de rassembler sa compagnie, qui a des vedettes dans tous les cabarets. Tout à coup, il s'écrie : F...! Où est donc mon avant-garde ? Pas d'apparence d'avant-garde ; elle a disparu comme par une trappe. Mais bientôt il se rassure ; l'objectif final de sa reconnaissance était Verclives ; l'avant-garde a dû filer de ce côté-là. D'ailleurs, si elle a pris par mégarde la grand'route qui mène tout droit à l'ennemi, tant pis pour lui ! Cette avant-garde est composée de b...... qui n'ont pas froid aux yeux ; ils sont capa-

bles de pousser droit jusqu'à Gisors, au besoin jusqu'à Versailles !

Cependant le reste de la troupe se dirige sur Verclives, où le costume excentrique du chef manque tout d'abord de lui faire...... envoyer un coup de tabatière par les sentinelles de la mobile. Mais là, point encóre d'avant-garde ; les b...... qui la composent semblent s'être évaporés comme les héros d'Ossian. En attendant que ce mystère s'éclaircisse, Falsacappa et sa compagne restent attablés tout le reste du jour dans la maisonnette servant de quartier-général, et c'est seulement vers onze heures du soir qu'apparaît enfin la célèbre avant-garde, devenue l'extrême arrière-garde. Pendant les stations du chef au clocher et au cabaret, elle avait filé de confiance dans une direction absolument opposée, et ne s'était aperçue de son erreur qu'après avoir fait plusieurs lieues.

Quelques jours après, Falsacappa reçut l'ordre de renvoyer sa compagne, ordre auquel il s'empressa de désobéir. Pendant la nuit qui précéda l'occupation de Rouen, on les revit vers deux heures du matin, dans un état d'exaltation qui n'avait rien de patriotique. Au milieu du désarroi universel, ils vinrent requérir, ou plutôt enlever de vive force, dans une auberge de la ville, un

cheval et une voiture dont le propriétaire attend encore des nouvelles. Comme il s'agissait cette fois de battre en retraite, la compagnie de Falsacappa marchait à l'extrême avant-garde.

Si nos derniers renseignements sont exacts, l'odyssée de ce couple aurait fini d'une manière lamentable. Tous deux auraient été arrêtés dans une grande ville maritime du Midi, sous la prévention de s'être approprié la majeure partie des fonds touchés pendant quatre mois pour la solde de leur compagnie, dont ils avaient, dit-on, singulièrement exagéré l'effectif. Notons, en passant, que cet effectif n'avait jamais atteint le chiffre de 70 hommes, et que pourtant ce commandant n'en avait pas moins reçu, comme ses collègues, les 900 francs d'indemnité pour l'entrée en campagne, et touché 331 francs nets par mois. Voilà où passait l'argent de la défense nationale (1) !

Nous aurions encore à citer bien des anecdotes

(1) D'après un écrivain sérieux, dont les appréciations sont absolument conformes aux nôtres, « ces corps avaient, en moyenne, *un officier et une cantinière pour sept soldats* .. » Les dépenses qu'ils occasionnèrent auraient largement suffi pour équiper et entretenir une troupe régulière trois fois plus nombreuse, et qui eût certainement rendu plus de services réels. (L. de L..., *Moniteur universel* du 26 octobre 1871.)

caractéristiques sur plusieurs des compagnies franches qui ont concouru, à leur manière, à combattre l'invasion dans nos contrées. J'en pourrais désigner une, et non des pires, dont le commandant était habituellement ivre, et sujet par suite à d'étranges distractions, si bien qu'une nuit, faisant une reconnaissance très-avancée dans la forêt du Bourgtheroulde, au-dessus d'Elbeuf, il perdit complètement la boussole et s'en alla donner de confiance contre une grand'garde prussienne. Il s'imaginait rentrer dans nos lignes, et le *wer da !* de l'ennemi ne suffit pas pour le dégriser, car il s'empressa de répondre d'une voix de tonnerre : *Francs-tireurs* ! compagnie de...... Cette réponse fut naturellement suivie d'une décharge presque à bout portant. Heureusement, à la première syllabe, nos hommes avaient eu la présence d'esprit de se jeter ventre à terre. Leur chef seul était resté debout et s'en tira pourtant sain et sauf, confirmant ainsi de nouveau l'exactitude d'un proverbe fameux.

Nous avons déjà dit que les francs-tireurs supportaient mal la critique; j'en sais quelque chose pour mon compte. Le récit d'une des aventures qui précèdent, publié il y a quelque temps dans un journal local, me valut une longue

et vive réplique, signée, « au nom de tous les francs-tireurs, » par un de leurs chefs. On m'y reprochait de faire sur leur compte des plaisanteries d'*Allemand*, de ne pas rendre justice à leur mérite d'organisation, de discipline *spéciale*, de ridiculiser des faits d'armes qui avaient consterné l'ennemi. Enfin, on me demandait quels étaient les *mobiles* qui avaient pu me pousser à cette attaque ? » L'auteur de cette lettre s'imaginait que j'avais été, dans cette circonstance, l'organe des ressentiments de quelques officiers de *mobiles* contre certains francs-tireurs. Il est bien certain que la plupart de ces officiers ne voyaient pas avec un très-vif plaisir, dans nos cantonnements, leurs jeunes soldats en contact avec des gens auxquels leur « discipline spéciale » n'interdisait pas, paraît-il, des propos fort contraires aux règles générales de la subordination militaire. Mais l'insinuation en question n'en était pas moins inexacte. C'était bien de moi-même, et uniquement dans l'intérêt de la vérité, que j'avais raconté fidèlement ce que j'avais vu, et dit tout haut ce que bien des hommes sensés se contentaient de se dire tout bas.

Ce petit incident fit grand bruit pendant quelques jours. On tenta même de faire circuler dans une des villes les plus importantes de la Norman-

die une pétition pour obtenir la croix au signataire de la lettre dont il s'agit, lequel eut toutefois le bon esprit de décliner formellement cette démarche. De mon côté, je recevais en même temps des lettres conçues dans un esprit tout à fait opposé. Ne voulant pas prolonger cette polémique locale, je m'abstins alors de publier ces lettres, bien que j'y fusse autorisé. Je joins ici l'une des plus curieuses, à titre de document historique et de conclusion :

« Monsieur,

« Je regrette vivement, pendant mon séjour au Havre, de n'avoir pas été assez heureux pour voir la compagnie de francs-tireurs que commandait M. X..... C'était, à ce qu'il dit, une merveille comme organisation, instruction militaire et discipline spéciale.

« N'ayant pas été à même de pouvoir admirer ce corps si bien commandé, je ne puis modifier mon opinion, qui est exactement conforme à la vôtre au sujet des franc-tireurs.

« Je ne sais combien la pétition qui circule.... réunira de signatures ; ce dont je suis sûr, c'est qu'il faudrait un épais registre, si l'on voulait réunir les noms de tous les habitants de l'arron-

dissement du Havre qui ont eu à souffrir et à se plaindre des francs-tireurs. Pour ne citer qu'un exemple, permettez-moi de vous dire que mon bataillon occupait en dernier lieu, dans la commune de Gonfreville-l'Orcher, une ferme exploitée par M. Farcy. Les francs-tireurs, qui nous y avaient précédés, non contents d'abattre plus de 500 arbres..., avaient tout brûlé dans la ferme : instruments, portes, échelles, tout, jusqu'à la manivelle du puits. En quittant la ferme, ils mirent le feu à un bâtiment plein de foin ; c'était leur manière de faire leurs adieux.....

« BARON DE BOSMELET,

« Maire d'Auffay (Seine-Inférieure). »

On sait maintenant que ce système de compagnies franches a donné lieu, presque partout, à des reproches semblables. Dans celles qui avaient été formées à Paris, il se trouvait, sans aucun doute, de fort braves gens, mais aussi beaucoup d'autres qui n'étaient braves dans aucune des acceptions du mot. Dans l'historique du premier bataillon de l'Indre, qui a figuré honorablement lors du premier siége, le lieutenant-colonel Dauvergne parle plus que froidement de certaine guérilla parisienne, qu'il eut quelque temps sous ses ordres. « Ils étaient indisciplinés, ils s'enivraient,

volaient et étaient accompagnés de cantinières se conduisant mal aussi. On dut désarmer et renvoyer une partie de ces guérillas. » Plusieurs troupes de ce genre n'ont jamais fait autre chose que piller, concurremment avec l'ennemi, les habitations de la banlieue. D'autres ont combattu, mais seulement après le 18 mars (1).

Dans ses intéressantes *Ephémérides* du département de l'Aisne, M. E. Fleury cite des faits qui concordent trop bien avec ceux que nous avons signalés en Normandie. Nous y voyons pareillement d'odieuses représailles sur les personnes et les biens, provoquées par les manœuvres excentriques de quelques francs-tireurs.

Enfin, il n'est pas inutile de rappeler que la délégation de Tours elle-même avait fini par recon-

(1) Le régime de la Commune était bien propre à développer, parmi ces milices, l'esprit d'indiscipline et l'amour du pillage. Aussi les commissions militaires et les commissaires de police communeux, qui volaient sous prétexte de désarmement, trouvèrent de dignes auxiliaires dans les Vengeurs de Paris, Eclaireurs de Bergeret, Lascars, etc. Dans les derniers jours, on avait eu l'ingénieuse idée de confier à l'un de ces corps la surveillance du Garde-Meuble, dont l'explosion de la cartoucherie Rapp avait effondré les toitures et les clôtures. Il fallut congédier bien vite ces étranges gardiens ; émules des Prussiens, ils s'occupaient déjà de déménager les pendules.

naître que, « tout en respectant l'autonomie et les libres allures des corps de francs-tireurs, il convenait cependant d'établir des garanties de discipline (non spéciale), et de prévenir des actions isolées qui pourraient, en certains cas, préjudicier à l'action commune. En conséquence, un décret du 10 novembre « rattachait d'office tous les corps francs en campagne aux corps d'armée ou aux divisions militaires *dans* le territoire desquels ils opéraient, les mettait dans la dépendance absolue des chefs de ces corps d'armée ou divisions, et ce sous peine de désarmement et de dissolution immédiate. »

Ce décret sage, mais tardif, autorisait les chefs de corps à s'immiscer, plus qu'ils n'avaient cru devoir le faire jusque-là, dans la conduite des corps francs. Le 10 novembre, le général commandant à Rouen mettait à l'ordre de la division les dispositions suivantes, qui, prises quelques semaines plus tôt, nous auraient évité bien des désastres inutiles :

« MM. les colonels commandant à Fleury et à Forges prescriront aux francs-tireurs qui tendent des embuscades au-delà de la ligne des avant-postes, de s'établir de préférence dans les bois et les pays couverts, d'éviter d'opérer dans les hameaux, fermes ou villages qui sont trop loin pour être oc-

cupés d'une façon permanente, ou pour être secourus à temps contre les représailles que l'ennemi ne manque pas d'exercer contre des propriétés sans défense. »

Ces mesures soulevèrent de nombreuses réclamations. Il n'est pas facile de contenir des passions que l'on a soi-même déchaînées ; les hommes du 4 septembre en ont su quelque chose. On prétendit que cet assujettissement à la discipline vulgaire sapait par la base l'institution des francs-tireurs, laquelle avait besoin d'une autonomie absolue. On disait aussi que cette assimilation aux soldats ordinaires était blessante pour ces compagnies, composées en grande partie de « pères de famille, » exempts du service militaire, ayant droit par conséquent à des immunités particulières, quand ils voulaient bien se déranger pour concourir à la défense du pays. S'il y avait autant de pères de famille que cela dans les compagnies franches, ils le savaient bien cacher ; sauf quelques honorables exceptions, leur langage et leurs mœurs n'avaient absolument rien de patriarcal. Malgré ces doléances, les nouvelles dispositions furent maintenues en principe ; elles donnèrent lieu à des démissions nombreuses, et même à la dislocation complète de plusieurs compagnies. Mais, dans le tumulte des

derniers désastres, ces dispositions ne furent qu'imparfaitement exécutées, et le temps manqua pour en recueillir le fruit.

Nous rendons pleine justice, comme tout le monde, à la bravoure qu'ont montrée certains corps francs en diverses rencontres. Le nom du commandant Franchetti, l'un des plus héroïques défenseurs de Paris, restera justement populaire. On parlera longtemps de la chasse aux Prussiens, faite dans les Vosges par le fameux exterminateur de bêtes fauves, Bonbonnel et ses quatorze compagnons, qui abattirent, en moins de deux jours, quarante-trois ennemis. Il faudrait citer encore les francs-tireurs Hildebrand, de l'armée de la Loire, qui secondèrent dignement les volontaires de Charette dans la charge mémorable de Loigny (2 décembre). Enfin, nos fastes militaires offrent peu d'exemples de coups de main aussi hardis, aussi bien exécutés que la destruction du pont de Fontenoy, auprès de Toul, par le commandant Bernard, destruction qui aurait pu devenir bien funeste aux Prussiens, s'ils avaient essuyé un échec sous Paris. Il est vrai que les éclaireurs Franchetti n'étaient plus, à proprement parler, un corps franc, puisqu'ils s'étaient volontairement placés sous la dépendance immédiate absolue de l'état-

major général. Quant au commandant Bernard, il se trouvait dans les conditions idéales de la guerre de partisans. Le pays où il opérait était montueux, la saison rigoureuse : ce chef intrépide ne pouvait être suivi que de gens d'une énergie exceptionnelle, ne reculant devant aucune fatigue, devant aucun péril, pour nuire le plus possible à l'ennemi (1).

Mais il n'en reste pas moins vrai que, dans les pays de plaine en général, et spécialement dans nos contrées, les entreprises isolées des corps francs n'ont exercé aucune influence sérieuse sur les grandes opérations, sur la marche des événements. Le tort qu'ils ont pu causer à l'ennemi a été compensé et au delà par les représailles que

(1) On sait que les Prussiens ont jugé à propos de se venger de la surprise du pont de Fontenoy par la destruction complète de ce village. D'après la lettre d'un officier, insérée en février 1871 dans la *Gazette de Cologne*, il ne subsistait plus alors de Fontenoy que trois maisons voisines du pont en réparation, et occupées par la troupe allemande. L'auteur de cette lettre, bien qu'essentiellement gallophobe, n'avait pu voir sans émotion les femmes et les enfants errant au milieu des ruines, cherchant dans les décombres encore brûlants quelques débris de leur mobilier. Quant à la population masculine, elle errait dans les bois, traquée par les Prussiens comme complice de ce coup de main...

celui-ci s'est arrogé le droit d'exercer sur les populations sédentaires, et par l'impression fâcheuse que produisaient dans nos campagnes les agissements de ces milices par trop irrégulières, dont la *discipline spéciale* semblait consister trop souvent dans l'absence et la négation de toute discipline véritable.

IV

LES PRUSSIENS AUX ANDELYS,

COMBAT DE VILLEGAST, BOMBARDEMENT DE VERNON, LONGCHAMP, HÉBÉCOURT, ETC.

Le 14 octobre, tandis que les Prussiens faisaient du côté de Saussay et d'Ecouis l'importante démonstration dont nous avons parlé, un autre détachement moins considérable, se présentait aux Andelys. Cette petite ville, des plus ouvertes, et tout à fait abandonnée à elle-même, ne pouvait faire aucune résistance. Les uhlans traversèrent le grand Andely sans s'y arrêter, et allèrent droit à la Seine. Ils avaient pour mission de s'assurer de l'état du pont qui met en communication les

Andelys avec Louviers. Ils arrivèrent juste à temps pour assister à la destruction de ce pont, et repartirent en toute hâte pour rendre compte de cet incident.

Nous savons aujourd'hui, par les historiens militaires allemands, que la 4me division de cavalerie prussienne, établie sur la ligne de l'Epte, avait reçu l'ordre de se mettre en communication avec la brigade Bredow de la 5me division, qui s'avançait par la rive gauche de la Seine. « Leur mission commune était de réquisionner à outrance, dans le plus large rayon possible, pour garnir et tenir incessamment garnis les magasins de Corbeil, servant à l'approvisionnement des troupes employées au blocus de Paris (1). »

Le lendemain (samedi 15), les Prussiens reparurent aux Andelys. Mais cette fois ils étaient au nombre de 600 hommes, avec deux pièces de canon. Ils venaient pour s'emparer des mobilisés qui devaient se réunir ce jour-là au chef-lieu, pour les opérations du conseil de révision. Les Prussiens avaient eu connaissance de cette convocation par les affiches administratives, placardées avec une heureuse confiance dans toutes nos com-

(1) Rustow, *Guerre de* 1870-71, IV, 108.

munes, comme si l'ennemi eût été à cent lieues. Heureusement, le sous-préfet, M. Dehais, prévenu à temps, s'était empressé de contremander la réunion. Ce fonctionnaire se comporta tout autrement que ne l'avait fait quelques jours auparavant, en pareille circonstance, un de ses collègues de Seine-et-Oise. Celui-là, élu pourtant aussi par les hommes du 4 septembre, avait disparu avant l'arrivée de l'ennemi, et ne fut retrouvé que le lendemain, plus mort que vif, blotti dans une guérite de cantonnier.

M. Dehais resta au contraire à son poste, conduite d'autant plns méritoire qu'il se savait déjà mal noté des Prussiens. Il fut en effet arrêté, gardé à vue, tandis que deux officiers supérieurs exploraient ses cantons. L'un d'eux, qui paraissait le commandant supérieur du détachement, était le baron de Gorff, gendre de Meyerbeer et aide-de-camp du prince Albrecht (1). L'autre officier était un neveu authentique de M. de Bismark. Le premier paraissait honteux de cette perquisition, peu

(1) L'année précédente, M. de Gorff avait passé, dit-on, un mois de villégiature en Normandie. Il avait fait une tournée archéologique aux Andelys, et connaissait parfaitement les ruines du Château-Gaillard et la maison historique où est mort Antoine de Bourbon, père d'Henri IV.

digne d'un militaire. L'autre, au contraire, semblait avoir une grande habitude de ce genre d'opérations.

Ces messieurs réclamaient surtout des documents statistiques et topographiques. Ils disaient que les cartes qui leur avaient été remises lors de leur entrée en campagne ne comprenaient pas la Normandie, parce que l'état-major général ne prévoyait pas alors que l'invasion dût s'étendre jusque-là. Ils cherchaient aussi la liste des mobilisés de chaque commune. Mais on avait eu le temps de cacher ou d'anéantir tous ces documents, ce qui augmenta la mauvaise humeur de MM. les Prussiens.

Ils repartirent au bout de quelques heures, emmenant le sous-préfet en otage à Gisors, où il fut toutefois relâché la nuit suivante, après avoir subi l'honneur d'une assez longue conférence avec le prince Albrecht.

Ce personnage, qui s'exprime assez facilement en français, se plaignit de ce que l'administration encourageait les populations à la résistance dans le pays qu'il occupait. Suivant lui, « c'était là une guerre déloyale, » et il se proposait bien de châtier par l'incendie tout village où des actes hostiles seraient commis contre ses soldats.

Enfin, il voulait obtenir du sous-préfet la promesse d'engager désormais les populations rurales à ne pas se défendre. Celui-ci répondit naturellement qu'en concourant aux mesures de défense il pensait n'avoir fait que son devoir, et qu'il ne pouvait mettre son influence au service des Prussiens.... « Votre influence ! s'écria le prince, que je ne la rencontre plus devant moi !... Vous êtes libre, mais que l'avertissement vous profite ! » Il s'imaginait sans doute user d'indulgence en n'expédiant pas de suite dans quelque forteresse allemande ce fonctionnaire récalcitrant.

Les actes sauvages de représailles accomplis dans la seconde quinzaine d'octobre à Vernon, à Longchamp, à Hébécourt, prouvèrent que les Prussiens n'entendaient pas s'en tenir à de vaines menaces contre les localités dans lesquelles ils trouvaient quelque résistance. Dès le 14, un de leurs détachements s'était présenté à Vernonnet ; mais il était trop tard pour passer outre, le pont venait de sauter. Ils revinrent en plus grand nombre le 22, et tentèrent vainement d'établir une passerelle sous le feu des gendarmes et des mobiles qui occupaient l'autre rive. Ils s'en vengèrent en faisant pleuvoir sur la ville des obus qui abîmèrent plusieurs maisons et contraignirent les

habitants à se réfugier du côté de Bizy. Suivant leur jurisprudence barbare, ils faisaient retomber sur la population inoffensive la responsabilité d'une mesure de défense très-légitime, mais qui contrariait leurs opérations. Dans le mois de janvier suivant, eux-mêmes ne se firent aucun scrupule de rompre les ponts d'Elbeuf dans des circonstances semblables.

Au retour de cette expédition de Vernon ils essuyèrent, en longeant la forêt, une fusillade de gardes nationaux des environs, qui leur fit éprouver quelques pertes.

Cette journée du 22 octobre constituait pour les Prussiens un véritable échec. Ce mouvement contre Vernon, avec celui qu'exécutait en ce moment même du côté de Pacy, sur la rive gauche, la brigade Bredow contre le camp du bois d'Hécourt défendu par deux bataillons des éclaireurs Mocquart et plusieurs compagnies de la garde mobile de l'Ardèche. Si les Prussiens de la rive droite avaient pu franchir la Seine, ils auraient marché de Vernon sur Pacy; les éclaireurs et les mobiles pris à revers auraient été contraints de se replier sur Evreux. Cette fois, du moins, le fameux mouvement tournant n'avait pu être opéré, et, d'autre part, l'attaque de front par la rive droite avait complète-

ment échoué. Pendant toute la journée, nos gens se maintinrent avec avantage contre des forces très-supérieures et munies d'artillerie, et conservèrent toutes leurs positions. Cet engagement, connu sous le nom de combat de Villegast, nous coûta une vingtaine d'hommes tués ou blessés, et plus du double aux Prussiens Il fit particulièrement honneur aux mobiles de l'Ardèche, qui montrèrent une solidité et un entrain remarquables, bien qu'ils ne fussent armés que d'anciens fusils à piston et que la plupart d'entre eux n'eussent pas encore vu le feu. Vers la fin du jour, quand les Prussiens commencèrent à rétrograder, ces braves jeunes gens s'élancèrent d'eux-mêmes à leur poursuite, et s'en vinrent tirer sur eux à 200 mètres de distance, compensant ainsi, à force d'audace, l'infériorité d'armement. Que ne pourra-t-on pas faire avec de tels Français, quand sonnera l'heure de la revanche !

Vernon avait déjà été visité et réquisitionné, le 5 et le 6 octobre, par les fourrageurs de Bredow (1). Ils firent main-basse sans scrupule sur

(1) Dans les premiers jours qui suivirent l'occupation de Mantes, ces fourrageurs avaient exploré les vallées de la Seine et de l'Eure, occupé momentanément Pacy et poussé jusqu'à quelques kilomètres d'Evreux. Ne trouvant à cette

le bétail aristocratique du beau domaine de Bizy, qui pourtant appartient à un de leurs compatriotes, M. F. Schikler. Celui-ci, que des alliances de famille et d'importants intérêts rattachent depuis longtemps à la France, ne saurait être confondu avec ces Allemands indignes qui ont abusé de notre hospitalité confiante pour nous trahir. Il n'en subit pas moins les inconvénients inévitables d'une fausse position, et fut quelque temps en butte à d'odieux soupçons, qui n'épargnèrent pas non plus son beau-frère, fils d'un des plus illustres maréchaux de l'Empire. On sait aujourd'hui, et l'on ne saurait trop répéter, que M. F. Schikler, en dépit de sa nationalité, a le cœur français, qu'il l'a bien prouvé par les soins généreux qu'il ne cessait de prodiguer en Allemagne à nos blessés, à nos prisonniers. « Exilé de Paris par les malheurs des siens, écrivait dernièrement l'un de ces prisonniers, M. Schikler nous consacrait ses loisirs ; tantôt courant à Leipzig, à Stet-

époque que très-peu de résistance, ils avaient enlevé, dans l'arrondissement d'Evreux, d'amples approvisionnements de grains et de bétail pour l'armée qui investissait Paris. (V. Rustow, IV, 104.) C'était pour mettre obstacle à ces déprédations que l'autorité militaire française avait reporté sur l'Eure les éclaireurs et les mobiles qui repoussèrent, le 22, une attaque en règle de l'ennemi.

tin, à Kœnigsberg, à Dantzig, à Posen, pour étudier nos besoins ; tantôt (à Berlin) assis au chevet des malades, écrivant des lettres sous leur dictée ; et, pour les officiers, ayant toujours dans sa poche quelque journal français, écho lointain de la patrie. Que de fois j'ai entendu les Prussiens proférer contre lui des injures (1) !..... »

Nous entendîmes distinctement, le 24 octobre, le bombardement infligé au village de Longchamp. Une ferme et deux chaumières furent incendiées, et un boulet perdu alla frapper mortellement deux pauvres diables occupés pacifiquement à recueillir leurs pommes. Ils expiaient les prouesses inopportunes de quelques francs-tireurs qui, la veille, avaient tué un uhlan dans les environs. Ceux-là du moins essayèrent de défendre ceux qu'ils avaient compromis, mais ils durent bientôt se replier devant des forces très-supérieures appuyées par de l'artillerie.

D'après le rapport d'un des francs-tireurs engagés ce jour-là, quatre-vingts des nôtres avaient tenu en échec, pendant quelque temps, toute la colonne prussienne, nonobstant d'effroyables décharges « de boulets, d'obus et de *mitrailleuses (?)*,

(1) *Neuf mois de captivité en Allemagne*, Revue de France, t. I, p. 596.

qui toutefois ne leur avaient tué qu'un seul homme, et blessé trois autres, *dont l'état n'était pas aggravant (sic).* » Quant à l'ennemi, il avait plus de cent morts !

Quelques jours après, le bruit du canon retentit de nouveau à nos oreilles, mais à une plus grande distance, et nous vîmes, à la chute du jour, l'horizon embrasé dans la direction d'Hébécourt. Là surtout, la provocation avait été véritablement insensée. Ce village touche presque à Gisors : il se trouvait donc alors sur la lisière des cantonnements prussiens, et fort loin de nos postes les plus avancés. Néanmoins, certains francs-tireurs s'en vinrent tirailler dans ce pays sur une patrouille d'éclaireurs, dont un resta sur la place. Ils s'empressèrent ensuite de rétrograder, sans s'inquiéter autrement du sort des gens qu'ils avaient compromis et qui payèrent chèrement cet exploit, auquel ils n'avaient pris aucune part. Quatre maisons furent entièrement détruites par l'incendie, plusieurs habitants gravement maltraités. Le curé, homme âgé et d'une mauvaise santé, fut emmené en otage à Gisors, et forcé de gravir au pas de course une côte fort escarpée. On prétend que les uhlans qui l'emmenaient poussèrent la brutalité jusqu'à le piquer de leurs lances pour le faire

marcher plus vite. Ce qui est malheureusement trop certain, c'est qu'il mourut peu de jours après.

Ces représailles étaient iniques, abominables ; les Allemands eux-mêmes en conviennent aujourd'hui. Mais quand on ne pouvait ni y mettre obstacle, ni en tirer vengeance, n'était-il pas insensé de les provoquer (1).

(1) On lit dans l'opuscule de M. Desollins, intitulé : *Les Prussiens en Normandie*, que les francs-tireurs, qui avaient tué un uhlan la veille, avaient ensuite mutilé son cadavre, qu'ils passèrent en jugement à l'occasion de ce fait inqualifiable et faillirent être fusillés. D'un autre côté, on nous affirme que cet acte de barbarie avait été commis, non à Hébécourt, mais la veille ou l'avant-veille de l'occupation de Gisors, à Eragny, village situé en face de Bazincourt, sur la rive gauche de l'Epte, et qui fut incendié en représailles dans la journée du 9. En tout cas, M. D... fait preuve d'impartialité en ne dissimulant pas ce fait, car il admire singulièrement les francs-tireurs, et regrette « *qu'il n'y en ait pas eu davantage !* »

V

COMBAT DU THIL, SAC DE GUITRY, DE FORET. — EVREUX MENACÉ. VERNON ET LES MOBILES DE L'ARDÈCHE.

Dans les derniers jours d'octobre, le village de Mesnil-Verclives, dont on avait enfin reconnu l'importance comme poste d'observation, avait été occupé à demeure par une compagnie de francs-tireurs et par plusieurs compagnies du 2e bataillon de la mobile de la Seine-Inférieure (commandant Rolin).

Ce village couvre le sommet d'un monticule isolé qui domine les plaines du Vexin. Aussi l'on y jouit d'un vaste horizon, principalement dans la direction de Gisors et de Magny, celle qu'il importait le plus de surveiller.

Comme son nom l'indique, cette commune a été formée par la réunion de deux paroisses, le Mesnil et Verclives. Le souvenir historique le plus important qui s'y rattache est celui de la journée de Brémule ou Brenneville, dont nous avons déjà parlé à propos du combat d'Ecouis.

« Le vingtième jour du mois d'août (1119), dit Orderic Vital, le roi Henry d'Angleterre entendit la messe à Noyon-sur-Andelle (aujourd'hui Charleval).... puis s'avança avec une brillante armée, fit couper les moissons à Etrepagny par la main dévastatrice de ses hommes d'armes, et ordonna d'en transporter de grands paquets sur le dos des chevaux au château de Lyons. (On voit que la pratique des réquisitions n'était pas moins familière aux Anglais du XIIe siècle qu'aux Prussiens du XIXe.)

« Quatre chevaliers avaient été postés par le roi sur la colline de Verclives... » Or, pendant que le roi Henry s'en allait vers Etrepagny, le roi Louis montait d'Andelys et se dirigeait vers Noyon à travers les bois, qui, à cette époque, se prolongeaient bien davantage dans la plaine. Les sentinelles anglaises aperçurent bientôt les casques français, étincelant au loin parmi les feuillées, et s'empressèrent de donner l'alarme. Henry revint aussitôt sur ses pas, et « la rencontre eut lieu non loin de la colline de Verclives, dans la plaine que les habitants nomment *Brenmula*... » A la suite du combat, qui ne lui avait pas été favorable, Louis-le-Gros alla se réfugier, se *mucher*, comme on disait alors, dans lesbois qui se

reliaient à la forêt d'Andely. C'est l'origine du nom de Musegros ou Muchegros, que portent encore ces bois, ou du moins ce qui en reste, et le hameau qui y touche, aujourd'hui réuni à la commune d'Ecouis.

Un chemin qui conduit directement de Verclives à Muchegros à travers la plaine, porte le nom significatif de *Coupe-Gueule*, qui doit remonter à la même époque.

Au XIV[e] siècle, cette même colline fut le théâtre d'une sanglante escarmouche entre le possesseur d'un manoir qui subsiste encore en partie, et un seigneur de Gamaches dont il avait enlevé la femme ou la fille. Ce nouveau Pâris n'eut pas un meilleur sort que l'ancien ; il fut pris et pendu aux créneaux de sa propre demeure.

Je ne sais si nos chefs militaires avaient fort présent à la pensée le rôle des sentinelles anglaises en 1119. Toujours est-il que notre petite garnison avait l'ordre de suivre attentivement, de son point culminant, les mouvements de l'ennemi. Aussi nous avions toute la journée dans le clocher des mobiles ou des gardes nationaux sédentaires, s'écarquillant les yeux à sonder les profondeurs menaçantes de l'horizon. Ces observateurs novices nous donnaient souvent de fausses alertes, pre-

nant pour des éclaireurs prussiens de paisibles vaches normandes *au piquet*, et pour de l'artillerie des voitures de charbon ou de betteraves.

Le 6 novembre, au point du jour, nous entendîmes le canon et la fusillade de très-près. Les Prussiens, au nombre d'environ 1,200, attaquaient un bataillon des mobiles du Thil et envoyaient des obus sur ce village, qui, à vol d'oiseau, est tout au plus à 3 kilomètres de nous.

Ce désagréable réveil avait été destiné d'abord à Etrépagny. Les Prussiens en voulaient à cette localité, où leurs éclaireurs avaient reçu plusieurs fois des coups de fusil. Le but primitif de l'expédition du 6 était d'infliger une nouvelle rançon à ce bourg, et d'enlever quelques habitants soupçonnés de connivence avec nos troupes. Informé de ce projet dans la nuit, le commandant de la subdivision de Fleury avait « expédié des ordres » pour prévenir les différents corps de se tenir prêts à partir de bonne heure.

Un bataillon de mobiles de l'Oise, mis en mouvement le premier, avait déjà atteint le Thil au moment où les Prussiens, partis de Gisors dans la nuit, arrivaient à Etrépagny. Là, d'après le rapport de leurs éclaireurs, ils se décidèrent tout à coup à poursuivre leur marche pour aller surprendre les

mobiles, qui n'étaient qu'à une lieue de là. Etrépagny en fut donc quitte, du moins pour cette fois.

L'affaire commença mal pour nous. Les mobiles, pris au dépourvu, essayèrent de tenir dans le village, mais ils en furent bientôt délogés par l'artillerie et battirent en retraite, laissant au pouvoir de l'ennemi une centaine des leurs, dont quelques-uns parvinrent néanmoins à s'échapper. Plusieurs maisons furent pillées, d'autres plus ou moins abîmées par des boulets. Des paysans furent gravement maltraités ; un vieillard d'Etrépagny, que les Prussiens accusaient de les avoir *trahis*, et qui s'était sauvé de chez lui à leur approche, avait eu la malheureuse idée de se réfugier au Thil. Il y fut reconnu et fusillé sans miséricorde.

L'ennemi aurait dû payer cher ces beaux exploits. Tandis que les soldats prussiens, moins bien informés cette fois, et se gardant moins soigneusement que d'habitude, enlevaient des grains, du bétail, et mettaient largement les caves à contribution, la concentration de nos troupes s'opérait avec une célérité remarquable. Quatre bataillons de mobiles, la plus grande partie du 12ᵉ chasseurs, plusieurs compagnies de francs-tireurs, s'avançaient à travers la plaine sur plusieurs lignes convergentes, vers le village occupé par l'ennemi. Six pièces de canon

défilaient en même temps sur la grande route, et venaient prendre position à 1,500 mètres du Thil. Des gardes nationaux de plusieurs communes voisines étaient venus se joindre à nos troupes avec un empressement d'autant plus méritoire, que la plupart de ces braves gens étaient en blouse, armés de méchants fusils à percussion, et qu'ils n'ignoraient pas comment l'ennemi traitait les gardes nationaux pris sans uniformes. Vers dix heures du matin, on voyait distinctement de notre colline cette petite armée se déployer en éventail à la hauteur de Saussay, à cheval sur la grande route.

Vers onze heures et demie, nos canons mis en batterie à l'intersection de cette route et du chemin de fer, ouvrirent le feu sur les pièces de l'ennemi, dont l'une fut démontée par un de nos premiers boulets. Ce fut une surprise désagréable pour les Prussiens, qui ne soupçonnaient nullement la proximité de forces aussi considérables, ni surtout celle de l'artillerie. Ils se trouvaient absolument en l'air, à 20 kilomètres de leurs cantonnements, hors de portée de tout secours, menacés et presque investis par des forces supérieures. Le temps était d'une sérénité rare à cette époque de l'année : la plaine était aussi sèche, les mouvements s'y opéraient avec autant de facilité que

dans la belle saison. Les mobiles, quoique partis à jeûn, montraient d'excellentes dispositions. La présence de l'artillerie française, qui, pour la première fois, répliquait dans notre pays à celle de l'ennemi, nous remplissait tous de confiance. Nos jeunes soldats riaient de la maladresse des canonniers prussiens, qui, répondant précipitamment à notre feu, envoyaient leurs projectiles en deçà ou au delà du but.

Ces derniers coups, tirés comme au hasard, n'étaient évidemment qu'une démonstration destinée à couvrir la retraite ou plutôt la fuite de de l'ennemi. Parmi les témoins de cette rencontre, tous ceux qui avaient quelque connaissance, quelque instinct de la guerre, ont pensé qu'un mouvement offensif, vigoureusement prononcé de onze heures à midi, aurait amené des résultats importants, qu'il était en quelque sorte imposé par la situation. On aurait dû pousser vivement sur le Thil l'infanterie rassemblée autour de ce village, en la faisant appuyer par l'artillerie, et en même temps lancer les chasseurs, qui, en opérant un de ces mouvements tournants si familiers aux Prussiens, auraient coupé ceux-ci d'Etrépagny. Cette manœuvre était d'autant plus facile à exécuter, qu'à notre extrême gauche plusieurs compagnies de

tirailleurs et des éclaireurs de la Seine-Inférieure, débouchant de la forêt, n'avaient littéralement que quelques pas à faire pour intercepter la ligne de retraite de l'ennemi (1).

Il n'en aurait pas fallu davantage pour reprendre aux Prussiens leur butin, pour enlever de plus leur infanterie et très-probablement leurs canons. Cette dernière capture, surtout, eût été d'un effet moral incalculable sur nos jeunes soldats, sur les gardes nationaux sédentaires des communes voisines. Ces braves gens étaient venus là, en blouses, la plupart avec leurs mauvais fusils. Ils connaissaient pourtant les meurtres de Bazincourt ; mais ce jour-là, un courant d'électricité patriotique circulait dans ces masses ; chacun implorait le combat, pressentait la victoire.....

Le signal de l'offensive était impatiemment attendu, sollicité de toutes parts ; il ne fut pas donné ! Les troupes furent maintenues immobiles

(1) Ces éclaireurs, qui occupaient alors la petite ville de Lyons, étaient sous les ordres du capitaine d'état-major *Robert Lefort.* On sait aujourd'hui quel noble personnage se cachait sous ce pseudonyme historique. Pendant toute la durée de la guerre, son secret ne fut pas même soupçonné. Il faisait, à cette époque, un service des plus pénibles avec ses cavaliers, pour éclairer et relier entre eux les divers postes qui défendaient les abords de la forêt.

dans leurs cantonnements jusqu'à trois heures, bien qu'il fût facile d'apercevoir de nos lignes, même à l'œil nu, les dispositions de retraite de l'ennemi.

— « Jamais mes hommes n'avaient été mieux disposés, m'écrivait encore dernièrement un des officiers supérieurs qui ont assisté à cette affaire. Au moment où les premiers obus éclataient à leurs pieds ils criaient : *en avant!* à pleins poumons, au point que le colonel X..... dut envoyer son adjudant-major à ces « braillards » pour les faire taire, sous la menace de leur faire prendre la queue de la colonne.... Jamais nous n'avons eu une si belle occasion..... »

On laissa donc à l'ennemi tout le temps de charger dans ses voitures le butin, les gens de pied, de les faire filer sur Gisors avec les canons, même celui auquel il avait fallu adapter en toute hâte une roue de rechange, et qu'eux-mêmes, je l'ai su depuis, n'espéraient pas sauver! Puis, quand on se fut assuré, par une reconnaissance de cavalerie que le village était définitivement évacué, les troupes reçurent l'ordre de retourner dans leurs cantonnements !

Il faut avoir été, comme moi, témoin oculaire, pour se faire une juste idée de l'impression que

produisirent et cette longue inertie et cet ordre de retraite (1). Pendant plusieurs heures, on avait eu là, sous les yeux, sous la main, une bonne partie de ces pillards qui depuis un mois fourrageaient impunément toute la contrée, ces canons qu'ils promenaient de commune en commune pour servir à leurs exécutions, et on laissait cet ennemi pris en flagrant délit s'échapper, nous glisser littéralement entre les doigts ! On manquait ainsi, comme à plaisir, une occasion précieuse, unique peut-être, d'aguerrir nos jeunes soldats, d'encourager la population rurale à la résistance par un succès relativement considérable !

Pendant ce temps, les Prussiens fuyaient à toute bride, heureux d'en être quittes à si bon marché. Ils coururent ainsi tout d'une traite jusqu'à Gisors, et plusieurs officiers dirent en arrivant qu'ils l'avaient échappé belle !

Le résultat négatif de cette journée était dû à l'excessive circonspection de l'officier supérieur

(1) Comme tout le monde s'attendait à un engagement sérieux, j'étais venu avec une voiture d'ambulance, et je m'étais ensuite avancé à travers les rangs jusqu'à nos mobiles du Havre, qui formaient une partie de l'avant-garde. J'étais là depuis longtemps quand arriva l'ordre de retraite, et je fus témoin du désappointement général.

chargé du commandement intérimaire de la subdivision. Cet officier, d'une bravoure incontestable, avait malheureusement l'ordre précis de rester sur la défensive. Il est évident qu'on se trouvait dans une situation tout-à-fait exceptionnelle, et que les autorités supérieures n'avaient pu prévoir. Jamais il ne s'est présenté une si belle occasion d'infliger une leçon sévère aux pillards, sans compromettre en rien notre ligne de défense, puisque le village envahi était beaucoup plus rapproché de cette ligne que des cantonnements prussiens.

Il parut sur cette affaire plusieurs relatiens qui rivalisaient d'inexactitude. Un télégramme mémorable du dictateur de Tours annonça que l'ennemi avait été mis complètement en déroute à *Tillières*, sur la *rive gauche de la Seine* (textuel), et rejeté sur *Etrépagny* (!) On remarqua aussi la narration fantaisiste du major d'une compagnie de francs-tireurs qui s'était arrêtée à deux kilomètres au moins de l'ennemi pour diriger sur lui un *feu nourri* « qui n'avait pas dû être infructueux, bien que la distance n'eût pas permis d'en juger les résultats. Ces tirailleurs avaient montré dans l'*action* un grand sang-froid et un courage à l'épreuve de tout reproche, etc. »

Le chef d'une autre compagnie franche écrivait

plus judicieusement, à propos de cette affaire : « Nous avons pris part à une *exhibition* de forces, en face de troupes bien inférieures en nombre, armées de deux ou trois canons, cachés dans le Thil, à 1,200 ou 1,500 mètres de nos positions..... L'ennemi a délogé après un échange de quelques coups de canon. Naturellement, au lieu d'aller à Gisors de suite, l'ordre a été donné de rentrer chacun chez soi. Après un si beau jour et un déploiement aussi menaçant de forces que l'ennemi a pu compter, nous pouvions nous considérer comme satisfaits ! » Jusque-là c'était bien ; malheureusement il ajoutait : « Moi, quand, au lieu de déployer 10,000 hommes, je mets seulement en ligne quatre hommes et un caporal, j'en fais davantage et j'use moins de poudre. » Ce commandant était celui qui avait fait un prisonnier la semaine précédente (1) ; il trouvait qu'on perdait trop vite le souvenir de cet exploit.

Enhardis par l'impunité, les Prussiens poursuivaient le cours de leurs déprédations. Comme le disait avec trop de raison un des journaux d'Evreux, « le Vexin avait à nourrir à la fois l'armée d'invasion et l'armée de défense. »

(1) V. ci-dessus, ch. 3.

Dès le lendemain de l'affaire du Thil, une autre troupe de fourrageurs, traînant après elle les trois canons de rigueur, désola plusieurs communes du canton d'Ecos : Moutflaines, Fontenay, mais surtout Guitry et Forêt-la-Folie.

Cette excursion n'avait pas seulement pour but le pillage, mais aussi le châtiment de cette contrée, où quelques gardes nationaux sédentaires avaient commis, deux jours auparavant, le *crime* de se joindre à une compagnie de francs-tireurs pour tirer sur une patrouille de uhlans.

Le 7 novembre au matin, le territoire de ces quatre communes était envahi par plus de 1,200 hommes.

Un franc-tireur, envoyé en éclaireur du côté de Fontenay, et qui s'était égaré en chemin, fut rencontré et poursuivi par un uhlan qu'il abattit près de Guitry. On a prétendu aussi que deux habitants de cette commune avaient été faire le coup de feu sur les Prussiens ; mais ils l'ont toujours nié énergiquement. Sur ce simple soupçon, les Prussiens assassinèrent huit autres paysans, dont quatre pères de famille : les uns domestiques de ferme, les autres ouvriers de la sucrerie de Fontenay. Aucun de ceux-là n'avait bien certainement tiré ; plusieurs n'avaient même jamais manié de fusil.

Plusieurs autres, non moins innocents, furent schlagués avec une telle furie, qu'ils pensèrent en mourir.

Le maire de Guitry, M. Besnard, aujourd'hui député, fut bloqué chez lui, pendant deux heures, par une vingtaine de ces furieux, et faillit même être tué d'un coup de hache par l'un d'eux, qu'il voulait empêcher de forcer la porte d'un bâtiment inhabité, où ils croyaient trouver des francs-tireurs. Plus tard, comme il donnait sa parole au colonel qu'aucun des gens du pays n'avait tiré, cet officier lui répondit brutalement : « Monsieur, il n'y a pas d'honneur chez les Français ! » Cet officier, ivre de colère et d'autre chose, était à tel point hors de lui, qu'il prenait pour des décharges de francs-tireurs les coups de fusil de ses propres soldats. Il voulait brûler le village tout entier ! Cet ordre ne fut exécuté qu'en partie ; beaucoup de soldats étaient heureusement moins *animés* que leur chef. Dans plusieurs maisons, ils mirent le feu avec assez de négligence pour qu'il fût aisé d'y porter remède. On m'avait même assuré d'abord que quelques-uns avaient ensuite aidé les habitants à sauver leurs maisons ; ce fait a été nié depuis par d'autres témoins. « Les Prussiens, m'écrivait l'un de ces témoins, n'ont pas aidé à éteindre les incen-

dies; *ils ne sont pas si bons que ça.* » Toutefois, ce ne fut pas là une de ces combustions « opérées suivant toutes les règles de l'art (*Kunstgerecht*), » dont parle un historien allemand de cette campagne, et dont la catastrophe d'Etrépagny allait offrir un exemple mémorable.

Les Prussiens sont, en effet, de grands maîtres, et ils ont formé de dignes élèves en fait d'incendies !

Il y eut notamment à Guitry une scène affreuse, dans laquelle le curé de cette commune joua un rôle des plus honorables. On vient le chercher pour voir un blessé ; il y court et trouve étendu sur le carreau d'une chambre et baigné dans son sang, un homme non pas seulement blessé, mais mourant. Cet homme, l'un de ceux qui n'avaient jamais touché une arme, venait d'être assassiné chez lui par des soldats qui avaient cru remarquer *que sa chaussure était humide.* Ils n'en avaient pas demandé davantage pour frapper ! ! !

Autour de cet agonisant se tenaient une femme, des enfants, hébétés de douleur et d'effroi.....

Soudain entrent deux soldats prussiens. S'adressant au curé, ils lui disent, dans le dialecte que l'on connaît, de ne pas toucher *à cela*, de s'en aller au plus vite ; puis ils allument une chan-

delle et ressortent précipitamment. Bientôt une fumée âcre envahit la chambre ; le curé reconnaît l'odeur infecte du pétrole : il enlève le mourant, entraîne la famille éplorée, s'élance hors de la maison qui déjà s'embrase... Quelques instants après, le blessé rendait les derniers soupirs dans les bras du courageux ecclésiastique, à deux pas de sa chaumière incendiée (1).....

A quand donc la vengeance?.....

Non loin de là cependant, à Forêt-la-Folie, quelques hommes courageux, francs-tireurs et gardes nationaux, faisaient déjà payer assez chèrement aux Prussiens leur barbarie. A l'approche des uhlans, nos gens avaient d'abord évacué précipitamment ce village pour se poster dans un taillis voisin, d'où ils ne tardèrent pas à être débusqués par l'infanterie ennemie et par le canon. Ils se rejetèrent sur Forêt, dont les abords sont protégés, comme l'indique ce nom, par des haies d'épines entremêlées de grands arbres. Abrités derrière ce rempart, quarante-cinq francs-tireurs et vingt-cinq gardes nationaux ouvrirent sur les uhlans,

(1) Cet incident, inexactement rapporté d'abord, avait donné lieu de dire que le curé de Guitry avait été lui même insulté et menacé de mort. C'est d'après son propre témoignage que nous rétablissons les faits.

à une distance très-faible, un feu nécessairement meurtrier, surtout dans les premiers moments, où les ennemis n'étaient pas, dit-on, à plus de *trente mètres*.

« Les francs-tireurs brûlèrent chacun une cinquantaine de cartouches, et les gardes nationaux de Forêt tirèrent de douze à quinze coups (1). »

Toutefois l'artillerie des Prussiens, transportée et remise en position avec cette célérité terrible qui a été leur grand moyen de succès, rendit bientôt la position de ces braves gens insoutenable. Les francs-tireurs, dont un seul fut atteint, prirent leur course vers les Andelys, où le reste de leur compagnie les avait devancés. Les gardes nationaux, abandonnés à eux-mêmes, se cachèrent de leur mieux.

Le bombardement continua pendant près de trois quarts-d'heure, après que toute résistance eut cessé. Les soldats d'infanterie qui avaient envahi le village, tiraient indirectement sur tout ce qu'ils apercevaient, même sur les enfants et les vieillards, dont quatre furent légèrement blessés. Un seul des gardes nationaux qui avaient combattu fut saisi et fusillé sur place ; un autre habitant,

(1) Lettre de M. Dégénétay, curé de Forêt, du 4 août 1871.

homme déjà âgé et inoffensif, fut abattu sur l seuil de sa porte, au moment il l'ouvrait aux envahisseurs. Vingt-deux autres, soupçonnés à tort ou à raison d'avoir pris part au combat, furent relâchés, grâce à l'intervention de quelques notables du pays. L'une des inscriptions du calvaire commémoratif érigé depuis à Forêt atteste que ce fut le curé de cette commune qui, par ses instances, obtint la cessation du bombardement.

On entendait distinctement la canonnade des Andelys, où se trouvaient alors momentanément quelques troupes, et les habitants de Forêt avaient, dès le matin, fait demander des secours dans cette localité, ainsi qu'un bataillon de mobiles cantonné non loin de là, à Fresne-l'Archevêque. Mais partout il fut répondu qu'on n'avait pas d'ordres, et il ne vint de secours ni ce jour-là, ni le lendemain, ni jamais !

Les Prussiens eux-mêmes ont accusé, dit-on, une perte de soixante-trois hommes tués et quatre-vingt-deux blessés dans cette journée, et ce chiffre consolant a été inscrit sur le calvaire commémoratif. Cette perte, relativement énorme, semblerait néanmoins confirmée par le témoignage d'habitants des communes voisines, qui ont vu passer les voitures de morts et de blessés, et par

celui des paysans mis en réquisition pour conduire ces voitures. On a parlé de cinq chariots d'ambulance pleins de blessés et de morts ; plus deux grandes charrettes de ferme, dans lesquelles les morts étaient « entassés comme des gerbes de blé, » suivant l'énergique expression de l'un des conducteurs (1).

Nous n'ignorons pas que des doutes ont été élevés à ce sujet; mais, tout bien considéré, il nous semble difficile de croire qu'une fusillade imprévue, éclatant à très-courte distance contre un ennemi découvert, n'ait pas été tout d'abord assez meurtrière. Il y aurait donc eu, dans cette circonstance, moins d'exagération que d'habitude dans les rapports des francs-tireurs, quand ils affirmaient avoir fait sur l'ennemi un « feu nourri » (ils n'en faisaient jamais d'autre), qui, à chaque décharge, abattait des *rangs entiers* de uhlans. » Mais, les eussent-ils abattus jusqu'au dernier, l'opération ainsi engagé n'en eût pas été meilleure. En effet, derrière les uhlans venaient les fantassins, les canons. Force était alors à ces tirailleurs de se replier d'autant plus précipitamment, qu'ils s'étaient

(1) « Dans les pays environnants, il suffisait de parler de nous aux Prussiens pour les mettre en furie. » (Lettre de M. l'abbé Degénétay.)

aventurés plus loin de nos lignes de défense. Les populations sédentaires, plus compromises qu'eux par ces escarmouches, restaient à la merci d'ennemis furieux qui, presque toujours, confondaient dans leur vengeance les gens les plus inoffensifs avec ceux qu'ils osaient qualifier de coupables.

Honneur à ces prétendus coupables, dont tout le crime fut d'avoir cédé à un entraînement patriotique, de s'être associés à tout risque aux efforts tentés pour disputer à l'ennemi le sol de la patrie! Après tout, leur sort est plutôt digne d'envie que de pitié ; leur dévouement ne restera pas non plus inutile. Son souvenir, consacré par des monuments comme ceux de Forêt et de Bazincourt, entretiendra dans les générations nouvelles l'ardeur d'une juste vengeance.

Sur la rive gauche de la Seine, l'invasion semblait avoir subi un temps d'arrêt depuis l'affaire du 22 octobre. Des mobiles et des tirailleurs, échelonnés dans la vallée de l'Eure, tenaient en respect les ennemis qui occupaient Mantes, et les y serraient même d'assez près. On recommençait à parler de leur démoralisation ; un journal prétendait qu'ils n'osaient ni avancer sur Evreux ou Vernon, ni reculer sur Paris. Nous savons aujourd'hui que

cette immobilité était la conséquenee d'ordres supérieurs.

Ils attendaient que l'armée de Manteuffel, rendue disponible par la reddition de Metz, fût en mesure d'agir contre Amiens et Rouen.

Ce fut seulement vers le milieu de novembre que l'ennemi parut se réveiller du côté de la basse Seine. Tournant cette fois la ligne de l'Eure, qu'il avait attaquée sans succès le 22 octobre, il porta de Dreux un détachement de 3,000 hommes environ sur celle de l'Eure, où il espérait trouver moins de résistance. Malheureusement il ne se trompait pas : Nonancourt, que gardaient des soldats trop novices, fut abandonné sans combat (17 novembre). Cet abandon eut de fâcheuses conséquences. Nos positions sur l'Eure se trouvèrent, ou du moins parurent compromises; la majeure partie de l'arrondissement d'Evreux fut infestée de nouveau par les fourrageurs. Evreux même faillit être enlevé le 19, par moins de 200 hommes, et ne fut préservé de cette humiliation que par la ferme attitude d'une poignée de gardes nationaux. Le général qui y commandait alors avait montré peu de vigilance, et ensuite peu de sang-froid et de tenacité, malgré un nom des plus bretons. Bien qu'il connût, comme tout le monde, la perte de

Nonancourt, il était resté, de son propre aveu, « seul avec dix gendarmes, quatre chasseurs et quarante mobiles convalescents, » et si peu informé des mouvements ultérieurs des Prussiens, que, moins d'une heure avant leur apparition à la gare où se trouvait un convoi de munitions et d'armes, il affirmait au chef de la station que rien n'était à craindre pour le moment. « Les Prussiens ayant tiré quelques coups de canon en se retirant, » le général se crut menacé par toute une armée, et s'empressa de quitter la ville, en déclarant au maire, pour le consoler, « qu'il n'y avait à compter ni sur son retour, ni sur la présence d'aucune troupe. » Il s'était hâté, en effet, de faire replier toutes les troupes qui se trouvaient dans la vallée de l'Eure et aux abords de Vernon, les croyant prises à revers par des forces imposantes. Ce mouvement rétrograde, qui eût été nécessaire dans cette hypothèse, devenait infiniment regrettable, du moment où l'on n'avait affaire qu'à une simple démonstration, ce que le général aurait dû savoir. Il fut immédiatement et justement révoqué.

Les Prussiens, voyant qu'on leur cédait ainsi le terrain sans combattre, se portèrent aussitôt en avant, et remplacèrent nos gens dans les positions de la vallée de l'Eure. Le 21, leurs éclaireurs

parurent à Vernon; suivant leur coutume invariable, ils firent des réquisitions, s'informèrent des mobilisés, des mobilisables, et annoncèren que la ville serait occupée le lendemain à demeure. Mais, pendant ce temps, tout se préparait de notre côté par un revirement offensif. Les autorités militaires avaient reçu tout à la fois des demandes multipliées de secours et des informations certaines sur les forces de l'ennemi. Dans la nuit du 21 au 22, le chemin de fer ramenait jusqu'à deux kilomètres de Vernon les 2e et 3e bataillons des mobiles de l'Ardèche, auxquels se joignirent spontanément des gardes nationaux de la vallée et des environs. Les dispositions étaient prises pour envelopper la colonne prussienne dont la visite était annoncée pour le lendemain matin. La surprise, toutefois, ne put être assez prompte ni assez complète, et les Prussiens parvinrent à s'échapper, mais en abandonnant une partie de leurs équipages. Leur déroute fut encore accélérée par une vigoureuse charge à la baïonnette des mobiles de l'Ardèche, auxquels cette journée fit le plus grand honneur. A peine habillés, mal armés, d'apparence généralement chétive, ces alertes montagnards du Vivarais, après quelques semaines de campagnes, avaient déjà l'aplomb de vieux sol-

dats, joint à l'ardeur de la jeunesse. J'ai vu rarement, il est vrai, des troupes mieux commandées. Un de leurs chefs, ancien officier instructeur dans la troupe de ligne, me disait après la guerre que jamais il n'avait rencontré d'aussi remarquables aptitudes que parmi ces jeunes gens pour toutes les évolutions des combats de tirailleurs. Ils savaient d'instinct, sur les terrains couverts, discerner à propos les moindres objets pouvant servir de protection et d'affût; en rase campagne, utiliser leurs sacs en manière d'abri, puis soudain se relever, bondir sur l'ennemi. Nous nous souviendrons toujours de ces pauvres enfants de l'Ardèche, qui ont ainsi disputé vaillamment, pied à pied, le sol de nos riches campagnes à l'invasion partout où il leur fut permis de combattre, à Villegats, à Vernon, plus tard à Elbeuf, à Moulineaux. Tout du moins n'aura pas été opprobre et malheur, dans ces tristes jours !

La fin de ce combat fut marquée par un incident caractéristique. La population vernonaise, spectatrice de l'engagement, finit par s'en mêler; on vit des femmes, des enfants, se lancer à travers les bois, harceler à coups de pierre les Prussiens dans leur retraite précipitée, s'atteler aux fourgons qu'ils abandonnaient. La même chose était arrivée

deux mois auparavant près de l'Ile-Adam, lors de la surprise d'un convoi par quelques gardes nationaux (24 septembre). Mais les exemples de semblables entraînements ont été bien rares dans le cours de cette guerre.

Les mobiles, avantageusement postés dans des terrains boisés, n'avaient eu que cinq hommes tués ou blessés. On a prétendu que les Prussiens avaient perdu au moins une centaine d'hommes. Ce chiffre peut être exagéré, mais ce qui est incontestable, c'est qu'ils abandonnèrent sur la place trois de leurs officiers morts, notamment un jeune capitaine de hussards, le comte de Kleist-Bornstœdt, très-estimé dans l'armée prussienne. On trouva sur lui une lettre de sa femme, qui se félicitait de le savoir jusque là sain et sauf. Cette lettre se terminait par quelques mots de souvenir d'une toute petite fille à laquelle la mère avait tenu la main (1)!

(1) V. Desollins : *Les Prussiens en Normandie*, p. 29 et suiv. J'ai eu entre les mains plus d'une lettre semblable, lors du combat d'Etrépagny.

Quelque temps après, je lus, dans une *Gazette de Berlin*, les détails de l'inhumation de ce comte de Kleist, dont le cadavre avait été rendu aux Prussiens, après l'affaire du 22, en échange d'un habitant de Vernon enlevé comme otage. Ses restes avaient été transférés dans sa patrie. Ce journal lui consacrait une longue notice nécrologique, qui

A la suite de ce combat, les trois bataillons de l'Ardèche furent concentrés sur Vernon, et les avant-postes reportés en amont, à l'extrême limite du département de l'Eure. Le 26, les mobiles repoussèrent victorieusement une nouvelle attaque des Prussiens, cette fois plus nombreux du double, et conservèrent leurs positions. La sixième compagnie du troisième bataillon, placée au poste le plus avancé, se distingua particulièrement en ce jour. Ces jeunes soldats, auxquels l'un des premiers obus avait tué leur capitaine, ne songèrent qu'à le venger et non à fuir. Déployés en tirailleurs, ils soutinrent à eux seuls, pendant une heure et plus, le choc de l'ennemi jusqu'à l'arrivée des secours. Notre perte, dans ce nouvel engagement, fut de vingt-six hommes tant tués que blessés; celle de l'ennemi, attaquant des troupes postées sur un terrain couvert, dut être plus considérable.

Ces deux succès avaient ranimé toutes les espérances; la surprise, la consternation n'en furent que plus profondes quelques jours après, quand

le désignait comme un sujet d'un mérite exceptionnel. Seulement on prétendait faussement qu'il avait péri dans une embuscade de francs-tireurs. Il avait été tué, en plein combat, d'un coup de feu tiré par le commandant du 3e bataillon de l'Ardèche.

le département de l'Eure tout entier dut être abandonné à l'ennemi, par suite des événements de Rouen. Mais Vernon gardera le souvenir des intrépides jeunes gens qui l'avaient délivré, défendu jusqu'à l'heure fatale où s'effondra toute possibilité d'une plus longue défense. L'une des avenues de cette ville a reçu et gardera, quoi qu'il arrive, le nom d'avenue de l'*Ardèche*.

VI.

COMBAT NOCTURNE D'ETRÉPAGNY.

(30 novembre 1870.)

Le combat d'Etrépagny, l'un des succès relativement les plus considérables que nous ayons obtenus dans cette malheureuse guerre, a été livré dans mon voisinage et pour ainsi dire sous mes yeux. Les troupes qui y ont pris la meilleure part venaient de la commune que j'habitais alors (Mesnil-Verclives) ; elles retournèrent aussitôt après dans ce cantonnement, et y séjournèrent encore plusieurs jours. Je crois donc être en mesure de

donner, sur cette affaire trop peu connue, des renseignements exacts et complets.

Notre commune était occupée d'une façon permanente, depuis le 28 octobre, par plusieurs compagnies du 2e bataillon des mobiles de la Seine-Inférieure. Le reste de ce bataillon demeurait entassé à quelques kilomètres en arrière, dans le hameau de Cresenville, sauf une compagnie qui avait été retenue à Rouen. Quelles considérations avaient fait adopter, sur une grande échelle, ce système de fractionnement ? On n'a jamais pu le savoir. Toujours est-il que le commandant, M. Rolin, ancien et brave militaire, réclamait vainement par chaque estafette l'autorisation de concentrer son bataillon tout entier à Mesnil-Verclives, où il n'eût pas été de trop en cas d'attaque nocturne.

En effet, cette commune, alors l'un des points saillants de notre ligne de défense, se compose de deux anciennes paroisses juxtà-posées : elle occupe un vaste espace de terrain, beaucoup plus long que large. Il aurait fallu au moins 1,500 hommes pour s'y garder convenablement, et nous avions à peine la moitié de ce nombre. Les ennemis, qui rôdaient incessamment aux environs, auraient pu facilement enlever quelques-uns de nos postes avancés, peut-

être même la garnison entière, s'ils avaient eu un guide bien au fait des localités. Or, je savais de bonne source qu'un mauvais sujet, qui avait longtemps travaillé dans le pays, avait été vu parmi des uhlans, revêtu de leur uniforme. Aussi je fus fort soulagé, en apprenant quelque temps après que l'on avait trouvé et positivement reconnu le cadavre de cet honnête homme, tué dans une embuscade.

Ces mobiles installés chez nous y remplissaient un rôle purement passif, au grand déplaisir de la plupart d'entre eux, et surtout des officiers, jeunes gens chez lesquels l'intelligence et la bonne volonté suppléaient à ce qui pouvait leur manquer du côté de l'expérience. Leur mission était de garder le village, d'observer les mouvements de l'ennemi et d'en rendre compte, de se défendre s'ils étaient attaqués. Mais il leurétait expressément défendu de faire des sorties, d'aller secourir les communes que l'ennemi venait piller sous leurs yeux. Aussi nous avions presque tous les jours l'ennui de voir les éclaireurs ennemis caracoler impunément dans la plaine à un kilomètre de nous, et venir arracher des poignées aux meules, pour vérifier la qualité du grain.

Chez nous comme partout, cette inaction imposée

avait fini par réagir d'une manière fâcheuse sur le moral des jeunes soldats.

Enfin, dans la seconde quinzaine de novembre, on se décida à prendre des mesures plus efficaces pour protéger le pays. Le bourg d'Ecouis, jusque-là visité alternativement par les patrouilles des deux partis, fut occupé à demeure par un bataillon des mobiles de l'Oise. Ils étaient en communication avec les forces cantonnées à Fresne, Cressenville, Gaillardbois, Grainville, Mesnil-Verclives, Puchay. L'ensemble de ces positions formait la ligne des avant-postes qui couvraient, de ce côté, la forêt de Lyons et la vallée d'Andelle.

Dans la nuit du 19 au 20 novembre, nous eûmes une alerte des plus vives. De tous les poses avancés on accourut nous dire, vers dix heures du matin, que des habitants des communes voisines arrivaient effarés, annonçant l'approche de l'armée ennemie.

Comme cette nouvelle nous parvenait de plusieurs côtés à la fois ; comme, d'autre part, on nous avait affirmé la veille la présence du général Manteuffel à Gisors, nous crûmes un moment à une attaque générale. Le commandant des mobiles et plusieurs autres officiers logeaient chez moi ; j'étais donc averti en même temps qu'eux. Je courus au poste

établi à l'une des extrémités du parc, dans la direction de Gisors, et j'y arrivai fort à propos pour empêcher une sentinelle d'occasionner un redoublement d'alarmes, en faisant feu sur un pommier inoffensif, que son imagination transformait en Prussien.

L'intérieur du poste, installé dans la maison du concierge, offrait un spectacle lugubre. On essayait vainement de rassurer, de faire parler plusieurs fugitives affolées, tenant dans leurs bras ou sur leur dos des enfants déjà rendormis. Les dents claquaient encore de terreur à ces pauvres femmes auprès d'un foyer auquel nos *moblots* n'épargnaient pourtant pas le combustible. Nous eûmes bien de la peine à leur arracher quelques explications. Réveillées brusquement au milieu d'une nuit des plus noires, elles avaient fui à travers champs, se dirigeant au juger vers la forêt. Elles avaient fait ainsi plusieurs lieues, et ne savaient où elles étaient venues s'échouer.

C'est ainsi que les choses ont dû se passer, dans de plus vastes proportions, lors des grandes invasions normandes et hongroises.

Je parvins enfin à comprendre que ces femmes n'avaient par elles-mêmes rien vu, rien entendu. L'alarme avait été donnée dans toute la contrée,

vers minuit, par des ouvriers de la sucrerie d'Etrépagny, qui avaient colporté le bruit que l'armée ennemie était en marche, qu'elle enlevait sur son passage les mobilisés, les mobilisables, quiconque pouvait manier un fusil. Cette nouvelle avait passé comme un souffle de terreur sur tout le pays, et déterminé un sauve-qui-peut général.

Le lendemain, nous apprîmes que la grande masse de ces émigrants s'était jetée sur Ecouis, qui était encore encombré de véhicules de toute espèce et de fugitifs, dont plusieurs avaient décampé dans le plus simple appareil. D'autres avaient poussé jusqu'aux Andelys et même passé la Seine, croyant déjà l'ennemi à leurs trousses.

Il paraît que des uhlans, venus la veille à Etrépagny, avaient parlé, en effet, de l'enlèvement général et prochain des mobilisés du Vexin. Telle était la cause de cette alerte. Il est probable qu'en effet cet ordre était parvenu aux troupes ennemies établies sur l'Epte, car on sut quelques jours après que celles qui, de l'autre côté de la Seine, venaient d'occuper les lignes de l'Eure et de l'Avre, avaient reçu des instructions semblables et commencé à les exécuter. Aussi la panique n'avait pas été moindre dans les arrondissements de Louviers et d'Evreux que dans celui des Andelys. Mais la

réoccupation d'Evreux par une forte avant-garde française, et le succès obtenu à Vernon, dans la journée même du 19, par les mobiles de l'Ardèche, avaient donné à réfléchir aux Prussiens, et amenèrent un temps d'arrêt dans leurs démonstrations sur les deux rives de la Seine.

Quelques jours après, nous eûmes la satisfaction d'entrevoir la déroute d'un détachement, qui était venu audacieusement faire des réquisitions dans la commune de Coudrai, la plus voisine de nos avant-postes. Ces messieurs avaient voulu cette fois emporter trop de butin; ils n'étaient repartis qu'à la fin du jour, ce qui gâta leurs affaires. Des gardes-nationaux et des francs-tireurs avaient eu le temps d'aller s'embusquer sur leur passage, et les saluèrent au retour d'une fusillade qui les fit déguerpir à toute bride, laissant là bestiaux et voitures.

Les ennemis qui venaient d'éprouver cette mésaventure n'étaient plus des uhlans prussiens, mais des lanciers saxons. En fait, l'armement et l'équipement de ces deux catégories d'éclaireurs sont identiques. On a seulement laissé subsister quelques différences dans l'uniforme, pour faire un peu d'illusion aux « particularistes ». La division de cavalerie du prince Albert, qui avait occupé

jusque-là Gisors et les environs, appartenait à la troisième armée allemande, dont l'un des principaux corps, celui de von der Tann (bavarois), venait d'être rudement éprouvé à Coulmiers et de perdre Orléans. Appelée en toute hâte dans cette direction, elle venait d'être relevée sur l'Epte par des troupes saxonnes arrivant de Beauvais (1).

Ces soldats ne valaient pas ceux qu'ils remplaçaient. Plusieurs avaient été employés au siége de Paris et y avaient beaucoup souffert, ainsi que j'ai pu m'en assurer par les correspondances recueillies quelques jours après à Etrépagny. Ils semblaient déconcertés de la prolongation des hostilités, las d'une guerre qui ne pouvait profiter qu'à la « grande patrie » allemande ou plutôt prussienne, au détriment de la « petite patrie » saxonne. Cette mauvaise humeur réagissait sur la discipline, comme s'en apercevaient trop bien les populations envahies. Enfin, nous eûmes bientôt la certitude que le service se faisait chez eux avec plus de négligence que chez les Prussiens; qu'il était possible et même facile de les surprendre.

(1) Le douzième corps d'infanterie (contingent saxon) et la division de cavalerie saxonne appartenaient à la deuxième armée, celle de *notre Fritz* (prince royal). Les documents prussiens nous apprennent que cette mutation était définitivement opérée le 25 novembre.

Ceux qui venaient d'occuper dans nos environs le poste des Thilliers n'y allaient pas de main-morte, en fait de réquisitions. Une de leurs patrouilles avait visité, le 20, la commune de Villers-en-Vexin et commandé, pour le lendemain, *cent* sacs d'avoine (200 hectolitres) à un seul cultivateur, qui avait déjà reçu plus d'une visite de ce genre (1). Mais nous avions été prévenus à temps, et les 200 cavaliers, qui arrivèrent le lendemain au point du jour pour enlever ce butin, furent tenus en respect par nos chasseurs à cheval, des mobiles, des francs-tireurs et de l'artillerie. C'était bien du monde pour se borner à contenir un ennemi si inférieur, mais l'ordre de rester strictement sur la défensive subsistait toujours.

Vingt-quatre heures après, les Saxons reparurent en force dans cette direction. On s'y attendait; nos troupes sortirent aussitôt de leurs cantonnements, et nous entendîmes, toute la

(1) Quelques jours auparavant, ce cultivateur avait dû déférer à une réquisition semblable, et l'un des uhlans avait poussé la brutalité jusqu'à lancer violemment à la tête de la fermière le reste du peloton de ficelle qu'elle avait dû lui donner pour fermer les sacs. Nous citons ce fait pour montrer qu'il y a bien quelque chose à rabattre de ce qu'ont dit quelques écrivains, de la douceur et des égards particuliers de ces bons Allemands pour les femmes.

journée, le canon et la fusillade. Les Allemands occupaient, sur la route de Magny, le village de Richeville, et faisaient mine de s'avancer jusqu'à celui de Boisemont, le dernier qu'on rencontre sur cette route avant Ecouis, en allant vers Rouen. Quelques-uns de leurs éclaireurs ayant été atteints aux abords de Boisemont par nos tirailleurs embusqués, ils y « mirent, » suivant leur locution favorite, quelques obus qui firent plus de bruit que de dégât. Toutefois, l'un de ces projectiles pénétra dans un premier, et mit en pièces des chaises sur lesquelles deux femmes étaient assises quelques minutes auparavant. Les « lanciers » continuaient à caracoler autour du pays, mais à distance respectueuse. Ils entrevoyaient, à travers les arbres et les plants d'épines déjà dépouillés en partie, les uniformes des mobiles à l'affût. On brûla beaucoup de poudre de part et d'autre, en évitant de s'engager à fond.

Cependant l'autorité militaire française, « émoustillée par les journaux, » suivant l'expression d'un des chefs, avait résolu de montrer qu'on était « bon à quelque chose, » en tentant un coup de main sur Gisors. De nouvelles mesures furent prises en conséquence. Nos mobiles du Havre furent brusquement relevés le 28 novembre au

soir, à leur grand déplaisir, par un bataillon de marche dans lequel avaient été refondus les débris de deux des régiments de ligne qui avaient le plus souffert au début de la campagne, le 41e et le 94e, complétés par l'adjonction d'engagés volontaires, dont la plupart avaient déjà servi. Ce bataillon (2e de marche), dont l'effectif était alors de 1,170 hommes, avait passé en peu de temps par bien des péripéties. Après avoir figuré honorablement dans les combats malheureux qui avaient amené la première occupation d'Orléans, il avait été envoyé en Normandie. Les avocats et les ingénieurs civils, qui s'étaient arrogé la direction suprême des opérations, s'apercevaient un peu tard de la nécessité d'appuyer la défense de notre côté par quelques soldats de la ligne. Depuis deux mois bientôt, ceux-ci avaient fait bien des étapes sur les deux rives de la Seine. On s'efforçait ainsi de faire illusion sur leur nombre, de montrer autant que possible, aux populations aussi bien qu'à l'ennemi, ce vieil uniforme de la troupe régulière, dont le prestige survivait et survit encore à tous nos désastres. Ce bataillon de marche avait donc été successivement envoyé dans divers cantonnements de la vallée d'Andelle, à Gaillon, en dernier lieu à Evreux, où sa présence et l'atti-

tude froidement énergique de son commandant avaient singulièrement raffermi le moral de la population. Transféré ensuite à Rouen, il y avait reçu l'ordre de se porter immédiatement, en une seule journée de marche, sur Mesnil-Verclives, c'est-à-dire à l'extrême limite de nos avant-postes du côté de Gisors (1).

Ce bataillon était commandé par un officier très-distingué, M. Rousset, ci-devant capitaine instructeur à Saint-Cyr (2). Je n'ai été avec lui en rapport suivis que pendant huit jours, mais dans de ces circonstances, où l'on est promptement édifié sur la valeur des hommes. Autant la contenance de celui-là était réservée, modeste jusqu'à la timidité dans les circonstances ordinaires, autant sa bravoure était entraînante, son sang-froid inaltérable dans les moments difficiles. On remarquait encore chez lui une qualité essentielle qui ne se rencontre pas toujours chez nos meilleurs officiers, une sollicitude constante, paternelle pour le bien-être du soldat, sollicitude que les négligences

(1) Verclives est à 35 kilomètres de Rouen.

(2) Aujourd'hui rentré à Saint-Cyr avec le grade de lieutenant-colonel et les fonctions de directeur des exercices d'infanterie.

incessantes de l'intendance mettaient à de rudes épreuves. On en jugera par les faits suivants, qui se passaient sous mes yeux.

Les vivres de campagne étaient alloués à cette troupe, à partir du 1er décembre. Le 1er décembre arriva, mais non les vivres. Il fallut, pour y suppléer, le lendemain du combat que nous allons raconter, requérir des bestiaux chez les fermiers du pays. On dut procéder également par voie de réquisition pour les fournitures de pain. Malgré toutes les diligences des officiers, ces fournitures n'arrivaient que très-tard. Il fallait les tirer d'Ecouis, où l'on avait à pourvoir aux besoins de plusieurs milliers d'hommes cantonnés soit dans ce bourg même, soit aux environs. Aussi nous avions le chagrin de voir, dans l'après-midi, de pauvres soldats quêter de porte en porte un morceau de pain, se plaignant de n'avoir rien mangé depuis la veille. C'étaient comme toujours les meilleurs sujets, ceux qui se faisaient scrupule de marauder, qui souffraient le plus des négligences de l'administration militaire.

Le paiement de la solde subissait des retards non moins déplorables. Les officiers avaient été souvent obligés d'en faire l'avance de leurs propres deniers; et, pour subvenir au prêt pendant les

deux derniers jours, il fallut faire un emprunt forcé au sac d'un capitaine tué à Etrépagny.

L'emménagement de ces soldats, arrivant par une nuit des plus obscures dans une localité inconnue, ne put se faire sans beaucoup de confusion et de tumulte. L'encombrement était d'autant plus grand que nos mobiles ne reçurent qu'après l'arrivée de la troupe de ligne leur ordre de changement, et ne purent partir que le lendemain matin. Le maire (de fabrique républicaine) était sujet à perdre la tête; mais ce soir-là, il se surpassa en fait de perturbation d'esprit. On entassa des soldats dans les cours des fermes, sur la place et jusque dans l'église. J'en eus, pour ma part, quelques centaines qui bivouaquèrent dans le parc. La nuit était froide, mais heureusement sereine. On procéda tant bien que mal à l'installation des tentes, à celle des cuisines en plein air. Cette dernière opération était d'autant plus urgente que les soldats, partis à jeûn de Rouen avant le jour, n'avaient pour la plupart rien pris depuis la veille, et qu'il leur fallait encore faire cuire la viande qu'on venait de leur distribuer. Tous les détails de cette organisation, entrevus à la lueur des feux étincelant çà et là parmi les arbres, produisaient des effets de clair-obscur dont j'aurais encore mieux apprécié le

charme pittoresque, sans certain bruit inquiétant de branches cassées. Toutefois, le dégât fut minime en définitive; je n'eus pas besoin de recourir à l'intervention des officiers pour faire comprendre à nos braves troupiers qu'ils pouvaient se dispenser de couper du bois vert, puisqu'on leur en fournissait de sec à discrétion. J'en fus quitte pour quelques stères sacrifiés sans regret à la défense nationale, et pour une certaine quantité de branches fourchues, affectées au grand œuvre de la suspension des marmites.

Il était facile de deviner que l'installation de cette troupe, dans le poste le plus avancé de notre ligne de défense, présageait un coup de main sur les cantonnements ennemis. Nous venions d'apprendre que la garnison de Paris se préparait à un vigoureux effort (la sortie du côté de la Marne, qui s'opérait dans ce moment même). Bien que la nouvelle moins agréable d'un mouvement offensif prononcé du côté d'Amiens par Manteuffel nous fût également parvenue, nous nous laissions aller à croire qu'un premier succès, obtenu sous Paris, déterminerait la retraite de ce général, permettrait à nos troupes de Rouen de nettoyer enfin le Vexin, et d'aller concourir aux triomphes prématurément annoncés des armées de Paris et de la Loire.

Aussi, nous ne fûmes nullement surpris de voir dès le lendemain, vers deux heures de l'après-midi, nos soldats de la ligne se mettre en marche, avec armes et bagages, du côté de Gisors.

Ils étaient partis avec cet empressement, joyeux jusqu'à la turbulence, qui caractérise les troupes françaises dans l'offensive. De notre observatoire, nous suivions à travers la plaine le mouvement de cette colonne, et ceux d'autres masses convergeant dans la même direction. Il y avait là plusieurs bataillons de mobiles, des francs-tireurs, des chasseurs à cheval, de l'artillerie; toute une petite armée interposée désormais, croyions-nous, entre notre contrée et l'ennemi. Cette illusion heureuse ne dura que l'espace d'une nuit.

Le plan de cette expédition avait été combiné assez judicieusement. Gisors devait être attaqué de trois côtés à la fois. Avec la marche directe de la colonne principale par Etrépagny, se combinait le mouvement de deux autres troupes qui devaient converger de droite et de gauche sur Gisors, l'une par les Thilliers et Dangu, l'autre par la vallée de la Lévrière. La colonne de droite se composait du bataillon des éclaireurs havrais (commandant Jacquot) et de trois bataillons de mobiles. Elle devait enlever le poste qu'on savait établi à Dangu,

franchir l'Epte sur ce point, contourner Gisors et intercepter la retraite de l'ennemi sur Chars et Pontoise. La colonne de gauche, où se trouvaient les éclaireurs Mocquart et d'autres francs-tireurs et mobiles, avait pour mission de couper l'autre ligne de retraite, celle de Beauvais. Elle devait, en conséquence, se diriger sur Trie-Château, par Saint-Denis-le-Ferment et Bazincourt.

Mais, par une de ces coïncidences fréquentes à la guerre, et dont la possibilité doit toujours entrer dans les calculs d'un général habile, l'ennemi avait songé, de son côté, à prendre l'offensive. Nous avons trouvé à ce sujet des renseignements curieux dans une lettre d'un officier saxon, datée du 8 décembre suivant, et insérée quelques jours après dans les gazettes allemandes.

Ces Saxons avaient reçu, en venant occuper la ligne de l'Epte, l'ordre « d'empêcher les Français, passablement nombreux du côté de Rouen, de mettre à exécution leur projet, de jour en jour plus manifeste, de prendre à revers les troupes qui bloquaient Paris. » En conséquence, ils avaient disposé, pour le 1er décembre, une attaque concentrique contre Ecouis sur deux colonnes, partant, l'une des Thilliers, l'autre d'Etrépagny, où elle devait être et fut effectivement rendue dans la

journée du 29. Cette dernière colonne était forte d'un bataillon de grenadiers (1,000 hommes) et de deux escadrons de cavalérie (300 chevaux). Elle était accompagnée de deux pièces de canon (1).

Il est plus que probable que le général français, s'il avait eu le moindre soupçon de ce projet, aurait modifié son plan et attendu l'ennemi dans une immobilité apparente. Nous avons acquis depuis la certitude que le 29 novembre, au soir, les Saxons ignoraient encore l'arrivée de la troupe de ligne à Verclives. Ecouis étant leur objectif principal, il eût été facile de les laisser s'enfourner dans cette direction, en feignant de se replier sur Grainville, puis de les enfermer dans un cercle de feu, en débouchant à la fois en force de Verclives et des bois de Mussegros. Bien peu de ces Saxons auraient pu regagner Gisors.

Mais c'eût été trop de bonheur! Nous n'avions pas plus deviné les projets de l'ennemi qu'il n'avait deviné les nôtres, et le hazard eut la plus grande

(1) La force de cette troupe a été l'objet d'appréciations fort diverses. Mais les prisonniers faits à Etrépagny, et interrogés par les officiers français, ont toujours parlé d'un bataillon et de deux escadrons. Or, on sait que l'effectif réglementaire dans l'armée allemande est de 1,000 hommes par bataillon, 150 par escadron, et que cet effectif est constamment tenu au complet.

part aux événements de cette nuit. Notre colonne de droite, celle qui s'avançait du côté des Thilliers, vint précisément s'y heurter, vers neuf heures du soir, contre les vedettes de la colonne ennemie, qui devait marcher le lendemain sur Ecouis, par la route de Magny. De ce côté, les Saxons étaient malheureusement sur leurs gardes; « les chevaux sellés, l'infanterie groupée par compagnies comme au bivouac; les feux allumés et des patrouilles circulant de tous côtés ». L'officier allemand auquel nous empruntons ces détails, faisait précisément partie de cette troupe.

Malheureusement aussi, la colonne française était composée en grande partie de soldats des plus novices, peu préparés aux épreuves d'un combat nocturne. En arrivant aux Thilliers, l'avant-garde fut saluée de quelques coups de pistolet qui tuèrent un homme et en blessèrent quelques autres. Il n'en fallut pas davantage pour faire replier, à pas non comptés, le gros de la troupe jusqu'à Boisemont et Frenelles. Un incident tristement comique augmenta encore la confusion. Le général avait recommandé de faire principalement usage de la baïonnette dans l'attaque projetée. Pour déférer à cette injonction, on avait eu l'idée ingénieuse de faire mettre d'avance la baïonnette au bout du

fusil. Il en résulta que, dans cette retraite précipitée, beaucoup d'hommes se blessèrent entre eux en se bousculant et tombant les uns sur les autres. Quelques officiers, pour excuser cette panique, prétendaient que l'ennemi avaient tiré avec des mitrailleuses. Heureusement, les Saxons, assez effrayés eux-mêmes, restèrent immobiles, attendant une attaque qui n'eut pas lieu, et qu'ils se vantèrent ensuite d'avoir repoussée.

La colonne de gauche éprouva une mésaventure à peu près pareille. Parvenus aux dernières maisons du village de Saint-Denis, des soldats qui marchaient sans précaution essuyèrent de quelques ennemis embusqués une fusillade qui fit tomber quelques hommes et rétrograder brusquement le reste. Cette retraite entraîna celle de l'avant-garde, composée des *Mocquart*, qui avaient déjà franchi l'Epte.

« Par malheur, dit l'auteur de la relation allemande déjà citée, les choses ne se passèrent pas si bien pour les Saxons, qui avaient été passer la nuit à Etrépagny. »

Notre colonne principale, qui s'avançait vers ce bourg, était commandée en chef par le général Briand, en second par un capitaine de frégate qui venait d'être nommé à la subdivision de Fleury.

C'était la cinquième fois que ce poste changeait de commandant depuis six semaines.

Le général Briand entendait surprendre l'ennemi à Gisors et l'en expulser, mais nullement s'y maintenir. S'il avait fait plus d'attention aux renseignements qui affluaient des pays occupés ou infestés, il aurait reconnu qu'on n'avait pas besoin d'aller si loin pour rencontrer en force ceux qu'il allait chercher. Dans la matinée du 29, pendant que le commandant Rousset et plusieurs de ses officiers déjeûnaient chez moi, il nous était parvenu, de bonne source, des informations intéressantes. Des éclaireurs étaient venus à Etrépagny au point du jour ; suivant l'usage invariable des Allemands, ils avaient marqué à la craie sur les portes des maisons le nombre d'hommes et de chevaux qui devaient y loger la nuit suivante. Quelques-uns avaient poussé jusqu'au Thil, et annoncé qu'ils viendraient le lendemain, avec du canon, châtier les communes qui se permettaient de recevoir des francs-tireurs et des mobiles. Ces indications furent confirmées à la dernière heure, par de nouveaux renseignements qui parvinrent, dans la soirée du 29, au conseil de guerre réuni à Ecouis. Plusieurs officiers supérieurs, notamment le chef des tirailleurs havrais, émirent alors l'avis

de faire plutôt converger sur Etrépagny les forces que l'on avait sous la main, de cerner et de fouiller ce bourg avant de pousser plus avant. Le général ne se crut pas suffisamment autorisé à rien modifier aux dispositions arrêtées précédemment. Les détails venus d'Etrépagny lui semblaient exagérés ; suivant lui et d'autres incrédules, il ne pouvait y avoir là qu'un poste avancé, qui ne manquerait pas de se replier à notre approche. Il paraît aussi qu'on prit en sérieuse considération le danger de compromettre, par un changement de plan, la colonne de gauche qui devait être déjà en marche, et ne pouvait plus recevoir de nouveaux ordres en temps utile. En conséquence, le général maintint l'ordre de marcher sans désemparer, droit sur Gisors, où l'on entrerait « comme dans du beurre, » en faisant principalement usage de la baïonnette.

A neuf heures du soir, la colonne du centre se mit en mouvement. Monté sur un cheval blanc, le général courait en avant avec son escorte. Le bataillon Rousset formait l'avant-garde ; derrière lui s'échelonnaient les mobiles de la Loire-Inférieure, des Hautes-Pyrénées, des Landes, une douzaine de pièces d'artillerie. Enfin, nos anciens hôtes, les mobiles de la Seine-Inférieure, étaient en réserve avec deux escadrons du 12[e] chasseurs qui for-

maient la marche. Le froid était vif, l'obscurité profonde ; ces jeunes soldats avançaient en bon ordre et dans le plus religieux silence.

Vers minuit, la tête de colonne arriva au-dessus d'Etrépagny.

Ce bourg, que traverse la route de Rouen à Paris par Gisors, est situé dans la petite vallée de la Bonde, l'un des affluents de l'Epte. Les habitations sont groupées sur les deux pentes du coteau. Quand on arrive du côté de Rouen, on descend sur une chaussée pavée jusqu'au pont, d'où l'on remonte aussitôt par une rampe assez douce. Sur cette artère principale s'embranchent, à droite et à gauche, diverses communications. Cet ensemble de voies bordées d'habitations, comprenant plusieurs fermes, des bâtiments d'exploitation, des clos donnant sur la campagne, couvre une vaste étendue de terrain, et valait bien la peine d'être exploré soigneusement. Les Saxons y étaient, en effet, installés depuis plusieurs heures. Ne s'attendant aucunement à être attaqués, ils avaient négligé presque toutes les précautions militaires et soupé copieusement. Les chefs avaient mis en réquisition tous les pianos de la localité, et fait de la musique jusqu'à une heure avancée. Au moment où nos troupes abordèrent Etrépagny, la plupart

des soldats ennemis étaient plongés dans un lourd sommeil d'ivresse, dont plus d'un ne devait pas se réveiller.

Cependant l'alarme fut donnée par des vedettes postées à 200 mètres des premières maisons. Ces cavaliers tirèrent quelques coups de pistolet et s'enfuirent à toute bride. Le général français fit aussitôt repasser les chasseurs en avant, et s'élança à leur tête avec une ardeur juvénile. Il traversa à son tour Étrépagny au galop, et continua sa course à fond de train dans la direction de Gisors.

Pendant ce temps, la troupe de ligne, faisant tête de colonne, descendait à son tour dans Etrépagny. Elle y était déjà engagée en entier, quand soudain une vive fusillade éclata dans la Grande-Rue. Ces coups de feu étaient tirés par les soldats d'une des compagnies d'infanterie saxonne, installée dans le bâtiment de la mairie, à l'angle de la rue principale et de celle qui conduit à la place de la Halle. Cet incident interrompit la marche d'une partie du bataillon. Les dernières compagnies, qui se trouvaient à la hauteur du bâtiment dont partait cette fusillade, rétrogradèrent de quelques pas, et commencèrent à riposter. Elles se trouvèrent aussi momentanément séparées

des deux premières compagnies et du commandant, qui avaient dépassé ce point avant que le feu ne commençât.

Cette avant-garde poursuivait sa marche ; elle avait déjà franchi le pont, et remontait la pente opposée, quand nos soldats entendirent résonner bruyamment derrière eux, sur le pavé qu'ils quittaient à peine, le galop d'une troupe de cavalerie. Comme toute la nôtre était en avant, le commandant comprit de suite que ces autres cavaliers ne pouvaient être que des ennemis risquant une trouée. Avec une présence d'esprit très-méritoire dans un engagement nocturne, le commandant fit faire aussitôt volte-face à sa troupe, puis ouvrir les rangs et former la haie des deux côtés du chemin. Puis, quand les cavaliers saxons furent engagés entre ces lignes de soldats immobiles et silencieux dans les ténèbres, il commanda le feu.

L'effet de cette décharge à bout portant fut terrible. Soixante ou quatre-vingt chevaux tombèrent, et la plupart des cavaliers qui se débattaient encore furent aussitôt criblés de coups de baïonnettes. Nos soldats avaient tiré de si près, en face les uns des autres, que plusieurs furent atteints, et quelques-uns mortellement, par des balles qui

avaient dû traverser de part en part les chevaux ennemis.

Le commandant se hâta de reformer sa troupe, et opéra judicieusement une contre-marche, en repassant le pont et remontant la Grande-Rue, où des coups de feu partaient çà et là des fenêtres. L'un d'eux atteignit mortellement le capitaine de la première compagnie, M. Chrisostôme, au moment où il se retournait vers ses hommes pour les encourager. La balle, partie évidemment d'en haut et de très-près, l'atteignit par derrière au-dessus de l'épaule droite et pénétra jusque dans dans la région du nombril, d'où le chirurgien-major parvint à la retirer quelques moments après, ainsi qu'un bouton de l'uniforme qu'elle avait entraîné. J'avais recueilli, et j'ai pu transmettre à sa veuve ce souvenir funèbre d'un vétéran sexagénaire de nos guerres d'Italie et d'Afrique, qui avait repris vaillamment l'uniforme après Sedan. Quelques heures auparavant, pendant le défilé de sa troupe, ce brave homme, qui avait été l'un de mes hôtes, était sorti des rangs pour venir me serrer encore une fois la main. Il avait conservé toute la vigueur, toute l'ardeur de la jeunesse, et semblait plus heureux que personne de ce revirement offensif... C'était à la mort qu'il marchait.

Le bruit courut daus le pays que cet officier avait été tué d'un coup de feu parti de nos rangs ; que des hommes de sa compagnie, qu'il avait punis quelques jours auparavant, avaient promis de s'en venger à la première occasion. J'ignore si un pareil propos a été tenu par quelque mauvais sujet, comme il s'en trouvait un certain nombre dans cette troupe, parmi d'excellents soldats. Mais ce qui est positif, c'est que la balle fut immédiatement extraite par le chirurgien-major, M. Michot, qui me la confia quelques heures après. C'était bien une balle de fusil à aiguille et non de chassepot, et les détails que le chirurgien nous donna sur la direction qu'elle avait suivie, prouvaient que le coup avait été tiré de haut en bas et non horizontalement.

Les habitants d'Etrépagny ont conservé un souvenir ineffaçable de ce carnage nocturne, de cette obscurité profonde, que sillonnaient çà et là des lueurs de coup de feu pareilles à des éclairs, de ces détonations semblables à la foudre et plus meurtrières, de ce tumulte continuel d'imprécations, de plaintes, de chocs et de piétinements sourds, sur lequel planait de temps à autre l'appel énergique et réitéré des officiers français : *En avant !!!*

En remontant la Grande-Rue, nos soldats entrevirent une masse qui semblait faire tache dans l'obscurité. C'était l'artillerie ennemie, auprès de laquelle ils avaient passé sans le savoir, car elle était remisée sur une petite place qui se trouve derrière la halle, et n'est séparée de la Grande-Rue que par une seule rangée de construction. Réveillés par la fusillade, les artilleurs saxons se mettaient à leur tour en mouvement pour fuir. Aucune réponse n'ayant suivi notre *Qui vive!* nos gens firent une nouvelle décharge, qui abattit chevaux et artilleurs, et s'emparèrent de deux caissons et de l'une des pièces. L'autre avait fait demi-tour par une rue latérale, et put s'échapper en descendant du côté de la gare. Toutes deux étaient chargées ; l'affaire aurait pu devenir bien autrement meurtrière pour nous, si ces artilleurs, qui se trouvaient placés entre l'avant-garde et le reste de la petite armée française, avaient compris l'avantage de cette situation, et balayé la grande rue par une double décharge, en amont et en aval.

Cependant on commençait à se reconnaître. L'affaire s'était engagée d'une façon si imprévue, si bizarre, que le centre de la colonne française et l'artillerie avaient dû d'abord s'arrêter à l'entrée du bourg. De plus, il faut bien le dire, les échauf-

fourées nocturnes de ce genre sont une redoutable épreuve pour les troupes les plus solides. Aussi, le fracas des premières décharges avait occasionné une vive émotion parmi les plus novices d'entre nos jeunes soldats. Cependant les mobiles de la Loire et de la Seine-Inférieure firent bonne contenance. Les premiers ne tardèrent pas à pénétrer dans l'intérieur du bourg, et se remirent en communication avec les soldats de la ligne. Les uns et les autres commencèrent à fouiller les maisons, à faire des prisonniers. Nos soldats étaient secondés dans cette recherche par M. Lecouturier, entrepreneur de travaux à Fleury-sur-Andelle, qui accompagnait la troupe comme volontaire, et par des francs-tireurs d'un pays voisin, connaissant également bien les localités (1). Plusieurs Allemands, qui essayaient encore de résister dans les maisons, furent passés par les armes ; l'un d'eux,

(1) Ces francs-tireurs, qui d'abord faisaient partie des troupes envoyées du côté des Thilliers, avaient ensuite rejoint la colonne principale. Plusieurs rendirent de bons services, notamment le commandant; d'autres guerroyèrent principalement contre les reliefs du souper de l'ennemi. Un capitaine de la Seine-Inférieure, chargé d'explorer une maison située dans une ruelle écartée, y trouva, au lieu de Saxons, des francs-tireurs festoyant déjà, *inter pocula et mulieres.*

un officier, fut tué par M. Lecouturier, qu'il avait blessé à la main d'un coup de sabre. Ce citoyen a été justement décoré à cette occasion, mais des journaux se pressèrent trop de citer son nom, et, quelques jours après, le vandalisme des Prussiens lui fit chèrement expier sa belle conduite.

Le nombre des prisonniers eût été bien plus considérable, si l'on avait pris la précaution de cerner le pays, ce qui eût été facile avec le nombre de troupes dont on disposait. Mais personne n'avait encore une idée bien nette de la situation des choses, non plus que de la force de l'ennemi. On craignait qu'il ne se produisît, par quelque voie transversale, un revirement offensif dont l'effet aurait pu être terrible au milieu de la cohue qui encombrait la rue principale.

Cependant le général avait enfin reparu. Après avoir couru fort loin dans la direction de Gisors, il avait fini par s'inquiéter de ne recevoir aucune nouvelle de ses deux colonnes auxiliaires, et de voir que la principale ne le suivait pas. Aussi il commença par se plaindre de ce qu'on l'avait abandonné. Il fut bientôt au courant de la situation, et dirigea lui-même l'attaque définitive de la mairie et d'une auberge située en face, où était, disait-on, installé l'état-major saxon. Tout ce qui se trouvait

dans ces deux maisons fut tué ou pris. Le général fit alors entrer dans le bourg les mobiles de la Seine-Inférieure qui formaient l'arrière-garde. C'était la seule troupe qui fût encore « dans la main » de ses chefs. L'exécution de cet ordre, transmis au milieu de l'obscurité et d'un tohu-bohu indescriptible, ne s'opéra pas sans difficulté. Le capitaine de frégate qui commandait en second, homme d'ailleurs intelligent et brave, mêlait par habitude des termes maritimes à ses commandements; ses *tribord et babord!* diversement interprétés, ajoutaient encore à la confusion. D'autre part, le commandant de l'artillerie, resté en dehors de tout ce mouvement, immobile à l'entrée du bourg avec une longue file d'équipages, était fort inquiet de voir s'éloigner la seule troupe qui pût lui servir de soutien au besoin, et s'efforçait de la retenir. Enfin, différents officiers d'état-major prétendaient régler la marche, sans se mettre d'accord dans leurs injonctions. L'un des capitaines de la Seine-Inférieure m'a raconté que pendant cet *imbroglio* il avait reçu coup sur coup de vives objurgations, d'abord parce que sa compagnie se trouvait en avant de l'artillerie, ensuite parce qu'elle se trouvait derrière, sans pouvoir démêler, dans les ténèbres, de qui émanaient ces

prescriptions contradictoires, ni par conséquent à laquelle il fallait déférer.

Tout a une fin dans ce monde, même le désordre. Une partie de ce bataillon de réserve prit part à l'exploration des maisons, et ramassa encore des prisonniers. « Le reste traversa le bourg dans toute sa longueur, franchissant de véritables barricades d'attelages renversés et de chevaux tués ou mourants (1). »

Cette troupe se trouvait donc reportée à l'avant-garde, et ce mouvement semblait annoncer l'intention de continuer la marche sur Gisors. Aussi le désappointement fut extrême parmi ces jeunes soldats, quand, un instant après, le signal de la retraite fut donné. Un des officiers demanda à haute voix « quel était l'imbécile qui avait donné ce ordre? — C'est moi, dit tout auprès de lui une voix, c'est votre général. » Celui-ci s'abstint avec raison de relever ce propos malséant. Il convenait d'user d'indulgence pour ceux qui aspiraient à aller en avant, alors que d'autres manifestaient des dispositions toutes différentes.

Le général ne prenait ce parti qu'avec une vive répugnance. A vrai dire, la poursuite de l'entre-

(1) Historique du 2e bataillon de la Seine-Inférieure, p. 19.

prise sur Gisors était devenue bien difficile, sinon impossible. L'avantage de la surprise était absolument perdu, non-seulement parce que les fuyards d'Etrépagny avaient déjà dû donner l'alarme, mais à cause de l'échec complet de notre colonne de droite du côté des Thilliers, échec dont on venait précisément d'avoir la nouvelle. De plus, nos troupes, bien que victorieuses, se trouvaient dans une étrange confusion; on n'avait sous la main aucune réserve dans l'hypothèse d'un retour offensif de l'ennemi. Dans cette situation, il parut nécessaire, non-seulement de renoncer à se porter en avant, mais d'abandonner de suite Etrépagny et de faire rentrer les troupes dans leurs cantonnements.

La plupart des relations publiées d'abord sur ce combat rivalisent d'inexactitude. Mais, à tout dictateur tout honneur! La palme revient à l'auteur d'un ouvrage écrit sous l'inspiration de M. Gambetta. Dans ce livre, qui a la prétention d'être sérieux, nous avons lu avec stupéfaction les lignes suivantes : « Le 29 novembre... une colonne venue de Rouen... rencontra l'ennemi *retranché* dans le village d'Etrépagny. *La lutte fut très-vive.* Nos soldats, en grande partie des mobiles, montrèren

une grande intrépidité. *Malgré la qualité inférieure de leurs armes, ils dirigèrent un tir très-efficace*... Mais ce succès ne put prévenir de fâcheux événements dans la direction de Rouen à Amiens (!!!)» (*La guerre en province*, p. 210.) Il y a là plus d'erreurs que de mots. Bien loin d'être *retranché*, l'ennemi ne se gardait même pas. Les soldats de la ligne, qui seuls furent sérieusement engagés, étaient munis d'excellents chassepots, dont le tir était d'autant plus efficace, qu'il avait lieu à bout portant... C'est en écrivant ainsi l'histoire que M. Gambetta et ses auxiliaires se consolent de leur disgrâce, comme Napoléon promettait de le faire en 1814. Pourvu que ceux-là n'aient pas aussi leur retour de l'île d'Elbe !

Il est à remarquer aussi que, dans les premiers récits de ce combat, on parla très-peu de la troupe de ligne, probablement parce que c'était elle qui avait fait presque tout. *Sic vos non vobis !* Cependant, le général lui-même a proclamé, un peu plus tard, dans une lettre écrite à l'occasion de la fameuse polémique sur l'occupation de Rouen, « qu'il avait enlevé Etrépagny *à la tête du bataillon Rousset* (lettre du 3 janvier 1871). Cette assertion est rigoureusement exacte ; seulement il con-

viendrait d'ajouter que le général précédait sa troupe d'un peu loin (1).

La Grande-Rue, encombrée de cadavres d'hommes et de chevaux, présentait, aux premières lueurs du jour, un spectacle dont nos soldats eux-mêmes furent émus. Quelques heures après, le chirurgien de la troupe de ligne, qui avait assisté à la bataille de Sedan et à bien d'autres, me disait n'avoir jamais rien vu de si hideux que cette boucherie d'Etrépagny. Rarement, en effet, on a l'occasion de contempler une pareille accumulation d'horreurs dans un espace aussi resserré. Sur les deux pentes, dans toute la longueur du bourg, le sang coulait littéralement par ruisseaux. Les devantures des maisons étaient aussi criblées de balles et de coups de baïonnettes que l'ont été, au mois de mai dernier, certains quartiers de Paris. Les habitants, encore pâles des émotions de la

(1) J'ai eu connaissance du rapport particulier d'un des principaux acteurs de ce combat. Son langage était celui d'un soldat qui, comme le Burrhus de Racine, sait mal farder la vérité. Tout en insistant avec raison sur la fougueuse valeur du général, on ne pouvait dissimuler que cette fougue, toute naturelle chez un ancien colonel de spahis, l'avait entraîné trop loin tout d'abord, si bien que la meilleure partie de l'engagement avait eu lieu en son absence et à son insu.

nuit, se réjouissaient pourtant de la victoire. Ils étaient loin de prévoir les représailles que leur préparait la rage des vaincus.

Les premiers rapports évaluaient la perte des Saxons à 200 hommes tués, blessés et prisonniers ; mais, quelque temps après, des officiers prussiens qui ne semblaient pas trop affectés de la mésaventure de leurs bons alliés, m'ont assuré que ceux-ci avaient souffert bien davantage (1). Outre le canon et les deux caissons, nos soldats firent une ample récolte d'armes, de munitions et de chevaux.

Parmi les officiers blessés et prisonniers figurait le comte de Keller, officier supérieur dans le régiment de cavalerie dont deux escadrons venaient d'être si maltraités.

Nos mobiles eurent un homme tué et quelques blessés. Quant au bataillon de marche, sa perte officiellement constatée fut de 12 hommes tués et 39 blessés. Mais elle dut être plus forte en réalité, car l'effectif de cette troupe, qui était de 1,170 hommes avant le combat, était tombé à 1,069 quelques jours après, et habituellement, ce n'est

(1) Vingt-deux officiers et sous-officiers saxons, tués à Étrépagny, furent enterrés le surlendemain dans le cimetière de Gisors.

pas à la suite d'un combat heureux qu'il se produit des désertions.

On dut laisser à Etrépagny plusieurs blessés non transportables, notamment le capitaine Chrisostôme. Pressentant le retour des ennemis, il conjurait ses camarades de l'enlever, dût-il expirer pendant le trajet..... Il ne mourut que le surlendemain, et la maison où il agonisait faillit être incendiée, malgré la protection du drapeau de Genève. Comme bien d'autres Français dans cette année néfaste, l'infortuné a dû regretter d'avoir trop vécu de quelques heures !

En résumé, l'ennemi, encouragé par une longue impunité, était venu, sans aucune précaution, faire étape tout près de nos cantonnements qu'il comptait insulter le lendemain. Cette entreprise se croisait avec celle, absolument semblable, du général français. Celui-ci ne s'attendait pas plus à trouver les Saxons en force à Etrépagny, qu'eux-mêmes à l'y voir venir. La surprise fut donc réciproque ; elle aurait pu être autrement désastreuse pour les Allemands, si l'on avait pris de meilleures dispositions de notre côté, où pourtant les avertissements n'avaient pas manqué. Elle aurait pu, au contraire, tourner à notre détriment si l'ennemi avait eu plus de présence d'esprit, et si notre

avant-garde avait été moins solide et moins bien commandée. Enfin, la retraite trop précipitée des vainqueurs eut, comme on va le voir, des suites désastreuses.

VII.

INCENDIE D'ÉTRÉPAGNY.

Le 30 novembre, nous éprouvâmes quelque désappointement en voyant reparaître, vers sept heures du matin, nos soldats de la ligne que nous croyions maîtres de Gisors. Cependant nous fûmes un peu consolés par le récit de leurs prouesses. Ils rapportaient des témoignages non équivoques de victoire : lances, casques, sabres de cavalerie, fusils à aiguille souillés de sang. On nous amena même, dans la journée, un des caissons d'artillerie capturés.

Parmi ces dépouilles opimes, figurait un volumineux paquet de lettres trouvées sur les morts de la nuit, et dont on me pria de faire le dépouillement. La plupart étaient écrites par des femmes,

naturellement inquiètes de leurs maris, impatientes du retour. L'une d'elles se plaignait naïvement de la fraîcheur des nuits solitaires, *mich friert!* Pauvre veuve! Une autre avait envoyé la photographie de sa petite fille. A ce portrait était jointe une liasse considérable de lettres de la même écriture. Eveillé par la fusillade, le mari achevait de s'habiller quand un sergent de la ligne était entré dans la chambre. Le Saxon serrait d'une main le précieux paquet sur sa poitrine et saisissait de l'autre son revolver; un coup de baïonnette l'avait cloué à la muraille.....

Une certaine Augusta, très-romanesque, racontait longuement à son mari un rêve qui la harcelait depuis plusieurs nuits. Comme la Lénore de Bürger, elle assistait au retour du régiment et guettait de rang en rang, avec une impatience fiévreuse, et toujours vainement, hélas! le visage du bien-aimé. Puis, au beau milieu de cette effusion poétique, intervenait brusquement l'annonce d'un envoi respectable de victuailles, jambon, sucre, confitures, etc. Voilà bien les Allemandes, faisant volontiers marcher de front, au pas gymnastique, l'appétit et le sentiment!

D'autres épouses accusaient réception de missives chargées. Cet argent leur avait fait grand bien,

vu la misère qui règnait dans le pays. Je trouvai, en effet, des reçus de la *Feldpost*, qui prouvaient que ces braves Saxons envoyaient très-règulièrement à leurs familles le montant de leur solde et même quelque chose de plus, sans doute une partie du butin. Ce détail refroidit quelque peu mon intérêt pour ces victimes de la guerre.

Je trouvai aussi des livres de prières protestants et catholiques, quelques-uns tout ensanglantés, et plusieurs de ces livrets réglementaires intitulés « guides du soldat allemand en France », imprimés à Berlin *en* 1870. Ce livret contient les phrases nécessaires pour formuler les injonctions relatives au logement, à la nourriture, aux réquisitions, etc. En regard de chacune des phrases françaises figuraient, en lettres allemandes, des indications souvent bizarres de prononciation. Plusieurs de ces interpellations franco-tudesques n'avaient rien de gracieux. Dans le chapitre intitulé « chez le maire » (pron. mâr), je remarquai celle-ci : « Ne mentez pas, ou tout de suite je fais fusiller vous. »

Les premières feuilles du carnet d'un sous-officier, contenant des indications de montres à reporter, de pendules à régler dans le quartier des Halles, m'apprirent que cet individu était employé avant la guerre chez un horloger de Paris. Proba-

blement, ses camarades comptaient sur lui pour les renseigner sur les bonnes occasions, en fait de pendules! Enfin, je trouvai dans le portefeuille d'un des canonniers la copie d'un horoscope annonçant qu'il échapperait à tous les périls et reviendrait sain et sauf, avec une *honnête* fortune.

Je fus frappé d'une circonstance qui a de l'intérêt pour l'histoire générale de la guerre. Ces soldats, tués à Etrépagny, avaient fait partie des troupes employées dans les premières semaines à l'investissement de Paris. Plusieurs femmes, répondant à des lettres qui remontaient à ce temps-là, s'apitoyaient beaucoup sur les privations que leurs maris avaient à endurer, notamment la rareté et la mauvaise qualité des vivres. Ces correspondances étaient antérieures à l'occupation de la ligne de l'Epte et, par conséquent, à l'époque où les assiégeants avaient commencé à s'approvisionner dans nos campagnes normandes. On voit par là quelle faute on avait commise en leur abandonnant si facilement la clef de ce grenier d'abondance!

Dans toutes ces lettres, il n'était question ni de politique, ni de la marche des opérations, mais seulement d'affections intimes et d'affaires de famille. Quelques tendres épouses se permettaient seulement de dire, de temps à autre, que « ces

Français étaient un bien affreux peuple! *(abscheuliches volk).* » Leurs aïeules ne disaient pas tout à fait la même chose après Iéna, quand un contemporain irrévérentieux comparait les belles Saxonnes à des fruits mûrs tombaut d'eux-mêmes dans les bras du vainqueur! Toutefois, il était facile de voir que la guerre aurait déjà été finie depuis longtemps, si cela n'avait dépendu que des Allemandes.

On voyait bien, cette fois, qu'il ne s'agissait pas d'exploits fantastiques, comme ceux de certains francs-tireurs. Les soldats se flattaient d'avoir infligé à l'ennemi une leçon qui l'empêcherait de revenir de longtemps dans nos parages. Cette illusion ne dura que quelques heures. Dès la chute du jour, nous vîmes l'atmosphère s'éclairer dans la direction d'Etrépagny, et cette réverbération lugubre de l'incendie se prolongea pendant la nuit entière.

La débâcle des Saxons avait été complète. Ceux qui avaient esquivé les recherches de nos soldats s'étaient éparpillés dans toutes les directions. Plusieurs, fuyant à travers champs et tout à fait désorientés, vinrent dans des communes voisines demander la route de Gisors ou celle des Thilliers. Quelques-uns furent remis bénévolement dans le bon chemin, d'autres poursuivis et arrêtés par les

paysans. Ceux qui avaient pu gagner directement Gisors y donnèrent l'alarme, vers deux heures du matin. Ils croyaient que toute l'armée française les suivait de près, et que son attaque allait être secondée par la population de la ville. Plusieurs coururent chez le curé, le contraignirent à venir lui-même leur ouvrir l'église, où ils s'imaginaient trouver du monde embusqué. Ils coupèrent les cordes des cloches, de peur du tocsin, et gardèrent le curé pendant plusieurs heures comme otage. On sait trop bien que le renouvellement du système des otages est d'importation allemande, de même que celui de l'usage incendiaire du pétrole...

Mais quand parut le jour; quand les vaincus eurent acquis la certitude, non-seulement qu'on ne les poursuivait pas, mais qu'on leur abandonnait le bourg témoin de leur défaite, ils ne songèrent plus qu'à la vengeance.

Ils prétendaient avoir été trahis par les habitants, ce qui était absolument faux. Ils n'épargnèrent pas les mensonges pour accréditer cette opinion parmi leurs camarades qui n'avaient pas assisté à l'affaire; et, pour se disculper aussi du reproche de négligence, ils affirmèrent « que, nonobstant les précautions les plus minutieuses,

toutes les issues avaient été instantanément occupées ; qu'au même moment, de toutes les maisons, qui, contrairement aux habitudes, se trouvaient éclairées, un feu des plus nourris avait été dirigé contre eux, dans les rues, dans les cours et les écuries... » Ils racontaient aussi que « tous leurs logements avaient été envahis à la fois, ce qui prouvait clairement que les ennemis ne venaient pas seulement du dehors, mais se trouvaient en partie dans le village même, où on les avait cachés ; qu'il y en avait même dans l'église, enfin, qu'*autant qu'on avait pu en juger*, les habitants avaient pris part au combat. »

Voilà ce que croyait ou affectait de croire, dans les premiers moments, l'officier du 12e corps que nous avons déjà cité. Il tenait ces détails apocryphes de l'un de ses collègues échappé au désastre. « Aussi, ajoutait-il, c'est *à juste titre* que ce bourg a été brûlé le lendemain ! »

En effet, il y avait à peine deux heures que notre arrière-garde avait évacué Etrépagny, quand les cavaliers saxons y rentrèrent, au nombre d'environ cent cinquante, pour accomplir leur odieux projet. Ils saccagèrent et incendièrent en entier cinquante-trois maisons, celles dont ils soupçonnaient plus particulièrement les habitants d'avoir

signalé l'arrivée de la troupe saxonne, pris part au combat ou concouru à faire des prisonniers.

Plusieurs de ces habitants, parmi lesquels il se trouvait des vieillards plus que septuagénaires, furent conduits en rase campagne et tenus en respect, le sabre ou le pistolet sur la gorge, tandis qu'on saceageait tout chez eux et qu'on y mettait le feu. On ne les laissa libres qu'après que l'embrasement eut acquis une force irrésistible. Il y eut des maisons où les incendiaires reprirent jusqu'à trois fois leur œuvre de destruction. Une ferme, située à l'extrémité du faubourg du côté de Gisors, fut brûlée avec tout son bétail, sous les yeux du fermier, tenu en joué par ces furieux. Dans une autre, ils s'emparèrent de huit chevaux et tuèrent le neuvième. Le pillage, en effet, marchait de pair avec la destruction : on brisait les glaces scellées, les lambris, les gros meubles, mais on accaparait soigneusement les objets portatifs, et, comme bien on pense, les pendules n'étaient pas oubliées. Enfin, plusieurs notables furent maltraités, emmenés comme otages et durent racheter chèrement leur liberté.

Parmi les maisons condamnées figurait une ambulance contenant des blessés du combat de la nuit, celle où se mourait le capitaine Chrisostôme.

Elle fut préservée, grâce au dévoûment d'une religieuse dont l'attitude et les instances émurent ces forcenés. Ils eurent tout lieu d'être satisfaits, car le désastre surpassa leurs espérances. Une véritable tempête concourait aux progrès de l'embrasement, obtenu, suivant l'usage de ces dignes initiateurs de nos communeux, au moyen de paille imbibée de pétrole. Aussi plusieurs maisons, qui ne figuraient pas sur le programme de destruction, furent consumées ou gravement endommagées. Le feu se communiquait par les bâtiments d'exploitation, par les fournils, les celliers, les bûchers. Un mois après, une épaisse fumée se dégageait encore çà et là de ces décombres ensevelies sous la neige.....

Les pertes subies par les habitants de ce bourg de 1,600 âmes ont été évaluées officiellement, après mûr examen, à près d'un million (941,016 fr.).

Jamais je n'oublierai le spectacle sinistre que nous offrit, pendant la soirée du 30 novembre et la nuit suivante, ce malheureux pays brûlant à l'horizon. Nous distinguions parfaitement, dans une vaste auréole, quantité de foyers ardents, dont les flammes ondoyaient au souffle d'un ouragan glacial.

Le lendemain, un télégramme officiel nous apprenait que M. Gambetta avait triomphalement annoncé, du balcon de l'Hôtel-de-Ville de Tours, la *délivrance* d'Etrépagny !

Cet acte de vandalisme ne tarda pas à être sévèrement jugé par les Allemands *à jeun*. Un des chefs saxons, le comte de Keller, paraissait sincèrement affecté de la conduite de ses soldats. Il est vrai que cet officier, grièvement blessé, était alors en notre pouvoir. Peu de jours après la conclusion de la paix, des officiers supérieurs prussiens, de passage chez moi, m'avouèrent que plusieurs de leurs compatriotes improuvaient ce qui s'était passé à Etrépagny. Ils ajoutaient que, depuis ce temps, on avait infligé aux Saxons, dans l'armée prussienne, le sobriquet significatif de *Meisterzenger* (maîtres brûleurs). Il y a là un jeu de mots facilement compréhensible pour les personnes qui connaissent la langue allemande. Le mot *meisterzenger* se confond presque, dans la prononciation, avec celui de *meistersinger*, titre d'un opéra non moins célèbre qu'incompréhensible du maestro de l'avenir, Richard Wagner.

Nous croyons utile de rapporter, à cette occasion, le jugement qu'a porté sur les exécutions

de ce genre l'un des meilleurs écrivains militaires de l'Allemagne, le colonel Rustow, dans son histoire de la guerre de 1870. Ce jugement est d'autant plus remarquable que toutes les prédilections de cet officier sont pour la Prusse, bien qu'il n'appartienne pas à l'armée prussienne.

M. de Rustow a exprimé son opinion à ce sujet à propos de ce qui s'était passé à Ablis, du côté de Vendôme. Dans la nuit du 8 octobre, un escadron de hussards avait été pareillement surpris et détruit dans cette localité. « Le lendemain 9, dit M. de Rustow, le bourg d'Ablis, dont les habitants étaient *présumés* complices, fut incendié de sang froid, et suivant toutes les règles de l'art (des incendies), *Kunstgerecht*. Ce fut la première application du système de terreur dans la conduite de cette guerre (*Schreckenskrieg*) ».

Après avoir essayé de justifier ou du moins d'excuser quelques actes antérieurs de même nature, commis dans l'effervescence de la lutte, comme les horreurs de Bazeilles, M. Rustow poursuit ainsi :

« Quant à l'incendie d'Ablis et autres exécutions semblables ordonnées, accomplies à tête reposée, alors que toute résistance avait cessé, c'est tout autre chose, et notre appréciation ne saurait être

la même. Ces exécutions n'ont été que trop fréquentes pendant cette guerre. On a pratiqué sans scrupule un système de répression qui n'est pas sans analogie avec celui qu'avait adopté César dans la conquête des Gaules, alors que, *par clémence*, il se contentait de faire couper la main droite à des milliers d'hommes, coupables d'avoir combattu pour défendre leur liberté.

« J'ai cherché dans l'histoire militaire quelque circonstance où l'on aurait obtenu des résultats satisfaisants par l'emploi de tels moyens. *Je n'en ai trouvé aucune.* Du temps du premier Empire, le fameux général Manhès lui-même ne réussit qu'imparfaitement en Calabre, et pourtant il opérait sur un théâtre restreint, *contre de véritables brigands.* Napoléon n'a pas été plus heureux en Espagne...

» Je suis profondément convaincu que les soldats allemands, chargés de pareilles exécutions, n'ont obéi qu'à contre-cœur ? En incendiant de sang-froid des villages désarmés, plus d'un a dû penser à sa chaumière natale...

« Je crois même que les officiers supérieurs qui avaient à donner de ces ordres, ne l'auront fait qu'avec répugnance. On s'imaginait que ces mesures produiraient un effet salutaire ; *c'était*

une profonde erreur. D'abord, il est prouvé que ces actes de vandalisme exerçent une influence funeste sur le moral des meilleures armées. Les hommes s'habituent aisément au mal, et le soldat pourrait bien recommencer de lui-même en Allemagne ce qu'on lui a commandé de faire en France... En second lieu, un système pareil suscite des haines irréconciliables ; il ne saurait conduire à une paix durable, mais seulement à un àrmistice forcé... Non, un peuple civilisé ne saurait jamais trouver son profit à en détruire un autre ! »

Les Allemands, grands maîtres en fait de surprises, agissent au rebours du précepte de l'Evangile ; ils ne souffrent pas qu'on leur fasse ce qu'ils font volontiers aux autres. Quand ils occupèrent la vallée d'Andelle, huit jours après l'affaire d'Etrépagny, ils montrèrent combien cette échauffourée leur tenait au cœur, par l'odieuse vengeance qu'ils tirèrent de M. Lecouturier, cet entrepreneur de Fleury qui avait pris part comme volontaire au coup de main du 29 novembre. Les premiers soldats qui entrèrent dans cette localité demandèrent tout d'abord la maison Lecouturier, menaçant de brûler le pays entier si on ne la leur indiquait pas. Dans cette habitation, récemment et richement meublée, tout fut brisé, lacéré, incendié. Les sol-

dats procédaient à cette opération avec le plus grand sang-froid ; ce n'était plus un acte d'aveugle emportement comme à Etrépagny, mais une consigne impitoyablement exécutée.

Quelques jours plus tard, l'un des officiers supérieurs qui avait présidé à cette belle œuvre, en racontait stoïquement les détails à l'un de mes voisins de campagne, dont il était l'hôte. Ç'avait été, disait-il, un grand crève-cœur pour lui de faire détruire un si beau mobilier; mais il avait des ordres..... J'ai cependant quelque lieu de penser que ce chef avait fait à son profit une exception à cette destruction générale, en faveur de quelques-uns des meilleurs vins de la cave.

Il est bien à remarquer que ces derniers incendiaires n'étaient plus des Saxons, mais bien des Prussiens de l'armée de Manteuffel, dont aucun ne se trouvait au combat d'Etrépagny. Cet acte de vendalisme, conçu et exécuté de propos délibéré, était une nouvelle application du système de mise hors la loi édicté dès la fin d'août contre les Français non militaires, *coupables* d'avoir concouru à la défense de leur pays. (Proclamation royale du 28 août.) Nous avons déjà cité cet étrange document à propos des exécutions de Bazincourt. Nous avons montré qu'il était en contradiction flagrante

avec les antécédents historiques de la Prusse elle-même, notamment avec les principes qui ont servi de base à l'organisation de cette fameuse landwehr de 1813, dans laquelle l'empereur d'Allemagne actuel a fait ses premières armes.

La catastrophe d'Etrépagny a été l'un des épisodes les plus déplorables de l'invasion. La conduite du commandant en chef français, dans cette occasion, fut l'objet de reproches en partie mérités; on peut l'excuser d'avoir renoncé à poursuivre la marche sur Gisors, qui n'était plus à surprendre, mais on ne saurait que blâmer le brusque abandon d'Etrépagny. C'est en vain qu'on allègue, pour justifier ce mouvement malencontreux, le désordre dans lequel se trouvaient les troupes à la suite de cette mêlée nocturne, l'appréhension d'un revirement offensif qui les aurait surpris dans cet état. D'abord, des troupes se rallient, se reforment bien vite sous l'impression d'un succès. En second lieu, un retour immédiat n'était nullement à craindre. Les événements de la nuit avaient jeté d'abord l'ennemi dans un tel effarement, que, loin de songer à revenir immédiatement sur Etrépagny, il renonçait à nous disputer Gisors ! Rien n'autorisait donc cette reculade précipitée de soldats victorieux, qui, d'un seul coup, rassura

les vaincus, et leur permit d'exercer d'atroces représailles.

On pourra trouver singulier que leur conduite ait été improuvée par les Prussiens, qui ne se faisaient pas faute de telles peccadilles. Mais il importe de remarquer que les surprises d'Ablis, du pont de Fontenay, près de Toul, étaient considérées par eux comme des actes de brigandage, parce qu'elles étaient l'œuvre de corps francs. Celle d'Étrépagny, au contraire, avait été opérée par une troupe de ligne : elle rentrait incontestablement, même au point de vue prussien, dans la catégorie des faits de guerre réguliers. Aussi l'incendie avait été allumé *ab irato*, et sans ordres, par une poignée d'individus réchappés du combat. Si l'on s'était moins pressé de faire replier nos troupes dans leurs cantonnements où elles restèrent inutiles pendant trois jours, la réoccupation d'Etrépagny par l'ennemi, que la marche générale des événements rendait inévitable, aurait eu lieu du moins dans des conditions moins violentes. Une population inoffensive n'aurait pas été réduite à déplorer l'un des rares succès de nos armes.

VIII

L'OCCUPATION.

Cependant on nous annonçait de grands événements ; la sortie du général Ducrot, le passage de la Marne, coïncidant avec un nouveau mouvement offensif de l'armée de la Loire. Dès le 30 au soir, le général Briand, en revenant d'Etrépagny, avait trouvé à Fleury-sur-Andelle une dépêche de Tours, lui enjoignant « de former immédiatement une colonne pour marcher sur Paris. » Le lendemain, un nouveau télégramme réitérait cette injonction d'une manière encore plus pressante. Les stratégistes de Tours n'avaient alors en tête qu'une idée, faire converger sur Paris, sans distinction ni délai, toutes les ressources militaires disponibles. C'est ainsi que, dans un des moments les plus critiques de la seconde guerre punique, quand Annibal menaçait Rome, un certain membre du sénat voulait appeler toutes les armées de la République au secours de la capitale. Heureusement ce donneur d'avis n'était point un délégué omnipotent ; sa motion lui valut le sobriquet

d'*Asina*, parce qu'elle fut considérée comme une véritable *ânerie*.

D'un autre côté, il est vrai, nous avions appris que Manteuffel venait d'occuper Amiens à la suite d'une bataille vivement disputée, bien que les Prussiens fussent au moins deux contre un. De leur propre aveu, « l'armée française du Nord comptait alors 35,000 hommes à peine, était très-faible en artillerie, plus encore en cavalerie. (Rüstow, V, 31.) » La résistance n'en fut pas moins vigoureuse, surtout du côté de Villers-Bretonneux. Un des officiers supérieurs prussiens présents à ce combat, se trouvant quelques jours après dans nos environs, et voulant donner à ses hôtes une idée de la solidité des troupes auxquelles il avait eu affaire, frappait contre un mur avec le fourreau de son sabre, en disant : *Français, comme cela !*

L'aile gauche des Prussiens, composée d'une partie des troupes de leur premier corps, menaçait Villers-Bretonneux; elle fut prise en flanc et fortement ébranlée par les troupes françaises débouchant de Corbie. Les généraux prussiens furent obligés de faire intervenir toute une division de cavalerie pour ne pas être mis en déroute. Mais sur l'autre rive de la Somme, vers Boves et

Dury, notre gauche plia sous l'effort du huitième corps prussien tout entier. Notre ligne de défense se trouva ainsi entamée, ce qui entraîna la retraite de l'armée entière et l'évacuation d'Amiens.

Une partie de cette armée se repliait sur Arras, l'autre sur Abbeville. « Le 29 et le 30, Manteuffel fit suivre les Français dans ces deux directions par de faibles détachements, tandis qu'il se préparait à marcher sur Rouen avec le gros de son armée, divisée en deux colonnes. Ce mouvement commença le 1er décembre. Le huitième corps s'avança par Poix, Forges et Buchy; le premier, par Ailly, Breteuil, Marseille et Gournay. » (Rustow, V, 32.)

Ce mouvement tournant était facile à prévoir depuis la chute de Metz. Il prenait à revers et allait rendre inutiles tous les travaux de défense accumulés depuis quelques semaines sur les coteaux de l'Andelle, dans l'hypothèse invraisemblable d'une attaque sérieuse de ce côté.

Parmi ces travaux, dont j'ai oublié de parler, il y en avait de parfaitement superflus, et même de ridicules. Ainsi, sur la route d'Ecouis à Magny, en avant du hameau de Mussegros, on avait fait des barricades avec des arbres, sans remarquer qu'à droite et à gauche de l'obstacle, le terrain était

uni comme la main. On avait aussi pratiqué, aux diverses issues d'Ecouis, des coupures qui ne servirent qu'à détériorer quelques véhicules français. A quelques kilomètres en arrière, des chevaux de frise des tranchées, se reliant au poste de Cressenville et aux bois de Bacqueville et de Radepont, défendaient l'accès de Grainville, village situé en avant et immédiatement au-dessus de la vallée d'Andelle. Cette position, bonne contre une armée débouchant de Rouen, n'est pas tenable en sens inverse. Les troupes qui auraient essayé de s'y maintenir contre une attaque de front un peu sérieuse, auraient été infailliblement culbutées dans cette espèce de précipice. Au contraire, le rebord opposé de la vallée offre de grands avantages pour la défense contre une armée venant de Paris. Mais les travaux qu'on avait faits de ce côté n'étaient guère mieux entendus : les ouvriers qu'on y employait étaient les premiers à s'en moquer. Je me souviens qu'allant un jour à Rouen, je m'étais arrêté pour contempler une espèce de saut-de-loup que l'on creusait au-dessus de Fleury. L'un des terrassiers me dit : « Nous faisons là un trou, jusqu'à ce que l'ordre nous vienne de le reboucher. »

La manœuvre pourtant assez simple de Man-

teuffel avait mis complètement en défaut la sagacité militaire de « l'homme de Tours. » Après la bataille de Villers-Bretonneux, il avait cru d'abord que ce général lançait toute son armée à la poursuite des troupes qui venaient de lui céder Amiens. Quand il apprit le mouvement rétrograde des détachements prussiens qui avaient simulé cette poursuite sur Arras et Abbeville, puis l'évacuation d'Amiens par le gros de l'armée ennemie, il ne manqua pas de s'imaginer que ce changement de direction était déterminé par un ordre précipité de rappel sur Paris. En conséquence il s'empressa de télégraphier le 1er décembre, d'abord au commandant de l'armée de Rouen, puis à tous les préfets, qu'Amiens venait d'être évacué par suite des combats livrés sous Paris, que, de ce côté, comme de partout, les forces allemandes se repliaient précipitamment ***sur Paris*** (1). Le 3, il

(1) La longue dépêche, adressée aux préfets, est un document de haute curiosité : « Etrépagny a été enlevé *aux Prussiens,* Amiens évacué *par suite de la bataille de Paris.* — Qui donc douterait désormais de l'issue finale de cette lutte ? Les Prussiens peuvent mesurer aujourd'hui la différence qui existe entre un despote et un peuple armé... Ce sera l'éternel honneur de la République d'avoir rendu à la France le sentiment d'elle-même, de lui avoir *ramené l'honneur, la discipline, la victoire.* »

télégraphiait de rechef à ses préfets, sans oublier celui de la Seine-Inférieure, que « le mouvement de retraite de l'ennemi dans le Nord paraissait se prononcer. » Ce télégramme, monument de la sincérité ou de la perspicacité du dictateur, fut affiché à Rouen, la veille de l'entrée des Prussiens !

Tandis que l'imagination de l'organisateur du désarroi national escomptait ainsi les succès présumés de Ducrot et de d'Aurelles, ses cascades stratégiques réagissaient d'une façon désastreuse sur les dispositions de nos autorités militaires. Ainsi, le 1er décembre, tandis que les Prussiens quittaient Amiens en effet, mais pour marcher sur Rouen et non sur Paris, le commandant Rousset recevait chez moi, vers onze heures du soir, un long télégramme qui lui prescrivait de requérir toutes les pioches, pelles et brouettes du pays, de commencer et de poursuivre, sans désemparer, des travaux de fortification de toute espèce, d'intercepter toutes les issues, etc. Des ordres semblables étaient adressés dans tous les cantonnements voisins, comme si l'on eût redouté une furieuse attaque de l'ennemi, en représailles de de son échec d'Etrépagny. En réalité, ces préparatifs ostensibles de défense avaient pour but de dissimuler le très-prochain départ de troupes.

On songeait alors à les diriger sur Paris par la voie la plus rapide, c'est-à-dire par le chemin de l'Ouest qui avait repris son service jusqu'à Vernon, depuis que nos troupes avaient réoccupé cette ville. Telles étaient réellement les dispositions prises et en cours d'exécution, conformément aux ordres expédiés de Tours le 30 novembre, ordres que le dictateur Gambetta, avec sa haute intelligence de la guerre, maintenait encore trois jours après, malgré les instances réitérées des autorités militaires et civiles, et alors que les colonnes prussiennes touchaient déjà aux limites de la Seine-Inférieure (1) !

Le 3 au matin, le commandant Rousset reçut donc l'ordre d'évacuer immédiatement Verclives et de se diriger sur Fleury, d'où sa troupe devait être transportée à Pont-de-l'Arche, et ensuite, pensait-on alors, à Vernon par la ligne de l'Ouest.

Cette nouvelle nous causa d'abord plus de satisfaction que d'inquiétude, bien que le départ de notre petite garnison nous laissât à la merci des « maîtres brûleurs » d'Etrépagny. Mais nous partagions encore pour quelques heures les illusions

(1) On trouvera de plus amples détails à ce sujet dans le chapitre suivant, consacré à l'occupation de Rouen.

officielles. Nous croyions, et cela était vrai à cette date, que ce mouvement se rattachait à l'exécution des ordres pressants de rappel sur Paris. De plus, on affirmait que les Saxons venaient enfin d'être expulsés de Gisors. Je demandai en particulier au commandant ce qu'il en pensait ; il ne me répondit que par un signe tristement négatif...

J'espérais pourtant, ou plutôt je m'efforçais d'espérer qu'on ne nous trompait pas tout à fait cette fois, que l'effort énergique, tentée par l'armée de Paris déterminait, dans ce moment même, un mouvement rétrograde des forces destinées à l'invasion de la Normandie.

Avant de donner le signal du départ, le commandant Rousset, montant un cheval pris à Etrépagny, parcourut les rangs de ses soldats rassemblés sur la place, et leur fit une chaleureuse allocution. Il les exhorta à se mettre, par la patience et le courage, à la hauteur des dangers de la patrie, à prouver aux envahisseurs que nous n'avions pas besoin, pour vaincre, de recouvrir comme eux à ces indignes moyens, l'incendie et l'espionnage ! Cette harangue vraiment militaire fut accueillie par des acclamations enthousiastes. Après avoir complimenté M. Rousset de ce talent oratoire que je ne lui soupçonnais pas, j'accompagnai

les soldats dans la traversée du pays ; l'éloge mérité du commandant était dans toutes les bouches.

Nous ne pouvions voir, sans un sentiment pénible, s'éloigner nos derniers défenseurs. Il y avait parmi eux de mauvaises têtes, des hôtes moins commodes que les mobiles. Mais plusieurs avaient figuré avec honneur dans les chocs terribles du début de la campagne ; ils avaient rapporté d'Etrépagny, des témoignages assurés de victoires, avec eux nous nous sentions vraiment protégés ! Aussi, leur départ nous fit éprouver une sensation inexprimable de délaissement, de tristessse, comme si l'on eût senti s'en aller aussi quelque chose de la patrie.

Tandis que nous suivions du regard à travers la plaine, du côté d'Ecouis, les dernières ondulations de cette troupe en marche, d'autres habitants aperçurent, dans la direction opposée, une fusée s'élevant derrière la gare de Saussay. C'était évidemment le signal du départ de notre garnison, transmis par les éclaireurs ennemis. J'en conclus que nous ne tarderions pas à recevoir leur visite.

Le lendemain, en effet, on signala, dès le point du jour, l'apparition de l'ennemi en force avec du canon. Un bataillon de mobiles de l'Oise, qui oc-

cupait encore Ecouis, se porta aussitôt en avant avec un escadron de chasseurs et quatre pièces d'artillerie, et l'on échangea, pendant plusieurs heures, une canonnade et une fusillade assez vives, mais sans résultat. Le théâtre de cette escarmouche étant parallèle à notre village, nous n'en perdîmes aucun détail. Nous distinguions parfaitement la lueur des coups de canon, les nuages de poussière qui s'élevaient des sillons où les boulets venaient s'enterrer. De part et d'autre on tirait à peu près hors de portée. Nos troupes avaient l'ordre absolu de rester sur la défensive ; les Saxons, de leur côté, voulaient seulement s'assurer si Ecouis était encore occupé, et peut-être retenir, par cette démonstration, une troupe dont la retraite allait être sérieusement menacée.

Leur avant-garde s'était avancée jusqu'au village de Boisemont, sur la route de Magny, et s'y était embusquée de manière à faire au besoin un feu meurtrier sur les mobiles, qui, heureusement, n'allèrent pas jusque là. Mais elle eut elle-même à essuyer, sur sa gauche, la fusillade des francs-tireurs havrais, qui avaient monté du vallon d'Harquency par le coteau boisé de Léoménil, et qui tuèrent ou blessèrent une douzaine d'hommes.

L'artillerie ennemie avait pris pour point de

mire le village de Frénelles, entre Boisement et Ecouis. Une ferme, particulièrement signalée aux artilleurs saxons comme ayant été occupée plusieurs fois par nos troupes, reçut à elle seule huit obus, qui firent plus de bruit que de mal. L'un de ces projectiles tomba sur le toit d'une étable à porcs, en effondra la majeure partie, brisa l'auge de pierre... Mais, par un hasard original, les habitants de cette étable, s'étant blottis d'instinct du côté opposé à l'explosion, furent retrouvés sains et saufs. L'un d'eux, toutefois, avait éprouvé une disgrâce analogue à celle de la jument de Tom O'Snanter dans la fameuse ballade de Burns. Seulement, ce n'était pas une sorcière, mais un éclat d'obus qui avait radicalement supprimé la queue de ce quadrupède.

Le feu cessa de part et d'autre vers cinq heures de l'après-midi.

Cette démonstration de l'ennemi ne s'accordait guère avec la délivrance prétendue de Gisors, et autorisait les plus fâcheuses conjectures. Mais les événements suivaient leur cours avec une rapidité qui devançait toutes les prévisions. Dans la matinée du lendemain (5 décembre), nous apprîmes avec stupeur, non-seulement que nos troupes avaient quitté précipitamment Ecouis et

tous les cantonnements voisins, mais que l'occupation de Rouen par l'ennemi était imminente. Elle eut lieu en effet le même jour vers deux heures de l'après-midi (1).

Ecouis avait été évacué la veille au soir. Ce départ immédiat avait été prescrit itérativement par deux télégrammes qui arrivèrent coup sur coup pendant qu'on se battait encore. L'ordre était si pressant, que ces jeunes soldats, après avoir passé toute la journée sous les armes, durent se mettre en marche sans dîner. Dans ce désaroi universel, le jeûne était à l'ordre du jour.

Ce brusque abandon de toute notre ligne de défense était le résultat inévitable de l'échauffourée de Buchy (4 décembre), et du mouvement tournant de l'ennemi par Forges et Gournay. La position de l'Andelle se trouvait ainsi prise à revers par des forces supérieures, et la retraite des nôtres aurait été bien autrement désastreuse si la division saxonne qui débouchait directement de Gisors, au lieu d'employer toute la journée dn 4 à tâter seulemont nos avant-postes, avait poussé vigoureusement dès le matin sur Ecouis

(1) Cette occupation sera l'objet d'un chapitre spécial.

et Grainville. Tout ce qui se trouvait encore de troupes françaises dans la partie supérienre de la vallée eût été coupé et fait prisonnier.

L'excessive circonspection de l'ennemi atténua quelque peu les conséquences de cette série d'hésitations, de malentendus, de fausses mesures, dont la responsabilité première incombe à « l'homme de Tours. »

Nous restâmes deux jours dans un état d'attente anxieuse, dont rien ne saurait donner l'idée à ceux qui n'ont pas subi les mêmes épreuves. Un incident, minime en lui-même, redoublait encore l'effroi des habitants de ma commune. Dans la nuit du 5 au 6, deux cavaliers couverts de manteaux semblables à ceux de nos chasseurs, vinrent frapper à la fenêtre de l'un des fermiers du pays, et lui demandèrent des renseignements sur les différentes troupes qui avaient tour à tour séjourné chez nous, francs-tireurs, mobiles et troupes de ligne. Ces individus parlaient bien le français, mais avec un accent allemand des plus prononcés, si bien que le fermier, qui n'était pourtant pas des plus fins, commença à soupçonner le lendemain matin que ces prétendus chasseurs pouvaient bien être des ennemis. Nous sûmes en effet, quelques jours après,

que deux cavaliers saxons s'étaient vantés, dans nos environs, du succès de leur reconnaissance nocturne à Verclives.

Un autre incident, connu de très-peu de personnes, m'inquiétait plus sérieusement. J'avais appris de source sûre que plusieurs éclaireurs saxons avaient exprimé hautement, dans notre voisinage, l'intention de venir rendre une visite des moins amicales au village d'où était partie la troupe de ligne qui les avait si bien arrangés à Etrépagny. Si odieuses qu'eussent été de telles représailles, les antécédents de l'ennemi autorisaient à les redouter.

Enfin, le 7, vers midi, je vois arriver quelques lanciers saxons conduits par un officier. Ils firent halte sous mes fenêtres, justement à l'endroit où avait stationné, quelques jours auparavant, un de leurs caissons pris à Etrépagny. L'officier me dit en allemand que notre commune n'aurait à supporter ni réquisitions, ni logements militaires, mais que tout acte d'hostilité commis contre des détachements isolés qui passeraient sur notre territoire serait punie, au minimum, d'une amende de mille francs. Cette immunité spéciale des charges de la guerre nous était accordée, me dit-il, en exécution d'ordres supérieurs. *Es ist*

befohlen! Il m'annonça aussi pour le lendemain le passage, sur la grande route, d'une forte colonne dirigée sur Ecouis.

J'ai dû peut-être ces ménagements exceptionnels au souvenir d'un travail publié trois ans auparavant sur la campagne de Sadowa, travail fait sur des documents de source prussienne, et qui avait été, à ce qu'il paraît, plus remarqué en Allemagne qu'en France (1). Peut-être aussi s'était-on rappelé que mon beau-père, le baron Bignon, chargé de l'administration générale de Berlin et d'une partie de la Prusse conquise en 1806, avait fait preuve, dans l'accomplissement de cette tâche délicate, d'une modération et d'un désintéressement auxquels les écrivains allemands ont rendu

(1) *La guerre de Sept-Jours*, campagne de 1866 en Allemagne. *Revue contemporaine*, nos des 15 et 30 juin, 15 août et 30 septembre 1867. La conclusion de ce travail était que, « nonobstant un préjugé trop accrédité en France, la victoire des Prussiens devait être principalement attribuée, non à l'emploi du fusil à aiguille, mais aux causes morales, à la vigoureuse organisation de tous les services militaires, au mérite de la direction supérieure, et enfin à l'opinion que la cause prussienne était celle de la nationalité allemande. » Je disais en finissant : « Toute autre interprétation des résultats de cette campagne est fausse *et pourrait, à un moment donné, devenir dangereuse.* » Je ne croyais pas moi-même si bien dire; mais hélas! *Vox clamantis in deserto!....*

hommage. Quoi qu'il en soit, je dois dire que cette promesse d'exemption a été tenue fidèlement jusqu'à la conclusion de paix.

Nos voisins n'eurent pas le même bonheur. Le 8, Ecouis dut donner l'hospitalité à 3,000 Prussiens de l'armée de Manteuffel. Le même jour, vers midi, nous vîmes défiler dans la plaine les troupes saxonnes venant de Gisors, qu'on m'avait annoncées la veille. On remarquait, à la queue de la colonne, une voiture à quatre chevaux, laquelle contenait non pas *Micmac* (Bismark) en personne, comme l'assurait une bonne femme du pays, mais le général saxon Senft de Pilsach.

Au moment où la tête de cette colonne arrivait à l'entrée d'Ecouis, soudain nous vîmes, de notre coteau, toute la troupe faire volte-face et retourner en toute hâte sur ses pas. On fut d'abord tenté d'attribuer ce revirement à un ordre de rappel sur Paris, provoqué par quelque grand revers. La cause était malheureusement toute différente. Les Saxons avaient trouvé, à leur grand désappointement, des Prussiens déjà installés dans Ecouis, et les chefs des deux troupes ne se souciaient pas de les loger ensemble, vu le peu de sympathie qui règne entre ces deux catégories d'Allemands.

Les Saxons rétrogradaient donc pour aller

s'installer dans les villages les plus proches sur les deux routes de Paris. Nous vîmes d'abord repasser au galop la voiture de *Micmac;* puis l'infanterie, l'artillerie. Nous assistâmes enfin, vers trois heures, au défilé des fantassins, dont les chants joyeux arrivaient distinctement jusqu'à nous. Ces chants, plus harmonieux que ceux de nos soldats, n'en affectaient pas moins désagréablement des oreilles françaises.

Plusieurs communes de la vallée, notamment Touffreville, Ménesqueville, Charleval, Pont-Saint-Pierre, eurent beaucoup à souffrir du passage des troupes prussiennes du premier corps, qui se répandaient comme un torrent dans la vallée d'Andelle. Le froid était des plus vifs, et les soldats transis se procuraient du bois *per fas et nefas*. Quand on ne leur procurait pas du combustible à indiscrétion, ils y suppléaient avec les portes, les chaises, les lambris, les tonnes de cidre défoncées. A Lyons et Rosay, de grands malheurs furent évités, grâce à l'intervention de la famille V...n ; elle se vengea dignement ainsi des calomnies qui avaient longtemps circulé sur son compte. A Rosay, malgré la retraite des troupes françaises, quelques gardes nationaux avaient été tirailler dans la forêt contre l'avant-garde prus-

sienne ; sans madame de V...n, cet acte de témérité patriotique allait être châtié par l'incendie de tout le village. Le lendemain, les Prussiens, prenant pour une *révolte* un imprudent appel de tambour qui n'était que le signal du désarmement, faillirent renouveler les exécutions de Bazincourt. Ils se préparaient à fusiller, comme pris les armes à la main, plusieurs habitants, arrêtés au moment où ils rapportaient leurs armes à la mairie. Ils durent la vie aux prières et aux explications allemandes de Mme de V...n. Pendant ce temps, sa fille, Mme de C..., contrainte de recevoir à Argueil (Seine-Inférieure) le général de Manteuffel, s'en dédommageait en lui arrachant un contre-ordre au bombardement de la petite ville de Lyons, dont tout le crime était d'avoir servi de quartier-général à des corps francs.

Le premier passage des Prussiens à Ecouis fut signalé par deux épisodes : l'un burlesque, l'autre pathétique. Des soldats logés chez un des principaux habitants, ayant bu avec excès jusqu'à une heure fort avancée, et ne s'en trouvant que plus altérés naturellement, forcèrent la cave et vidèrent avec enthousiasme deux bouteilles au casque argenté qu'ils tinrent de confiance pour champenoises, et qui contenaient... de l'eau de sedlitz!!!

D'autres eurent la chance d'héberger des gens du duché de Posen, des Polonais qui semblaient aussi affectés de l'invasion que les Français eux-mêmes. Ils racontèrent dans un français incorrect, mais expressif, que leurs sentiments étaient bien connus des Prussiens ; qu'en conséquence, les soldats d'origine polonaise étaient répartis dans des compagnies composées en majeure partie d'Allemands ; que néanmoins ils s'efforçaient toujours, en chargeant, de laisser couler la cartouche à terre, ayant horreur de tirer sur des Français. Ils se firent conduire à l'église, et y prièrent longtemps prosternés, suivant leur coutume nationale, « pour la Pologne et pour la France. » Enfin, en partant, ils laissèrent à leurs hôtes plus de provisions qu'ils n'en avaient eux-mêmes consommées.

Plus d'une scène semblable a eu lieu dans les départements envahis. En prêtant leurs concours aux saturnales de la Commune, quelques Polonais indignes ont refroidi, dans ces derniers temps, la sympathie qu'on portait à leur malheureuse patrie. Mais ces égarements ne sont que le fait d'un petit nombre, et les Polonais seront toujours, malgré tout, les Français du nord. La désertion de leur cause est un des crimes qne nous expions aujourd'hui.

Les Andelys eurent à supporter à leur tour, le 10 et le 11, un passage considérable de troupes. Plus de 12,000 hommes, appartenant les uns au premier corps (prussien), les autres au douzième (saxon), étaient concentrés sur ce point pour franchir la Seine. On vit là se manifester avec éclat cette antipathie persistante entre les deux peuples, ce *particularisme*, qui aurait pu devenir pour nous un puissant auxiliaire, si la guerre avait été mieux conduite au début. De nombreuses rixes eurent lieu, principalement dans les cabarets. Prussiens et Saxons se renvoyaient, souvent avec raison de part et d'autre, l'épithète de voleurs. Les chefs avaient jugé à propos de laisser dormir la discipline d'un sommeil assez lourd : des débits de tabac et de boissons, des magasins d'étoffes et de chaussures furent à peu près mis au pillage. Dans un hôtel, les officiers trouvant sur la table des couverts d'étain, les firent voler par la fenêtre et réclamèrent de l'argenterie. *Væ victis!*

Ces troupes passèrent le lendemain sur un pont de bateaux pour aller renforcer l'armée du duc de Mecklembourg, en marche sur Evreux et Louviers. Ce pont, jeté tout près des débris de celui du petit Andelys, fut terminé en moins de trois heures,

Les Prussiens attachaient une grande importance à ce mouvement, car le général Mantenffel était venu de Rouen pour assister au passage. Les officiers firent faire une vue de leur pont, dominé par le château Gaillard. On sait qu'ils ont emporté aussi un grand nombre de photographies de nos monuments. Ils recherchaient aussi les portraits, surtout ceux de jeunes et jolies femmes, sans doute pour faire croire, au retour, qu'aucun genre de succès ne leur avait manqué...

Espérons que nos fils, au moins, iront leur reprendre ces souvenirs!

Depuis l'occupation totale du Vexin et celle de Rouen, nos journées s'écoulaient dans une lugubre uniformité. Toutes les communications postales furent interrompues pendant la première quinzaine. Nous en étions réduits aux conjectures les plus hasardeuses sur ce qui se passait en France, et notamment à Paris. Dans cet isolement, toutes les têtes étaient en travail : les rumeurs les plus absurdes étaient accueillies avec une confiance aveugle. Naturellement, l'imagination populaire n'admettait que des légendes de victoires ; c'était aux plus prodigieuses, aux plus insensées qu'on croyait de préférence. Il semblait impossible que

la fortune continuât de s'acharner à ce point sur la France, que tout ces désastres ne fussent pas suivies d'une revanche foudroyante.

Quelques habitants du pays pénétraient de temps à autre jusqu'à Rouen, et en rapportaient aussi d'étranges histoires. Tantôt des francs-tireurs étaient aux portes de la ville ; leur chef y avait pénétré sous un déguisement, et commandé le dîner de sa troupe pour le lendemain. Tantôt c'était toute une flottille prussienne à vapeur qui avait été coulée à fond par notre artillerie. C'était l'incident, bien connu depuis, des navires de commerce anglais détruits par des torpilles prussiennes, qui nous arrivait sous ce bizarre travestissement. Pendant plusieurs jours, il ne fut bruit que du prétendu désastre de 6,000 ennemis, qui auraient péri du côté du Havre, submergés par suite de la rupture d'une écluse. Une autre fois, on nous affirmait qu'à la réception d'un télégramme, le général de Manteuffel, déjeûnant avec son état-major, s'était brusquement levé, avait brisé sa chaise et son épée dans un paroxysme de rage ; que les officiers consternés avaient quitté précipitamment la table, laissant le déjeûner inachevé et le champagne intact !

Le *nec plus ultra* du genre était un soi-disant

télégramme sans date, qui, malgré l'occupation, a circulé pendant plus de quinze jours, imprimé ou manuscrit dans la Seine-Inférieure et l'Eure. Il y était question de 160,000 Prussiens tués ou blessés sous Paris, outre 63,000 *noyés dans la Marne*, et 450 canons pris ou encloués. M. de Bismark était prisonnier ; Guillaume en fuite, Frédéric-Charles coupé en deux et son armée aussi. Trochu, d'Aurelles et *Garibaldi* s'étaient *donné la main*, expression que certaines gens interprétaient au pied de la lettre. Toute l'armée bavaroise avaient demandé des *habits civils* ; les Prussiens encore en vie avaient levé la crosse en l'air en criant : *Vive la République !* En apprenant ces nouvelles, ceux qui occupaient Rouen avaient mis de suite bas les armes, etc. Le tout était signé : *Gambetta ;* aussi des patriotiques fougueux regardaient les incrédules d'un fort mauvais œil. On nous soutint encore sérieusement, pendant assez longtemps, que des éclaireurs français avaient paru à Magny. Cette fausse joie avait été occasionnée par l'apparition de nouveaux uniformes, non moins allemands que les autres, hélas ! Enfin, le bruit de l'arrivée du corps de Vinoy à Elbeuf avait pris une telle consistance, que les autorités françaises crurent devoir le démentir officiellement.

Tandis que ces bulletins apocryphes circulaient, les journaux d'Evreux recommençaient à nous parvenir de temps à autre, quand les Prussiens ou l'état de la Seine le permettaient (1) ils nous apportaient des nouvelles bien différentes, et malheureusement plus authentiques : l'échec des armées de Paris et de la Loire, et la retraite si maladroitement expliquée de la délégation de Tours sur Bordeaux. Cet incident qui, suivant un historiographe gambettiste, *aurait dû rassurer* (2), produisit un effet absolument contraire.

L'occupation de Rouen avait déterminé la retraite immédiate des troupes échelonnées dans la vallée de la Seine, au moment où elles s'attendaient à marcher sur Paris, et de celles qui protégeaient Evreux. Il y avait dans ce chef-lieu quelques milliers de mobilisés, qui furent dirigés en grande partie sur Bernay et Lisieux. Là, quelques-uns, auxquels on reprochait à tort d'avoir abandonnné leur poste sans combattre, prétendirent « qu'on avait tout fait pour les

(1) On sait que les journaux de Rouen avaient patriotiquement suspendu leur publication, malgré les injonctions prussiennes. Ils ne reparurent qu'après la conclusion de l'armistice.

(2) De Freycinet, *la Guerre en province*.

éloigner. » Cette excuse, évidemment absurde, n'en fut que plus avidement recueillie et colportée par de ces prétendus patriotes qui n'aiment à voir partout que trahison et lâcheté. Toutes les villes envahies ont eu à supporter, par surcroît, ces assauts de calomnie ; les Rouennais en savent quelque chose... A Evreux, comme ailleurs, la question n'était pas de savoir si certaines personnes dormaient plus ou moins tranquilles, si leur *timidité* ne trouvait pas son compte dans l'impossibilité absolue de se défendre. Une pareille recherche dénote plus de fiel que de vrai patriotisme; elle ne sert qu'à troubler et irriter profondément les esprits, dans les temps où l'union serait le plus nécessaire. La vérité est que l'évacuation de Rouen imposait celle d'Evreux ; que cette ville, ouverte de toutes parts, réduite à sa garde nationale sédentaire, menacée par des forces relativement considérables, ne pouvait plus opposer de résistance. Dans la soirée du 6, un escadron prussien y fit une première apparition, et l'occupation définitive eut lieu le 8 dans l'après-midi.

L'administration préfectorale, qui n'avait rien fait depuis le commencement de l'invasion, s'était transportée à Bernay, où elle continua à déployer la même activité, jusqu'à sa retraite définitive hors

du département. La municipalité du chef-lieu restait donc seule en face de l'ennemi ; elle remplit honorablement une tâche difficile. L'histoire d'Evreux, pendant ces jours néfastes, ressemble à celle de toutes les villes envahies : elle n'est plus qu'une lutte sans relâche contre les exigences croissantes du vainqueur. L'épisode le plus curieux de cette occupation est la signification faite, le 5 janvier suivant, au maire d'Evreux, à propos de quelques articles d'un journal de la localité. Le maire était prévenu « qu'à l'avenir il serait considéré comme responsable du contenu de ce journal ; qu'il aurait ou à le faire cesser, ou à livrer le rédacteur...; enfin, qu'en cas de récidive, la ville d'Evreux serait *bombardée* !... » Cette menace de bombarder une ville à propos d'articles de journaux est un des incidents les plns caractéristiques de l'invasion. Quelque temps après, le journaliste ébroicien qui avait provoqué cette tempête eut à subir des vexations personnelles qu'il a racontées en grand détail dans un pamphlet intitulé : « Histoire héroï-comique d'un journaliste français et d'un préfet allemand. » Il eut à héberger pendant cinq jours seize garnisaires, choisis parmi les plus voraces et les plus malpropres du régiment qui occupait alors Evreux.

C'était ainsi qu'on châtiait souvent les vaincus trop peu résignés.

Cet opuscule contient aussi quelques renseignements utiles sur les violences exercées dans l'arrondissement d'Evreux, à une époque où toute résistance avait cessé. Ainsi, plusieurs habitants du canton de Conches et le curé de la Bonneville eurent à subir un emprisonnement rigoureux, « pour avoir refusé de livrer des francs-tireurs qui peut-être n'existaient pas. »

Pendant cette première période de l'occupation prussienne, je trouvai quelques informations intéressantes dans des journaux allemands, oubliés chez des habitants de communes voisines. Je pus voir ainsi, à diverses reprises, des numéros de différents journaux de Cologne, de Dresde, du *Kladderhaddatsch* et des *Guêpes* de Berlin, de la *Gazette universelle illustrée* du Würtemberg, contrefaçon de notre *Illustration* parisienne. L'une des gravures de cette gazette illustrée représentait l'entrée d'un convoi de prisonniers dans la salle « de restauration » de la gare de Berlin. Des zouaves, des turcos, déjà attablés, font honneur aux chopes et aux cigares que leur prodiguent les Berlinoises. Le rédacteur du texte allemand entrait à ce sujet dans une grosse colère ; il qua-

lifiait de curiosité dépravée l'empressement charitable des Allemandes, et les rappelait au patriotisme et à la pudeur...

Dans un autre article, écrit vers la fin de novembre, il était dit textuellement « que le but de la guerre serait manqué si l'Allemagne n'obtenait pas, non-seulement l'Alsace et la Lorraine en entier, mais une partie de la Bourgogne et de la Franche-Comté, indispensables pour la sécurité des frontières du nouvel empire germanique ; qu'il fallait que la France demeurât affaiblie au point d'être hors d'état de recommencer la guerre, même avec le concours d'autres puissances... » L'auteur de ces élucubrations gallophobes était un nommé Hacklander, un romancier douceâtre dont quelques productions ont pourtant été traduites en français, notamment plusieurs volumes de « Scènes de la vie militaire en Prusse. » Cette vie ne nous est maintenant que trop connue ; nous nous passerons désormais de ces informations germaniques.

Parmi les caricatures les plus supportables du *Kladderhaddatsch*, le *Charivari* prussien, nous en avons remarqué deux qui ont trait à l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine. Toutes deux prouvent qu'on ne se fait aucune illusion en Allemagne sur

les sentiments des populations annexées. Dans l'une, deux enfants représentant ces provinces s'effraient de l'apparition d'un *gouverneur* qui s'efforce de prendre un air aimable, et n'aboutit qu'à une affreuse grimace. Cette figure est, dit-on, la caricature fort ressemblante du gouverneur actuel, M. de Bismark-Bohlen. L'autre dessin nous montre le grand Bismark lui-même, tenant un enfant au maillot qui se raccroche en piaillant à sa moustache. « Voilà, dit la légende, l'effigie du premier Alsacien qui se *rattachera* volontairement à nous. *Vivant sequentes !* » Ainsi, de l'aveu des Allemands eux-mêmes, cette fusion serait une œuvre longue et pénible. La laisserons-nous s'accomplir ?

Une autre caricature représentait encore l'inévitable Bismark, dans une attitude de méditation anxieuse (*In Sorgenstuhl vor Paris*), entouré de différents personnages et emblèmes figurant tous les gouvernements passés, présents et possibles en France, et se demandant « avec qui il va traiter de la paix ? »

Les Prussiens consentaient bien quelque fois à communiquer d'anciens journaux, surtout ceux qui contenaient les choses les plus désagréables pour la France, mais ils dissimulaient soigneu-

sement ceux d'une date récente, où l'on aurait pu trouver quelques renseignements sur des mouvements militaires en cours d'exécution. Il y avait évidemment sur ce point une consigne rigoureuse.

Nous vivions dans un état d'isolement absolu, bloqués à la fois par la neige et par l'invasion. Nonobstant les fameuses instructions de la préfecture, on savait bien que les habitations désertes étaient les moins ménagées, et personne n'osait bouger de chez soi. Il y avait encore un autre motif pour ne pas s'exposer à rencontrer, par ces mauvais temps, des détachements ennemis en marche, surtout des fantassins. Ils ne se gênaient nullement pour réquisitionner, séance tenante, les chevaux et voitures qui se trouvaient sur leur passage. Les propriétaires avaient le droit de suivre à pied, avec la chance de rattraper leurs chevaux quand ils ne pouvaient plus se tenir. Je pourrais citer des exemples incroyables de vexations de ce genre. Ainsi deux cultivateurs de ma connaissance, revenant ensemble de Gisors à Doudeauville, furent arrêtés par des cavaliers qui forcèrent l'un des voyageurs de descendre, de ramasser un des leurs qui avait roulé ivre-mort dans un des fossés de la route, de le coucher en travers du cabriolet sur les genoux de

l'autre voyageur, enfin de rebrousser chemin à pied, tenant le cheval par la bride, pour rapporter à la ville le « pauvre camarade malade. »

Un incident des plus tristes des premières semaines de l'occupation, dans notre contrée, fut le passage des mobilisés de Vernon prisonniers. Ils étaient redevables de cette mésaventure à une dernière bévue de l'administration préfectorale réfugiée à Bernay. Au moment même où la plus grande partie du département était envahie, ces mobilisés, répondant à l'appel précédent de l'autorité, venaient se mettre à sa disposition. Au lieu de les diriger sur le prochain dépôt pour y être équipés et armés, on s'avisa de les renvoyer chez eux, décision absurde de tout point dans de telles circonstances. Ainsi qu'on aurait dû le prévoir, en s'en retournant ils tombèrent aux mains de l'ennemi. Nous eûmes le chagrin de voir passer une centaine de ces prisonniers, épuisés de fatigue et de faim. Par suite d'une fausse direction donnée à l'escorte, ils avaient fait ce jour-là plus du double du chemin, et n'arrivèrent à Ecouis qu'à une heure fort avancée, n'ayant rien pris depuis la veille. Leur capture ayant eu lieu tout près de Vernon, plusieurs avaient été rejoints par leurs femmes et leurs enfants. Tous ces pauvres gens

étaient dans un état de désolation inexprimable ; pourtant ils espéraient encore être dispensés de la translation en Allemagne. On sut bientôt que leur espérance avait été trompée ; mais ils revinrent dès le mois de mars suivant. Leur captivité avait été adoucie et abrégée, grâce aux soins généreux et aux démarches du châtelain de Bizy, M. F. Schikler.

Pendant cette période obscure et douloureuse de l'invasion, plusieurs centaines de véhicules grands et petits, furent mis en réquisition dans le Vexin normand, pour les terrassements du siége de Paris. Parmi les conducteurs de nos attelages, plus d'un a regretté de n'avoir pas plutôt péri les armes à la main. Quelques-uns moururent d'épuisement ou de nostalgie ; d'autres parvinrent à s'échapper, laissant-là chevaux et voitures. J'ai interrogé plusieurs de ceux qui avaient passé quelques semaines dans cet enfer de glaces et de flammes. Leur vie avait été, pendant tout ce temps, comme un cauchemar continuel ; la plupart n'avaient pas même conservé une idée bien nette des localités où ils avaient passé ou séjourné. Les uns avaient été retenus entre Pontoise et Saint-Denis ; d'autres entraînés fort loin du côté du sud. Une fois rendus à destination, ces

voituriers français étaient réduits à l'office de palefreniers. Les Prussiens se montraient, jusque dans ces menus détails, fidèles au système général de dissimulation qui leur a si bien réussi : tous les soirs, ils faisaient atteler, et ensuite emmenaient eux-mêmes voitures et chevaux, qu'ils ramenaient avant le jour dans un état pitoyable. Tout ce qu'il était possible de deviner de cet œuvre de ténèbres, c'est qu'ils se servaient de ces équipages non-seulement pour la terrasse, mais pour l'enlèvement des morts et des blessés, car souvent les voitures revenaient pleines de sang.

Ces voituriers réquisitionnés étaient traités aussi durement que des prisonniers de guerre. On ne leur donnait, aussi bien qu'à leur bêtes, que strictement ce qu'il fallait pour les empêcher de mourir de faim. Le jour, il leur était expressément défendu de s'écarter des maisons qui leur servaient de refuge, lugubres demeures, veuves de leurs habitants, auxquelles manquaient les portes, les lambris arrachés pour alimenter les feux. Là, le bruit du canon retentissait incessamment à leurs oreilles. Parfois, trompant la surveillance de quelque sentinelle, ils sortaient, parvenaient à gagner un point culminant d'où ils apercevaient, à travers la fumée et le brouillard, la silhouette encore mena-

çante d'un de nos forts. De temps en temps, des ouragans de mitraille française arrivaient jusqu'aux lignes ennemies. Alors, on voyait au loin s'agiter, se déplacer ces noires fourmilières prussiennes, reculant de tanière en tanière pour se garer de nos projectiles...

Et voilà comme ils ont vaincu !

IX.

OCCUPATION DE ROUEN.

Nous allons maintenant résumer, dans le meilleur ordre possible, les faits relatifs à l'occupation de Rouen, en tenant compte des documents déjà publiés, et d'informations particulières venant de bonne source. De cet ensemble d'appréciations souvent contradictoires, nous nous efforcerons de dégager la vérité.

A Rouen, comme partout, on a crié : nous avons été trahis! et l'on avait raison. Mais trahis par qui ? C'est là-dessus qu'il faut s'entendre.

Comme l'a dit un écrivain distingué, « la France a été trahie par ses défauts : voilà les traîtres que l'histoire doit dénoncer sans pitié (1). » Ajoutons que les plus traîtres de ces défauts, l'ignorance, l'incapacité présomptueuse, semblaient personnifiés dans les hommes qui s'étaient arrogé la dictature.

Dès le début de la crise, les autorités rouennaises avaient fait leur devoir. Le conseil municipal élu en août avait organisé dans son sein un comité de défense; ce comité était à l'œuvre quand éclatèrent coup sur coup les catastrophes de Sedan et du 4 septembre. Conservé pour mémoire, ce comité de défense municipal se trouva annulé de fait par la création des comités de défense départementaux. En même temps, le commandement supérieur des gardes nationales de trois des départements de l'ancienne Normandie était confié à un ancien député, M. Estancelin, que son aversion notoire pour le régime déchu recommandait à la confiance du nouveau gouvernement.

On vit bien, dès les premiers jours, que la Normandie devait, pour sa défense, compter uni-

(1) Léo Joubert, *la Campagne de Sedan*, Revue de France, p. 226.

quement sur elle-même, sur ses gardes nationaux mobiles, mobilisables et sédentaires. La mission de leur commandant général était fort semblable alors à une dictature ; il avait bravement assumé la double responsabilité du maintien de l'ordre et des mesures contre l'invasion. M. Estancelin fit de son mieux dans la mesure de ses moyens, malheureusement fort restreints, comme l'atteste le rapport qu'il a récemment publié. L'armement avait été l'objet de ses premières préoccupations ; mais la pénurie financière paralysait tous les efforts. « Malgré des promesses et des demandes réitérées, le gouvernement n'envoya ni argent, ni mandat. » On avait à peine le dixième des armes nécessaires pour la garde nationale, et seulement en fusils d'ancien système. Cette situation était d'autant plus anormale, que, pendant ce temps, dans de grandes villes du Midi fort éloignées des Prussiens, on voyait parader d'étranges milices munies d'excellentes armes qui ne devaient jamais être employées contre les envahisseurs, bien moins encore au maintien de l'ordre.

On fit appel, non sans succès, à la munificence patriotique des particuliers : quelques acquisitions de fusils, d'artillerie, furent réalisées en Angleterre. D'autres auraient suivi, mais le

gouvernement dit de la défense nationale y mit bon ordre. On sait qu'il s'était empressé d'instituer une commission d'armement chargée d'accaparer les fusils sur tous les marchés du globe. Cette commission, sur laquelle on a beaucoup glosé à propos d'un procès récent, « relevait du ministère des travaux publics et fonctionnait d'une manière tout à fait indépendante de l'administration de la guerre, et *absolument hors de son contrôle* (1). » L'historiographe de M. Gambetta veut bien convenir que cette hiérarchie peut paraître *anormale*. L'anomalie était d'autant plus étrange que cette commission, installée à Tours, et relevant nominalement de l'administration des travaux publics bloquée dans Paris, n'entretenait de rapports suivis qu'avec le chef unique des départements de la guerre et de l'intérieur, en vue desquels elle travaillait. Le même écrivain nous apprend que ce fut grâce à l'influence personnelle de ce chef unique (M. Gambetta) *au sein du gouvernement* ! que la commission fut mise à même d'employer 200 millions en achats d'armes de toute espèce et de munitions. Par cette combinaison ingénieuse, ce fonctionnaire demeurait irres-

(1) M. de Freycinet, *la Guerre en province*, p. 55

ponsable d'opérations sur lesquelles il exerçait, en fait, une influence souveraine.

Quoi qu'il en soit, pour faciliter le travail de cette commission, le gouvernement de la défense avait jugé à propos de lui assurer un monopole exclusif. Dans ce but, il interdit, par un arrêté spécial, aux départements et aux villes, les marchés d'armes à l'étranger. Cette mesure vint paralyser au moment le plus décisif, dans nos départements menacés, l'action individuelle, la seule dont on pût attendre des résultats immédiats. D'une part, défense était faite d'acheter des armes à l'étranger; de l'autre, la commission d'armement était, paraît-il, dans l'impossibilité d'en fournir. Pendant tout le temps qui précéda la mise de ces départements en état de guerre (14 octobre), on ne put obtenir de cette commission, malgré des démarches incessantes, ni un fusil, ni une cartouche (1).

(1) P. 7 de la brochure de M. Estancelin.

J'eus occasion de m'entretenir avec quelques-uns de ces officiers envoyés à Tours, d'où ils ne rapportèrent jamais que des promesses. M. Gambetta paraissait fort soucieux à cette époque de l'insubordination flagrante de plusieurs villes du Midi. Dans l'une, on n'obéissait en aucune façon au représentant du nouveau gouvernement. Dans une autre, le commissaire général venait d'expédier au ministre un

Il est vrai que dans ces sombres journées, Rouen avait été illuminé un instant par l'apparition d'un météore, je veux dire de M. Gambetta lui-même échappé de Paris (7 octobre). Dans son rapide passage, il secoua sur la population quelques étincelles de la *flamme qu'il portait en lui*, suivant son historiographe. Il repartit en toute hâte, après avoir adjuré la foule de faire, de concert avec lui, *un pacte avec la mort*, de l'aider à sauver la République, etc. Cette éloquence avait son prix; mais quelques milliers de chassepots auraient bien mieux fait l'affaire des Rouennais.

M. Estancelin nous apprend que le plan qui limitait la défense à la ligne de l'Andelle fut concerté dès le principe entre lui et le général Gudin, qui commandait encore la division de Rouen, bien qu'il fût fort impatient, pour plus d'un motif, d'être relevé de ses fonctions. « Ces dispositions, dit M. Estancelin, me parurent excellentes et les seules à prendre. » Nous avons exposé, dans le chapitre consacré à l'occupatiou de Gisors, les raisons qui nous empêchent absolument de partager cette opinion. Malgré l'exiguité des ressources

télégramme de *cinq mots*, exprimant de la façon la plus énergique qu'il ne tenait aucun compte de ses instructions (novembre).

dont on disposait, nous persistons à croire qu'une démonstration sur la ligne de l'Epte, vers la fin de septembre, eût été possible et utile à tous les points de vue. C'était là « une de ces circonstances où il faut savoir risquer, » comme le dit ailleurs M. Estancelin lui-même.

En revanche, et pour le même motif, nous ne saurions désapprouver en principe la reconnaissance poussée au-delà de Mantes dans les derniers jours de septembre par la garde nationale de Rouen. Comme le dit très-justement M. Estancelin, il était bon que cette milice, qui avait fait ses preuves pour le maintien de l'ordre, donnât aussi l'exemple de la lutte contre l'invasion étrangère. Le danger, du reste, était moindre que ne l'ont pensé les critiques du commandant général et lui-même peut-être. Nous savons aujourd'hui, par les relations allemandes, que les forces ennemies qui opéraient à cette époque dans la vallée de la Seine, se composaient uniquement de la majeure partie de la brigade Bredow, appartenant à la 5e division de cavalerie prussienne, et de six compagnies d'infanterie bavaroise (1). Les observateurs qui signalèrent la

(1) Rustow, *Histoire de la Guerre de* 1870, p. 103.

présence d'un corps de 20,000 hommes sur ce point appartenaient évidemment à cette catégorie de gens à imagination vive, dont on disait, du temps du premier Empire, qu'en apercevant un arbre, ils croyaient toujours voir une forêt. Si l'ennemi avait été aussi nombreux, il est probable que « l'occasion si désirée de faire le coup de fusil avec lui » n'aurait pas manqué aux gardes nationaux rouennais. Il n'en est pas moins très-méritoire à ces gardes nationaux sédentaires d'avoir pris part volontairement à une reconnaissance aussi lointaine, et qu'ils avaient parfaitement le droit de croire très-aventureuse. Aussi leur commandant a bien fait de rappeler qu'aucune troupe française ne s'était approchée autant de Paris pendant le siége.

Moins graves heureusement que dans d'autres villes, les difficultés d'ordre intérieur furent néanmoins un moment assez menaçantes. Les autorités durent réprimer les manœuvres d'un soi-disant comité de vigilance ou d'initiative, qui prétendait se substituer à elles, et installer à Rouen un régime fort semblable à celui dont Paris devait connaître les douceurs quelques mois plus tard. Le commandant général fit preuve de fermeté, en s'opposant à l'organisation de deux compagnies

des plus franches, destinées à « opérer en dehors de l'action des autorités, » et devant être assujetties, sans nul doute, à une discipline encore plus *spéciale* que celle d'autres francs-tireurs. On pouvait craindre qu'une troupe formée sous de tels auspices n'en vînt, un beau jour, à faire usage des armes qu'on lui aurait remises ou laissé prendre, contre d'autres adversaires que les Prussiens.

Nous avons dit que l'escarmouche d'Ecouis avait produit à Rouen une alerte des plus vives. Le commandant général et les autorités militaires crurent, pendant quelques heures, qu'ils allaient être attaqués par une armée entière, et prirent des mesures en conséquence. Dans cette occasion, de nombreux gardes nationaux avaient répondu avec l'empressement le plus louable, de tous les points du département, à l'appel pressant des chefs, et plusieurs repartirent assez mécontents d'avoir été dérangés pour rien. Cependant leur déplacement aurait eu son utilité, si nous en croyons M. Estancelin, lequel persiste à penser que « les dispositions prises à Rouen ont pu éloigner de la pensée du prince Albrecht, commandant le *corps d'armée* de Gisors, l'idée de faire une pointe sur la capitale de la Normandie. » On

s'était singulièrement exagéré l'importance de cette démonstration prussienne du 14 octobre, et l'ex-commandant général paraît être resté sur cette fausse impression. Dans un des précédents chapitres de ces Souvenirs, nous croyons avoir nettement précisé la portée de cette démonstra tion sur Saussay et Ecouis. Elle était essentiellement défensive et non offensive. Ce qu'on appelle le *corps d'armée* du prince Albrecht n'était qu'un dépôt de fourrageurs, dont l'effectif, jusqu'à la fin de novembre, ne dépassa jamais 3,000 hommes. Les Prussiens avaient envahi Gisors, parce qu'ils savaient que, d'après les dispositions adoptées à Rouen, Gisors ne serait pas sérieusement défendu. Bien loin de songer à pousser de là une pointe sur Rouen, ce qui eût été insensé avec le peu de forces dont ils disposaient de ce côté, ils étaient constamment sur le qui-vive à Gisors, redoutant à toute heure un revirement de troupes françaises. C'était pour parer à ce revirement qu'ils étaient venus couper le chemin de fer à la hauteur de Saussay, et qu'ils avaient couvert cette opération en poussant quelques cavaliers sur Ecouis. On aurait dû le savoir alors ; on devrait au moins le comprendre aujourd'hui.

Dans la seconde quinzaine d'octobre, l'organisa-

tion hiérarchique de la défense fut de nouveau modifiée en Normandie par l'application d'un décret de Tours, en date du 14, qui mettait en état de guerre tous les départements situés à moins de 10 myriamètres de l'ennemi. Ce décret investissait d'une véritable dictature militaire le général commandant la division; et, par conséquent, reportait sur lui toute la responsabilité des opérations. Le général Estancelin constate avec empressement cette modification, qui le soulageait d'un fardeau bien lourd. A dater de cette époque il n'avait plus qu'à exécuter les ordres du général qui venait d'être appelé au commandement de la division de Rouen, et à organiser les forces qui devaient être mises à sa disposition.

Le 5 novembre, il annonçait au ministre que cette organisation faisait des progrès sérieux. A cette date, il évaluait à 34,000 hommes au moins l'effectif net des mobilisés disponibles pour les trois départements de la Seine-Inférieure, du Calvados et de l'Eure. Leur armement était complet, *mais seulement en fusils à percussion*. Encore ce résultat n'avait pu être obtenu « qu'en désarmant presque complètement la garde nationale sédentaire, surtout dans le Calvados et la Manche, où le nombre de ces gardes nationaux

armés, défalcation faite des pompiers, n'était plus que de *quatre ou cinq pour cent.*» Il avait bien fallu en venir là, puisque le gouvernement persistait à interdire l'achat d'armes et à ne pas en envoyer. On sait que l'armement des gardes mobiles était moins défectueux. Plusieurs bataillons avaient reçu, soit des fusils Snider, soit ceux du modèle de 1867 transformés, dits à tabatière : mais ces distributions de meilleures armes avaient eu lieu pour la plupart avant le 4 septembre (1).

Le général Estancelin s'occupait également avec activité de l'organisation des batteries d'artillerie, provenant les unes des arsenaux de l'Etat, les autres d'acquisitions faites directement en Angleterre. A cette date (5 novembre), deux batteries armées et équipées étaient en ligne ; l'une figura le lendemain à l'engagement du Thil-en-Vexin.

Le nouveau commandant en chef ne crut pas devoir, pour le moment, modifier le système de défense antérieurement adopté, et qui se rapportait, comme nous venons de le voir, à l'hypothèse

(1) Notamment pour les bataillons de la Seine-Inférieure, de la Somme, de l'Oise, de l'Eure, etc. A l'époque des combats d'Hécourt et de Vernon, les braves mobiles de l'Ardèche n'avaient encore que d'anciens fusils.

d'une attaque contre Rouen du côté du sud-est, par le *corps d'armée* qui était présumé occuper Gisors. Les troupes de diverses provenances qui occupaient la ligne de l'Andelle furent donc renforcées, mais maintenues sur le pied de la plus stricte défensive. On veut encore aujourd'hui que ces dispositions « aient empêché le département de la Seine-Inférieure d'être envahi ou rançonné par une *poignée de monde*, et nécessité l'envoi d'une armée entière (1). » Il faudrait pourtant s'entendre. Si l'on pensait barrer le passage à un corps d'armée projetant une attaque sérieuse, c'était une grande témérité que de s'exposer, comme on le faisait, à engager une bataille adossé à l'Andelle, sur l'extrême rebord des plateaux du Vexin. Si au contraire on n'avait affaire, comme c'était la vérité, qu'à « une poignée de fourracheurs, » on avait eu grand tort, à tous les points de vue, de ne pas agir vigoureusement contre eux, de ne pas empêcher le pillage de ces riches campagnes, qui alimentait les troupes employées à l'investissement de Paris et décourageait la population agricole. Elle se lassait, s'irritait avec raison d'être contrainte de nourrir à la fois et

(1) Estancelin, Introduction, p. XV.

l'armée d'invasion et une armée de défense par laquelle on n'était pas défendu. Le mécontentement fut surtout extrême après l'affaire du Thil, où on avait laissé échapper, par trop de circonspection, l'occasion la plus favorable de châtier l'audace croissante des fourrageurs prussiens.

Rouen n'était et ne pouvait être sérieusement menacé que du côté d'Amiens, par une des armées que la capitulation de Metz allait rendre disponibles. On comprit cela trop tard à Rouen ; à Tours, on ne le comprit jamais.

Bourbaki n'eût pas tardé à s'en rendre compte, lui; mais Bourbaki, on le sait, n'avait fait que paraître à la tête de l'armée du Nord. La délégation de Tours s'était hâtée de le sacrifier aux répugnances des démagogues lillois. Il est vrai que Faidherbe, son successeur désigné, était également capable d'apprécier exactement la situation. Il eût sûrement appelé à lui au moins une partie des forces accumulées sur l'Andelle pour faire face à un corps d'armée imaginaire. Les troupes employées dans les derniers jours de novembre à l'entreprise sur Gisors, — entreprise trop tardive qui n'aboutit qu'au succès malheureusement inutile d'Etrépagny, — auraient rendu de bien meilleurs services à Villers-Bretonneux. Elles pouvaient y

être appelées en temps utile, puisque l'engagement n'eut lieu que le 27, et qu'on avait dès le 23, à l'armée du Nord, des données précises sur la marche de Manteuffel sur Amiens. De l'aveu des Prussiens, la lutte engagée en avant d'Amiens fut vive et longtemps indécise. Il est donc au moins probable que la présence d'un renfort important à notre droite, qui ne plia que sous le nombre, aurait donné à l'affaire une autre tournure, sauvé Amiens et Rouen.

Mais Faidherbe n'arriva d'Algérie que six jours après le combat de Villers-Bretonneux. Il ne fut en mesure de recommencer les opérations que le 8 décembre, et, le 5, Rouen avait succombé.

La délégation de Tours avait fait au mieux les affaires des Prussiens, en choisissant le temps où l'armée du Nord allait être sérieusement attaquée, pour lui ôter son chef, et en nommer un qui ne pouvait être rendu à son poste qu'après un délai assez long. Cette armée se trouvait ainsi placée, au moment le plus critique, sous un commandement intérimaire. C'était un inconvénient de plus, dans des circonstances déjà si difficiles.

Enfin, on ne saurait trop le redire, la situation fut encore aggravée par des ordres ultérieurs de M. Gambetta. Les nouvelles de Paris avaient frappé

de vertige ce singulier ministre de la guerre et ses conseillers. Ils ne se contentaient pas de précipiter l'armée de la Loire dans une entreprise condamnée d'avance par tous les hommes du métier (1). Ils prescrivaient en même temps au général Briand, à Rouen, au général Faidherbe, à Lille (où il n'était pas encore), de ramasser toutes leurs forces disponibles, et de les entraîner vers Paris. » Ce n'était pas là, comme on l'a prétendu

(1) Dans le conseil de guerre tenu le 30 au soir, au grand quartier général de l'armée de la Loire, M. de Freycinet, délégué du ministre de la guerre, « expose un plan arrêté à Tours. » Il s'agissait de marcher sur Pithiviers, où on devait rencontrer le prince Charles avec toute l'armée allemande, pour aller ensuite, après l'avoir battue, donner la main à notre armée de Paris, qui tentait une sortie, et que le général Ducrot devait amener dans la forêt de Fontainebleau. Malgré ce que purent faire les généraux pour exposer les dangers d'une pareille opération, si elle se faisait alors que toutes les forces ennemies seraient réunies autour de Pithiviers, et qu'on n'était pas certain que la diversion annoncée de l'armée de Paris pourrait s'effectuer, l'idée générale du plan fut maintenue *comme un ordre formel du gouvernement*, et on ne discuta plus que les moyens d'exécution. » (Chanzy, p. 57). L'exécution du plan « arrêté à Tours » eut pour conséquences la journée désastreuse de Loigny (2 décembre), la reprise d'Orléans par les troupes allemandes, la retraite précipitée et la dislocation de l'armée de la Loire. (Voir aussi l'ouvrage du général d'Aurelles).

après l'événement, une invitation, un simple conseil subordonné à l'appréciation des circonstances locales : c'était une injonction formelle, exprimée, réitérée pendant plusieurs jours, sous la forme la plus absolue, la plus pressante.

On a déjà vu que, dès le 30 novembre, le général Briand, à son retour d'Etrépagny, trouvait à Fleury-sur-Andelle un premier ordre de « former une colonne pour marcher sur Paris. » (Lettre du général Briand, du 31 janvier 1870.) Le lendemain, le ministre de la guerre lui télégraphiait de nouveau : « Ramassez tout ce que vous pourrez et marchez immédiatement sur Paris. » Et, pour le rassurer contre toute éventualité d'attaque du côté d'Amiens, l'homme de Tours ajoutait avec un aplomb imperturbable : « Amiens a été évacué par les forces allemandes qui, de tous côtés, se replient sur Paris. » Il n'imaginait pas que l'abandon précipité d'Amiens pût avoir une autre cause. Dans une deuxième dépêche adressée aux préfets, le même jour, il présentait aussi la délivrance prétendue d'Amiens, et même le combat d'Etrépagny (livré le 29) comme des conséquences de la bataille de Paris. C'est en vain que les autorités civiles et militaires font connaître au dictateur l'approche des Prussiens. On leur répond « que

ceux-ci ont autre chose à faire que de venir se promener en Normandie ; » l'on maintient l'ordre de marcher sur Paris. Enfin, le 3 décembre, le commandant général Estancelin, informé que les têtes de colonne prussiennes ne sont plus qu'à huit lieues de Rouen, prend sur lui de faire observer à son tour qu'il serait peut-être plus prudent que nos troupes commençassent par aider la garde nationale à culbuter cette armée ennemie, avant de se diriger vers la capitale (1). Mais il n'était pas facile de *forcer la main* au dictateur dont il s'agit ; l'obstination était chez lui à la hauteur de l'incapacité. Ce même jour, il annonçait encore, et peut-être de bonne foi, que « le mouvement de retraite de l'ennemi dans le Nord paraissait se prononcer. » Ce ne fut que dans la soirée qu'il se décida à expédier au général Briand le contre-ordre à la marche sur Paris, contre-ordre qui ne parvint à sa destination qu'à une heure très-avancée de la soirée du 3 décembre. Le général passa la nuit entière à expédier de nouvelles instructions dans le département de l'Eure et dans la vallée de l'Andelle, qui devaient fournir les troupes appelées à composer le corps expéditionnaire (2).

(1) Estancelin, 16 et 17.

(2) Lettre du général Briand, du 31 décembre 1870.

On a dit que ces jours néfastes avaient été perdus pour la défense de Rouen : ce n'est pas en dire assez. Toutes les mesures prises, tous les mouvements de troupes prescrits et commencés depuis le 30 novembre, en vue de l'expédition sur Paris, l'avaient été en sens inverse des véritables nécessités de la situation. Les ordres partis de Tours, et réitérés avec acharnement pendant quatre mortelles heures journées, n'avaient pas seulement paralysé la défense, ils l'avaient radicalement désorganisée. Pour se conformer à ces ordres, pour former la colonne de 20,000 hommes que l'on voulait acheminer par la vallée de la Seine, il avait fallu dégarnir absolument notre gauche, au moment où il eût été le plus essentiel de la renforcer en la prolongeant dans la direction de Dieppe. On avait délaissé les positions du pays de Bray, région coupée et boisée où l'ennemi eût hésité lui-même à s'engager, s'il n'avait eu la certitude de n'y plus trouver d'obstacle. « Gaillefontaine, Forges, étaient évacués, tout le matériel des chemins de fer réquisitionné pour porter des troupes *à Paris*, les vivres et les munitions préparés dans cette intention. » (Estancelin, p. 17.)

Il y avait déjà des troupes en avant-garde à Serquigny, à Evreux ; il y en avait partout, ex-

cepté dans la direction où elles auraient dû être rassemblées pour couvrir Rouen.

Quand il eut enfin reçu contre-ordre, le général se hâta de convoquer un conseil de guerre. Chacun sentait l'imminence du danger, l'insuffisance des ressources, surtout celle du temps ! Il ne s'agissait de rien moins que de défaire en quelques heures tout ce qu'on élaborait depuis quatre jours. On n'avait même pas une idée exacte du nombre et de la répartition des troupes prussiennes qui, contrairement aux prévisions du dictateur, *venaient se promener* en Normandie. On croyait n'avoir affaire qu'à un seul corps d'armée, le 8me, dont le centre menaçait Buchy, la droite Saint-Saens et la gauche Darnétal. Dans cette hypothèse, on n'aurait eu à combattre qu'environ 25,000 hommes. En réalité, on allait avoir sur les bras un autre corps plus nombreux, le 1er, alors en marche sur Gournay.

Le général Briand avait confié la défense de Buchy au capitaine de vaisseau Mouchez, commandant la subdivision de Rouen. A sa gauche, le commandant général Estancelin devait couvrir de son mieux le chemin de fer de Dieppe et la bifurcation d'Amiens. Dès la veille, nonobstant l'ordre encore maintenu de marcher sur Paris, on avait

rappelé d'Evreux et de Serquigny sur Rouen, et dirigé vers Buchy, plusieurs bataillons de mobilisés de la Seine-Inférieure. On s'était décidé à faire ce changement, en apprenant que Neufchâtel était déjà menacé. Cette mesure judicieuse aurait dû être prise plus tôt et sur une plus grande échelle. Malheureusement, entre des affirmations positives, des ordres persistants de l'autorité centrale, et les informations bien différentes qu'on recevait d'autre part sur la marche de l'ennemi, l'autorité militaire avait trop longtemps hésité. Au lieu de considérer résolument comme non-avenues les injonctions relatives à la marche sur Paris, on s'était borné à en ralentir l'exécution, en attendant ce contre-ordre qui s'était fait si déplorablement attendre.

Ces incertitudes, ces tergiversations avaient fait perdre un temps irréparable; interverti, paralysé les mouvements de troupes les plus urgens, embrouillé tous les services. Elles expliquent bien des incidents de la nuit du 3 et de la journée du 4 décembre ; ces encombrements inextricables dans les gares, ces séries d'ordres contradictoires, d'embarquements et de débarquements précipités, et les brusques changements de direction, et les longues heures d'immobilité, à jeun, par un froid des plus vifs. Toutes les troupes employées à ce qu'il faut

bien appeler la défense de Rouen, soldats de la ligne, mobiles, mobilisés et même sédentaires, ont passé par ces péripéties. Le jeûne surtout était à l'ordre du jour, par suite de ce changement total de dispositions qui reportait les soldats, à la dernière heure, dans une direction inverse de celle où ils étaient attendus. Les mobilisés qui furent engagés le 4 au matin à Buchy, « mal chaussés, mal vêtus, n'avaient pas eu un morceau de pain dans la journée du 3. » Ce ne fut que dans la nuit qu'ils reçurent quelques vivres recueillis à Rouen par un membre de la municipalité. Un de ces bataillons ne faisait que d'arriver, après avoir marché sept lieues sans désemparer, sous une pluie battante. Le deuxième bataillon de marche, celui qui avait eu la plus grande part au combat d'Etrépagny, avait quitté dans l'après-midi du 3 son cantonnement de Verclives pour se rendre à Fleury. De là, il devait primitivement être transporté à Vernon pour prendre la tête du mouvement sur Paris. Mais dans l'intervalle, tout avait été changé. On n'osait diriger ces soldats sur Vernon, Rouen étant menacé; on n'osait pas non plus les envoyer de suite sur Rouen, parce que le fameux contre-ordre à la marche sur Paris n'était pas arrivé. On les retint donc immobiles, à jeun, cela va sans dire, pendant

la nuit entière ; ce ne fut que dans la matinée du lendemain qu'ils purent être embarqués pour Rouen, où ils arrivèrent trop tard pour être engagés. Pendant vingt-quatre heures, cette troupe, sur laquelle on pouvait compter, fut ainsi tantôt retenue immobile, tantôt promenée inutilement sur les chemins de fer, sans pouvoir tirer un coup de fusil.

Nous pourrions multiplier les témoignages de ce désarroi général, produit, imposé par les cascades stratégiques de l'homme de Tours. Nous pourrions citer telle troupe, dans la partie supérienre de la vallée d'Andelle, qui reçut en quelques heures une vingtaine d'ordres contradictoires. Les mobiles de l'Oise laissés en arrière à Ecouis, qui avaient escarmouché le 4 contre l'avant-garde saxonne, rappelés précipitamment sur Rouen dans l'après-midi, n'avaient pu être rendus que fort tard à la gare de Menesqueville. Là, comme partout, régnait un désordre indescriptible. A défaut de matériel couvert, on entassa ces derniers venus dans des wagons de marchandises. Ce fut dans cet équipage qu'ils firent, par cette nuit plus que fraîche et avec des arrêts sans fin, le trajet jusqu'à Rouen, où ils arrivèrent à deux heures du matin. De là gare on les envoya, pour se refaire, stationner au

grand air sur la place de l'Hôtel-de-Ville. Là, il leur fut distribué à peu près l'équivalent d'un tiers de ration. Et ceux-là n'étaient pas encore les plus mal partagés.

Dans la prévision d'une attaque contre Buchy on avait fait converger vers ce point de la ligne de défense une dizaine de mille hommes ; ils y furent assaillis plus tôt et plus vigoureusement qu'on ne l'avait pensé. A notre droite, les éclaireurs Mocquart et le 5e bataillon de marche firent bonne contenance et retardèrent quelque temps les progrès de l'ennemi. A gauche, sur cinq bataillons de mobilisés, un seul fut sérieusement engagé, et pendant peu de temps, car il n'eut que cinq hommes tués. Le colonel Laperrine, qui commandait de ce côté, affirme dans son rapport qu'il ne donna le signal de la retraite à ceux de ses hommes qui étaient au feu avec lui, que sur un ordre formel envoyé de Rouen. Mais il serait puéril de nier que ce fut là une échauffourée plutôt qu'un combat ; que le temps et les moyens avaient manqué pour faire arriver sur ce terrain un plus grand nombre de troupes solides et pour disposer convenablement celles qui s'y trouvaient ; que de l'avis des hommes du métier, une plus longue résistance dans de telles conditions ne pouvait

aboutir qu'à un désastre encore plus complet ; enfin, qu'un grand nombre d'hommes n'avaient pas attendu l'ordre de retraite pour se replier pécipitamment sur Rouen. De telles paniques sont presque inévitables parmi des troupes novices, surtout lorsqu'elles se trouvent pour leur début en présence d'une formidable artillerie, étant privées elles-mêmes d'un semblable appui. Nos volontaires de 1792 avaient eu d'abord de ces surprises, et l'on sait comment ils ont pris leur revanche.

L'ennemi ne pouvait guère s'enorgueillir d'un pareil succès. Par son entêtement aveugle, la délégation de Tours lui avait préparé les voies ; elle avait en quelque sorte vaincu pour lui. Nous avions eu affaire à la majeure partie du corps de von Gœben (8e) et de son artillerie. De notre côté il n'y avait eu d'engagé que *deux* pièces portant seulement à 1,200 mètres, contre au moins soixante-dix de l'ennemi portant à 2,000 (1). Le combat de Bosc-le-Hard, qui semblait le menacer d'une diversion sur sa droite, retarda heureusement

(1) Ce chiffre, attesté par des gens du pays, doit être fort rapproché de la vérité. La personne qui a parlé à M. Estancelin de 136 pièces qu'elle aurait vues de loin, aura confondu les caissons et les pièces. Nous n'avions en face de nous à Buchy qu'un seul corps, le huitième; or, le

sa poursuite. La retraite fut d'ailleurs couverte avec beaucoup de fermeté par le 5e de marche et un escadron du 3e hussards, qui, ce jour-là encore, justifia pleinement sa réputation.

D'après le plan ébauché dans le conseil de guerre tenu la veille, la défense de Clères était dévolue à la garde nationale sédentaire de Rouen. Cette défense devait se relier d'une part à celle de Buchy, et de l'autre à celle de la ligne de Dieppe vers Saint-Victor, l'ennemi tendant à déborder notre gauche à cette hauteur. Son approche ayant été signalée itérativement de ce côté, le commandant général avait expédié dans la nuit aux gardes nationaux de Dieppe, du Havre et des cantons voisins de la communication menacée, des appels malheureusement bien tardifs. Plusieurs de ces ordres furent interceptés par la rupture des fils télégraphiques, ou bien le temps et les moyens d'exécution manquèrent. Ainsi un bataillon du Havre, appelé d'abord directement sur Buchy, puis sur Rouen, et prêt à partir, dut

nombre réglementaire des canons pour chaque corps est de 96. La défalcation de ce qui pouvait s'en trouver du côté de Bosc-le-Hard, de Saint-Victor, etc., nous ramène aux environs de 70. C'était, par malheur, encore beaucoup trop.

être contremandé, le matériel de transport faisant défaut sur la grande ligne.

En élaborant ce plan de défense, si plan il y a, les autorités militaires étaient exclusivement préoccupées du corps prussien venant du côté de Neufchâtel. Elles ne tenaient aucun compte et semblent même avoir ignoré jusqu'au bout l'existence de la seconde colonne ennemie, qui, dans ce moment, se dirigeait vers Rouen par Forges, conduite par le général Manteuffel en personne. De plus, la défense ainsi comprise n'avait sa raison d'être qu'à la condition que les trois points essentiels de la ligne, Buchy, Clères, Saint-Victor, auraient été solidemcnt occupés et reliés ensemble. Buchy venant à être forcé, les défenseurs de Clères devaient être coupés de Rouen et enveloppés par l'ennemi, pour peu que celui-ci manœuvrât avec sa précision et sa célérité ordinaires.

L'on est donc forcé de reconnaître que les gardes nationaux transportés à Clères et même bien au-delà, dans l'après-midi du 4 décembre, alors que Buchy était déjà au pouvoir des Prussiens, n'ont échappé que par une sorte de miracle à une aventure des plus désastreuses. Ce mouvement devait d'abord avoir lieu au point du jour. On avait cal-

culé que la garde pourrait être rendue à Clères vers neuf heures, occuper fortement cette position, et détacher un bataillon sur Saint-Victor pour se relier à la garde nationale de Dieppe. A l'heure convenue, le matériel faisant défaut dans toutes les gares de Rouen, il fallut d'abord congédier les gardes nationales déjà réunies, puis les rassembler de nouveau trois heures plus tard, puis les embarquer précisément à la gare la plus éloignée de leur destination, celle de la rive gauche, la seule qui eût par miracle quelques wagons disponibles. Ils n'en partirent qu'à onze heures, « alors que nos troupes, battues à Buchy, étaient déjà en retraite sur Rouen. » Grâce aux nombreux temps d'arrêt, le convoi n'atteignit que vers trois heures après midi la gare de Clères, qu'il dépassa pour ne s'arrêter qu'à Saint-Victor, « par suite d'une erreur inexpliquée du chef de train, » dit M. Estancelin, et aussi d'une distraction inexplicable de M. Estancelin lui-même.

La station de Saint-Victor n'était pas occupée, à beaucoup près, aussi fortement qu'elle aurait dû l'être. Il s'y trouvait pourtant un certain nombre de gardes nationaux de Dieppe, qui avaient répondu à l'appel du commandant général. Cette apparition des Prussiens dans le voisinage de leur

ville ne cadrait guère avec les dépêches triomphales de Tours et l'ordre de marche sur Paris, mais certains hâbleurs avaient trouvé le moyen de tout concilier. Ils avaient répandu le bruit qu'effectivement quelques centaines de Prussiens se promenaient dans l'arrondissement de Neufchâtel, la *crosse en l'air*, et cherchant une troupe armée à laquelle on pût se rendre honorablement. Les autorités administratives de l'Eure nous avaient fait le même conte, deux mois auparavant, sur les premiers Prussiens qui avaient occupé Mantes. Sur la foi de cette légende, plusieurs gardes nationaux dieppois étaient partis joyeusement en attirail de chasse plutôt que de guerre. Ceux-là furent assez désagréablement surpris en se trouvant à Clères vis-à-vis des Prussiens qui déjà serraient d'assez près la position (1).

Un écrivain rouennais, qui faisait partie de l'excursion excentrique des gardes nationaux rouennais à Saint-Victor, a spirituellement commenté certains passages trop succincts de la relation de son ex-commandant général (2). Il nous a

(1) Tout en affirmant la sincérité de cette anecdote, nous sommes loin d'en inférer que tous les gardes nationaux partis de Dieppe fussent dupes de cette histoire ridicule.

(2) M. Homais, *Nouvelliste de Rouen* du 14 novembre.

appris que celui-ci, venu par mégarde jusque-là, au lieu de rebrousser chemin en toute hâte, eut d'abord l'idée d'utiliser cette singulière méprise en laissant une partie de son monde, qu'il fit descendre sur la voie. Il avait été question, en effet, dans le conseil tenu la veille, d'établir la communication entre ce poste et celui de Clères. Mais on croyait alors pouvoir rassembler sur cette ligne des forces plus considérables, et l'on n'avait pas une idée parfaitement exacte des distances. Après en avoir conféré avec deux officiers supérieurs qui avaient servi, le commandant général renonça à son idée de détachement. Cette résolution était d'autant plus urgente qu'en même temps il recevait par le télégraphe et par un exprès la nouvelle de la défaite de Buchy, et aussi la communication sommaire d'un ordre de retour émanant du général en chef. Nous ne nous chargerons pas d'expliquer pourquoi cet ordre avait été expédié si tard, ni surtout pourquoi on fit ou on laissa partir de Rouen, à pied, dans la soirée, pour la même destination, un dernier bataillon dont la marche plus qu'aventureuse fut arrêtée spontanément et fort à propos par un des membres du conseil municipal. Nous serions également fort embarrassé d'expliquer les dernières hésitations du commandant général,

qui, connaissant d'une façon positive, bien que non officielle, son rappel sur Rouen et la défaite de Buchy, serait resté encore une heure et demie immobile à Saint-Victor. Cependant tout le monde comprenait bien autour de lui à quel point il était téméraire de rester dans cette position, où l'on n'aurait pas même dû venir. Le signal du départ fut enfin donné ; en repassant par Clères, on rallia d'autres gardes nationaux sédentaires de Rouen et ceux d'Elbeuf, venus dans l'intervalle pour occuper enfin ce poste qui n'était plus que dangereux sans utilité, notre ligne de défense ayant été rompue à Buchy. Pendant ce retour, les gardes nationaux entendaient le canon du côté de Bosc-le-Hard. L'engagement qui avait lieu dans cette direction leur a probablement épargné quelques mois de captivité en Allemagne.

Le combat de Bosc-le-Hard est l'épisode le plus consolant de cette triste journée. Parti le matin de Fleury-sur-Andelle, le deuxième bataillon des mobiles de la Seine-Inférieure était arrivé à Rouen un peu après midi, ayant été désigné pour concourir à la défense de Buchy. A cette heure, la canonnade avait déjà cessé dans cette direction, mais l'on ignorait le résultat de l'engagement. Dans le doute, on pensa que ce bataillon pourrait

être encore utile à la défense ; il fut dirigé sur la gauche de Buchy, par Clères et la ligne de Dieppe sur Bosc-le-Hard. Il devait être suivi de près dans cette direction, et soutenu par le 2e bataillon de marche, venant également de Fleury.

Le train fit halte à Bosc-le-Hard, et il était temps, car la voie était coupée et l'ennemi embusqué à moins de 500 mètres au-delà. En même temps, il fut constaté que les communications télégraphiques avec Buchy et Clères étaient interceptées, ce qui indiquait clairement la présence des éclaireurs ennemis sur le flanc et même en arrière de nos soldats. Un convoi de vivres destiné d'abord aux troupes de Buchy, et qui naturellement avait dû s'arrêter en route, avait été acheminé à tout risque sur Bosc-le-Hard. Là, « le commandant Rolin, sans ordre, sans appui, sans communication, attendait l'ennemi de pied ferme avec sa poignée d'hommes. Il fut impossible de distribuer les vivres, et le convoi dut rétrograder précipitamment sous la mitraille (1). »

Ancien militaire, le commandant Rolin ne pouvait se faire illusion sur le danger de sa situation.

(1) Lettre de M. Mathieu, fournisseur des vivres, du 7 décembre 1870.

Il avait appris en arrivant, par les gens du pays, qu'il était débordé de gauche et de droite, Buchy étant déjà plus que compromis d'après les derniers renseignements, et Saint-Victor menacé, tandis que des forces plus que triples des siennes marchaient directement sur Bosc-le-Hard avec de l'artillerie. De plus, ce village, offrant un développement de près de 3 kilomètres du côté de l'ennemi, ne pouvait être disputé tout entier ni longtemps par un millier d'hommes. Néanmoins, le commandant résolut de ne pas se retirer sans combattre. « Ma troupe étant consignée dans le train, j'aurais pu, dit-il, faire renverser la vapeur et rebrousser chemin. Mais, outre que ce reploiement aurait eu l'inconvénient de démoraliser mes hommes, j'étais à un poste d'honneur, en tête d'une colonne qui pouvait me suivre. Il était de mon devoir de combattre en attendant, et de sauver du moins l'honneur du drapeau. »

En prenant cette détermination honorable, le commandant Rolin savait qu'il pouvait compter sur ses jeunes soldats. A l'époque où ils étaient nos hôtes, j'avais pu voir moi-même combien ils étaient impatients de recevoir le baptême du feu.

On trouvera dans l'*Historique* du bataillon le détail des péripéties de ce combat. Après s'être

maintenu deux heures dans le village, le commandant, se voyant débordé et ne voyant pas venir les renforts sur lesquels il avait dû compter, prit le parti de la retraite. Il l'opéra vers la fin du jour avec beaucoup de sang-froid, et donna habilement le change aux Prussiens, en feignant de vouloir forcer directement le passage du côté de Fontaine-le-Bourg, ce qui fit converger tous les efforts de l'ennemi dans cette direction. Pendant ce temps, le bataillon, faisant rapidement demi-tour, filait du côté opposé, dans la direction de Biennais, d'où il se rabattit ensuite par Frichemesnil sur Clères et Malaunay. Une partie de la dernière compagnie qui formait l'arrière-garde, trop fortement engagée pour suivre à temps ce mouvement rétrograde, fut enveloppée et forcée de se rendre après avoir brûlé ses dernières cartouches. Cet incident facilita la retraite du gros de la troupe, en retardant la poursuite de l'ennemi.

Le bataillon n'avait eu dans ce combat que six hommes tués, vingt-quatre blessés et soixante-dix-neuf prisonniers, dont un capitaine. Les Prussiens avaient pourtant fait, pendant près d'une heure, un feu d'artillerie assez vif; et leurs pièces étaient en batterie à 8 ou 900 mètres tout au plus du village. Heureusement ils craignaient d'at-

teindre leurs tirailleurs engagés de très-près avec les nôtres. De plus, ils n'imaginaient pas que cette petite troupe pût être ainsi postée en flèche sans soutien, et tiraient en conséquence au-delà, dans la direction présumée des réserves. Dans une affaire de ce genre, nos gens étant abrités derrière des haies ou des arbres, et tirant sur des ennemis à découvert, la perte de ceux-ci dut être de beaucoup la plus considérable. On peut, sans exagération, l'évaluer à cent cinquante hommes tués ou hors de combat. Exaspérés de cette résistance meurtrière, les Prussiens s'en vengèrent comme d'habitude sur le village. Ils y tuèrent un habitant inoffensif, en blessèrent deux autres, saisirent et transportèrent en Allemagne neuf otages, dont trois y sont morts.....

On a vu que le commandant Rolin comptait sur l'appui des gardes nationaux postés à Clères, et sur celui du bataillon de marche, parti après lui de Fleury. Ce double soutien lui avait manqué par suite du rappel précipité sur Rouen de toutes les troupes qui se trouvaient sur la ligne de Dieppe. La rupture des communications télégraphiques et la confusion générale avaient empêché la transmission de cet ordre à Bosc-le-Hard. Dans la soirée seulement, le général, instruit enfin qu'il y

avait de ce côté une troupe restée en détresse, renvoya à son secours, par le chemin de fer, le bataillon Rousset, qui rencontra le commandant Rolin et ses mobiles, entre Clères et Rouen, vers neuf heures du soir. On voit qu'ils avaient été bien avisés de se tirer d'affaire tout seuls! Quand le général fut informé de la manière dont les choses s'étaient passées, il parut fort étonné que le bataillon entier n'eût pas été pris. Il ne comprenait pas non plus qu'il fût parti si tard de Fleury, qu'on ne l'eût pas retenu à Rouen, etc. C'était la révocation trop tardive de l'ordre de marche sur Paris qui avait engendré ce chaos.

En résumé, le commandant Rolin avait su tirer le meilleur parti possible d'une situation des plus difficiles. Envoyé à tout hasard comme soutien de troupes qui, depuis plusieurs heures, avaient perdu leurs positions, le 2e bataillon de la Seine-Inférieure, sans vivres depuis la veille et n'ayant qu'un armement défectueux, il avait, suivant l'expression énergique d'un officier, « piqué une tête dans l'armée ennemie, » s'étant trouvé seul engagé contre près de 4,000 hommes, avant-garde de forces plus nombreuses. Dans cet isolement, il avait, par sa contenance, fait illusion à l'ennemi, retardé ses progrès, et par conséquent contribué

au salut des troupes refoulées à Buchy, et de celles qui se repliaient de Clères et de Saint-Victor. Avec des moyens si restreints, dans une situation semblable, il était impossible de mieux faire ; aussi l'opinion publique a pleinement ratifié les récompenses accordées aux combattants de Bosc-le-Hard.

Dans l'après-midi du 4 décembre, le huitième corps prussien occupait et dépassait déjà notre première ligne de défense. Il exécutait une manœuvre tournante dont le but était, non pas d'expulser nos troupes de la ville, mais de les y cerner. Toutes leurs communications de la rive droite étaient déjà, ou allaient tomber au pouvoir de l'ennemi. La ligne de Dieppe fut coupée le soir même ; celle du Havre, le lendemain matin.

De notre côté, la situation se dessinait avec une précision impitoyable. Deux solutions étaient en présence ; en faveur de chacune militaient des considérations puissantes ; si puissantes que, prises séparément, elles semblaient tour à tour invincibles. D'un côté, l'armée pouvait-elle honorablement abandonner une des plus grandes villes françaises, sans avoir au moins tenté de la défendre plus sérieusement qu'on n'avait fait la veille ? Et les représentants de cette ville, comptables non-

seulement de ses intérêts, mais de sa gloire, ne devaient-ils pas se résigner à cette défense, si hasardeuse qu'elle fût, l'implorer même et s'y dévouer corps et âme? N'était-ce pas là une de ces circonstances exceptionnelles où la suprême loi n'est plus le salut du peuple, mais son honneur?

Mais, d'autre part, on ne pouvait envisager sans un trouble profond les conséquences plus que probables d'une prolongation de résistance dans des conditions si difficiles. Ces conséquences étaient : l'enlèvement, au bout de quelques heures, de la dernière ligne de défense, ligne à peine ébauchée dans la majeure partie de son vaste parcours, et sur laquelle on n'avait à porter que des troupes relativement peu nombreuses et en partie démoralisées; le refoulement de ces troupes sur la ville, et finalement, non pas une bataille des rues dans laquelle on aurait pu, avec le concours de la population, faire au moins payer chèrement la victoire à l'ennemi, mais l'installation des batteries prussiennes sur les hauteurs qui commandent Rouen et les deux ponts, seul débouché qui restât à l'armée. En prolongeant la défense de la ville, on pouvait donc être entraîné à partager son sort, réduit avec elle à l'alternative

d'être détruit ou de capituler. Enfin, la plupart des militaires pensaient que la perte du Havre suivrait de près celle de l'armée. Il est au moins certain que présentement cette ville est serrée de trop près, et par conséquent protégée insuffisamment par ses fortifications, et que les Prussiens auraient pu en effectuer le bombardement au moyen de leurs pièces à longue portée, s'il n'y avait pas eu de corps d'armée pour les tenir à distance.

On se trouvait donc placé dans cette alternative, ou d'abandonner à la merci de l'ennemi, sans coup férir, une ville de cent mille âmes, ou de courir, en tentant de la défendre, la chance d'un désastre encore plus grand.

Ce fut sous cette impression que le conseil municipal se réunit le 4, à trois heures de l'après-midi, pour entendre le général Briand, qui désirait lui exposer la situation, et « connaître ses intentions sur la question de défense. » Dans une apologie de ce conseil, rédigée *ab irato* pour répondre à d'indignes attaques, l'un de ses membres a soutenu que « le général était venu dans l'espérance d'obtenir l'autorisation, peut-être même la demande de ne pas défendre la ville. » Le général a vivement repoussé ce reproche ; mais il faut con-

venir que son langage n'était pas précisément des plus propres à stimuler l'enthousiasme. « Les circonstances les plus graves, disait-il, rendaient une solution urgente. Le conseil voulait-il, oui ou non, la résistance ? Il ne fallait pas se dissimuler qu'il s'agissait de mettre en ligne 15,000 hommes contre 50,000... Malgré toutes les précautions, en présence de forces aussi considérables, la situation était bien difficile... Il ne comptait pas sur les forces qui se trouvaient dans la vallée d'Andelle ; il craignait même qu'elles ne fussent enveloppées. » Le conseil ayant naturellement persisté à lui laisser la responsabilité de la détermination à prendre, le général conclut inopinément « qu'il fallait résister, qu'il ne voulait pas qu'on l'accusât comme d'autres de tourner le dos à l'ennemi, qu'une ville comme Rouen ne pouvait pas se rendre sans tirer un coup de fusil. » Il ajouta qu'il ne savait pas si cette résolution serait approuvée par ses officiers ; mais que, *dût-il être seul*, il présenterait sa poitrine à l'ennemi plutôt que de reculer ; qu'il *espérait* que ses troupes le suivraient (1). Ces dernières paroles encore n'étaient pas des plus rassurantes.

(1) Procès-verbal de la séance.

Le conseil se réunit encore deux fois dans cette triste soirée. Il rédigea d'abord une proclamation faisant appel à la garde nationale, *c'est-à-dire à tous les citoyens*, pour concourir à la défense de la ligne des postes, « que l'autorité militaire avait promis de protéger énergiquement. » Dans la seconde délibération, qui eut lieu entre neuf et dix heures du soir, le maire rendit compte d'une nouvelle conférence qu'il venait d'avoir avec le général. Celui-ci avait dû faire l'aveu pénible que, malgré ses ordres, beaucoup d'hommes avaient quitté les lignes et étaient descendus en ville, parce qu'ils n'avaient pas mangé. Les revirements de troupes, qui depuis quatre jours se succédaient, s'enchevêtraient sans relâche, avaient, en effet, totalement désorganisé les services de l'ambulance. Le général persistait néanmoins à combattre, et demandait que, dès quatre heures du matin, on battît la générale et l'on sonnât le tocsin, pensant que c'était le seul moyen de réunir ses forces. » Quelques heures plus tard, cet incident de la générale ayant pris soudain une importance majeure, le maire crut se rappeler que le général avait promis de se charger lui-même de ce soin; sur ce point comme sur quelques autres, il y a entre eux désaccord. Quant au tocsin, c'est-à-dire à un

appel au son des cloches, je ne sais si cette mesure eût produit l'effet espéré, mais je crois qu'avec d'excellentes intentions, la majorité du conseil eut tort de s'y refuser. On allégua « que le tocsin ne constituerait pas une force utile, et que l'on pourrait se tromper sur la signification de cet appel (!), » le prendre pour un signal d'incendie. Ce qu'on peut dire de plus indulgent sur ces deux motifs, c'est qu'ils n'étaient pas suffisamment sérieux. Il y en avait bien un autre dont on ne parlait pas tout haut, l'appréhension que ce tocsin ne devînt le signal de désordres intérieurs qu'on n'aurait plus le moyen de réprimer. Le maire en ayant fait inutilement l'observation au général, le mieux eût été de s'en tenir là, d'en passer à tout risque par tout ce qu'exigeait l'autorité militaire, arbitre souverain de la défense. Se refuser à l'exécution d'une mesure que le général, à tort ou à raison, réclamait comme indispensable, c'était en partie se déjuger, revenir sur la résolution adoptée de s'en remettre jusqu'au bout et en toute chose à l'autorité militaire. C'était fournir à celle-ci ce qu'on la soupçonnait de chercher, un prétexte pour abandonner la défense de la ville. Cette opinion fut soutenue avec beaucoup de force par un membre du conseil, et appuyée par le maire,

M. Nétien, qui a fait preuve d'autant de jugement que de sang-froid dans cette crise. Mais ils ne purent convaincre la majorité (1)..... ,

Beaucoup de personnes pensent encore aujourd'hui que la résolution était prise dès le 4 de battre en retraite; que c'est seulement pour gagner quelque temps qu'on a cherché jusqu'au dernier moment à faire croire à l'ennemi, aussi bien qu'aux Rouennais, qu'on voulait défendre leur ville. Cette opinion semblerait confirmée par le langage peu encourageant du général, et par certaines mesures de détail prises le soir même et dans la nuit, et qui ne se conciliaient guère avec l'idée d'une résistance prolongée. Cependant, il s'est toujours défendu d'avoir eu personnellement cette arrière-pensée, et je dois dire que son assertion m'a été confirmée par des chefs de corps dont le témoignage a d'autant plus de poids, qu'ils étaient, eux, partisans de la retraite immédiate. J'ai peine à croire, pour mon compte, que le général ne fût

(1) M. Morin pense qu'il est très-difficile au conseil de refuser ce qui est demandé, du moment où l'on s'en est remis à l'autorité militaire. — M. le maire rappelle au conseil l'observation de M. Morin; il est à craindre que le refus de sonner le tocsin ne serve de prétexte à l'autorité militaire. (Procès-verbaux.)

pas momentanément résolu, résigné, si l'on veut, à un essai sérieux de défense, quand il annonçait à M. Estancelin, à neuf heures et demie du soir, en revenant de l'Hôtel-de-Ville, que « la résistance à outrance était décidée, que le lendemain, à quatre heures, la générale battrait et *le tocsin sonnerait;* » quand ensuite il passait plusieurs heures sans désemparer avec les chefs de corps pour arrêter la répartition des troupes sur la nouvelle ligne de défense. Nous avons dit que, par malheur, cette ligne était à peine tracée du côté que menaçait l'ennemi, tandis qu'on avait fait des ouvrages sérieux, armés de pièces d'un fort calibre, sur le plateau de Bonsecours et sur celui de Grand-Couronne, au-dessus de Saint-Sever. Cette mauvaise direction donnée aux travaux était la conséquence de l'erreur déjà signalée ; jusqu'au dernier moment, on s'était obstiné à croire que l'attaque principale aurait lieu par les deux rives de la Seine. Il en résulta que les défenses de Bonsecours, tournées et prises à revers, durent être évacuées sans résistance; qu'on ne put enlever, ni même enclouer toutes les pièces. Quant aux travaux qui couvraient Saint-Sever, quelques semaines plus tard ils rendirent de grands services aux Prussiens! Mais, du côté où il fallait

livrer bataille le 5 décembre, il n'y avait guère (sauf à Isneauville) qu'une sorte de fossé ou plutôt de sillon, tout à fait nul comme obstacle. C'était sur cette ligne qu'il fallait se maintenir, pour empêcher les Prussiens d'installer leur artillerie sur les hauteurs qui dominent la ville et le cours de la Seine.

Les détails de cette résistance furent réglés dans la nuit avec une précision qui semble exclure l'idée d'abandon prémédité. La ligne à couvrir fut divisée en trois sections ou commandements distincts. Le commandant Rousset, du 2me bataillon de marche, devait diriger la défense depuis Duclair jusqu'à la Vaupalière ; le colonel Mocquart, depuis la Vaupalière jusqu'à Maromme ; enfin, les troupes chargées de couvrir les abords de la forêt Verte devaient être placées sous les ordres du lieutenant-colonel des mobiles de l'Oise, M. de Cainecaude. Les gardes nationaux sédentaires de Rouen avaient été particulièrement désignés pour occuper Isneauville et les bois des environs. Ces braves gens, dont le plus grand nombre avait pris part aux excursions aventureuses de Clères et Saint-Victor, avaient été convoqués de nouveau, le 4, pour huit heures du soir ; presque tous furent exacts

au rendez-vous. Ils étaient là à se morfondre depuis trois mortelles heures, sur une place dont l'extrême fraîcheur est proverbiale en France, quand le commandant général vint enfin leur affirmer, de la part du général en chef, que « la défense à outrance était décidée, que le lendemain à quatre heures la générale serait battue et *le tocsin sonné.* »

Cette nouvelle fut accueillie par des acclamations très-méritoires, car il n'était pas difficile de prévoir qu'une telle résolution pouvait amener pour la ville de Rouen de cruelles conséquences. La plupart des officiers de la garde nationale étaient d'avis de diriger de suite leurs hommes sur les positions qu'ils devaient occuper le lendemain matin; le commandant Estancelin préféra les renvoyer pour quelques heures à leurs lits, en leur donnant rendez-vous pour le lendemain *aux remparts*. A l'appui de cette détermination très-humaine, mais peu militaire, il cita un proverbe d'une exactitude fort contestable, surtout en pareille circonstance : « Quand on veut se conduire en hommes, il faut d'abord agir en femmes. »

Vers deux heures du matin, il se produisit un incident qui a dû influer sur les résolutions

ultérieures du commandant en chef. Un télégramme annonça l'occupation d'*Elbeuf* par une avant-garde ennemie, et l'on crut d'abord que cette nouvelle se rapportait à la ville de ce nom. Si ce fait avait été exact, il est certain que la seule ligne de retraite qui restait encore à l'armée, celle par la rive gauche de la Seine, se trouvait compromise, et il aurait fallu battre immédiatement en retraite. Mais, vérification faite, on reconnut qu'il s'agissait non pas d'Elbeuf-sur-Seine, mais du village d'*Elbeuf-sur-Andelle,* situé à 25 kilomètres de Rouen, dans le canton de Darnétal. Une telle confusion n'aurait pas eu lieu si les officiers de l'état-major avaient fait valoir dans cette occasion leurs connaissances topographiques, et s'ils avaient été mieux informés des mouvements de l'ennemi. Le commandant général Estancelin assure pourtant (p. 14 de sa brochure) « qu'on recueillait avec *sollicitude* les indications sur les dangers que courait Rouen... » Cette sollicitude était par malheur assez peu éclairée. Quand on eut acquis que le point occupé était Elbeuf-sur-Andelle, on n'en comprit pas plus nettement la marche des ennemis et la gravité du péril. On s'imagina, et l'on paraît croire encore, que ceux qui apparaissaient dans cette direction étaient des

Saxons et *venaient de Gisors*. En réalité, ils appartenaient au premier corps prussien, conduit par Manteuffel en personne. Ce général débouchait par Forges et Gournay, fort surpris de ne rencontrer aucun obstacle dans un pays si favorable à la défense. Les Prussiens ne savaient pas encore combien ils étaient redevables aux fameux ordres de marche sur Paris (1).

Si nos informations sont exactes, ce serait sous l'impression de cette confusion momentanée entre les deux Elbeuf qu'un fonctionnaire civil aurait dit au général « qu'il serait sans doute préférable de se replier de suite, si la résistance ne devait avoir pour effet que de retarder momentanément l'occupation de Rouen. » Dans les circonstances que nous venons d'exposer, un pa-

(1) M. Estancelin désigne improprement sous le nom de « troupes du prince Albrecht » celles qui se trouvaient alors à Gisors, et qui ne vinrent pas jusqu'à l'Andelle. Le prince Albrecht, qui commandait une brigade de cavalerie *prussienne*, avait été relevé sur la ligne de l'Epte, le 25 novembre, par l'avant-garde du 12e corps de l'armée allemande (contingent saxon), dont une partie fut surprise à Etrépagny. Ce corps était alors sous les ordres du général Senfft de Pilsach, qui avait son quartier général à Beauvais. Il était en communication avec Manteuffel, mais ne prit aucune part à l'occupation de Rouen.

reil langage n'avait rien que de très-naturel : ce n'était d'ailleurs que l'expression d'un sentiment particulier. Il paraît que le général lui donna à tort une portée plus étendue; plus tard, il s'en autorisa pour dire que « la ville de Rouen ne voulait être défendue qu'à la condition qu'on opposerait une résistance invincible. » Il venait aussi d'apprendre qu'on ne sonnerait pas le tocsin ; cette détermination dut sans doute lui paraître extraordinaire. Mais il ne se considérait pas comme relevé, par ce seul fait, de l'engagement qu'il avait pris la veille, car, de son propre aveu, dans ce moment encore et jusqu'à quatre heures, il persista à « vouloir la résistance. » Néanmoins, pour ce motif ou pour tout autre, sa résolution devait être déjà fort ébranlée, car, n'ayant pas entendu battre la générale dès la première minute de l'heure convenue, il se crut autorisé à en conclure, avec ceux qui l'entouraient et n'avaient cessé d'opiner pour une retraite immédiate, « que la ville n'était pas résolue à la résistance, qu'on ne battrait pas plus la générale qu'on n'avait sonné le tocsin. » Il s'estima dès lors dégagé de sa promesse, et si bien dégagé, qu'il expédia de suite les ordres pour la retraite, sans attendre ni réclamer d'explications de l'au-

torité civile. Ce fut seulement à cinq heures qu'il lui notifia ses nouvelles dispositions. Il dit au maire qu'il avait envoyé aux troupes l'ordre de quitter leurs positions et d'évacuer la ville, n'y trouvant pas le concours énergique sur lequel il avait compté; qu'on n'avait commencé à battre la générale que bien après l'heure convenue. Il l'exhorta à faire barricader les ponts aussitôt après le passage de l'armée pour retarder la poursuite, conseil qu'il était plus facile de donner que de suivre. Il ajouta que décidément l'ennemi était trop fort, la défense impossible, que l'armée se trouvait là *dans une souricière*, ce qui était vrai; mais elle y était également la veille, et cette considération ne l'avait pas empêché de « de vouloir la résistance. » Il y avait aussi beaucoup à rabattre de l'assertion relative à la générale, seul grief positif allégué à l'appui de ce brusque changement. Des témoignages nombreux et précis ont établi depuis que, de quatre heures à quatre heures et demie, cet appel avait retenti dans différents quartiers, notamment dans celui où se trouve l'hôtel de la Division. Une partie de la garde nationale y répondait avec une constance méritoire. Dans une situation aussi critique, pouvait-on attendre d'elle davantage, pouvait-on exiger de la

confiance, de l'enthousiasme? De tels sentiments ne se commandent pas ; l'autorité militaire n'avait pu en faire la condition de son concours ; elle n'avait rien fait pour les provoquer.

Convoqué d'urgence, le conseil municipal se hâta d'envoyer au général une députation, à laquelle se joignirent plusieurs officiers de la garde nationale. Cette démarche avait pour but d'obtenir de lui ou qu'il renonçât à son projet de retraite, chose des moins probables, ou du moins qu'il en en assumât nettement toute la responsabilité.

L'entrevue fut courte et orageuse ; le général persista à soutenir « que la cause déterminante de sa retraite avait été le silence qui régnait autour de lui, à cette heure désignée pour le suprême appel aux armes. » Cette explication l'exonérait de l'abandon de Rouen aux dépens de la population, et surtout de l'autorité civile ; elle faisait peser sur celle-ci un soupçon injuste d'inertie, de pusillanimité !... Elle était même tout à fait propre à accréditer des accusations encore plus graves, au gré de la calomnie, qui déjà se mettait à l'œuvre.

Il fallait pourtant notifier aux habitants ce qui s'accomplissait, ce qui allait suivre. Résistant à des suggestions regrettables, le préfet était venu

se réunir au conseil municipal, et agit pleinement de concert avec lui. Conformément à son avis, on supprima du projet de proclamation tout ce qui aurait pu accentuer un trop vif ressentiment contre l'autorité militaire. On se borna à rappeler qu'après avoir promis la veille une énergique défense, le général, à cinq heures du matin, avait prévenu le maire « qu'il jugeait cette défense impossible en présence de forces trop imposantes ; que, nonobstant une démarche du conseil, il avait cru devoir persister dans cette résolution nouvelle, et quitté la ville avec toutes ses troupes. » On ne pouvait tenir un meilleur langage. Tout en déclinant catégoriquement la responsabilité de l'abandon de la ville, l'autorité civile s'abstenait de critiquer un changement de détermination qui pouvait être excusé par des considérations d'humanité, imposé par des nécessités militaires.

Mais, tandis qu'on élaborait cette proclamation calme et sincère, d'odieuses rumeurs circulaient par la ville, et s'accréditaient avec trop de facilité dans une partie de la population. C'est surtout dans les temps de révolution que l'homme est « de glace pour la vérité, de feu pour le mensonge. » C'est alors qu'on est trop souvent enclin, surtout en France, à imputer tous les mécomptes, tous les

malheurs, à la lâcheté, à la trahison prétendues des dépositaires de l'autorité.

Dès six heures, les gardes nationaux réunis sur la place de l'Hôtel-de-Ville, où se trouvaient aussi quelques bataillons de mobiles qui y avaient passé la nuit, avaient vu ces mobiles mettre le sac au dos et s'acheminer vers Saint-Sever. D'autres troupes, venant des lignes de défense et convergeant dans la même direction, durent aussi traverser la ville. Le spectacle malheureusement inévitable de cette retraite ne pouvait manquer de produire une impression violente, mélange indéfinissable de stupeur, de découragement, de colère.

Des gardes nationaux, ne pouvant se résigner au spectacle plus odieux encore de l'invasion, suivirent l'armée dans sa retraite ; d'autres brisèrent ou jetèrent leurs armes désormais inutiles. Cette irritation patriotique se traduisit par des violences déplorables, de la part de quelques citoyens appartenant à « cette classe véhémente et nombreuse, facile à soulever, dit Benjamin Constant, parce qu'elle est sans propriété, facile à conduire parce qu'elle est sans lumières. » D'étranges explications de cette débâcle circulaient parmi ces gens exaltés et crédules ; et, comme il arrive toujours en pareil cas, ils accueillaient de

préférence les plus absurdes comme les plus odieuses, celles qui leur offraient une occasion de vengeance immédiate et facile. On affirmait donc que la retraite de l'armée presque sans coup férir, l'arrivée imminente de l'ennemi, étaient l'œuvre du conseil municipal ; qu'il avait paralysé systématiquement la résistance, négocié une capitulation moyennant une somme dont on précisait le chiffre. On ajoutait qu'en ce moment même le conseil se rassemblait à l'Hôtel-de-Ville, pour se porter en corps au-devant des Prussiens ; qu'on voulait exiger des gardes nationaux la remise de leurs armes, non pas, comme on le disait, pour les cacher, mais pour les livrer à l'ennemi... Plusieurs individus s'écrièrent qu'au moins il ne fallait pas que cette lâche trahison restât impunie, ramassèrent les armes abandonnées dans les postes ou sur la voie publique, et firent feu sur les fenêtres de l'Hôtel-de-Ville. Quelques-uns tentèrent, heureusement en vain, de pénétrer dans l'intérieur. Pendant ce temps, plusieurs conseillers, arrivant pour se réunir à leurs collègues, étaient injuriés, maltraités. D'autre part, ainsi qu'il arrive toujours en pareille circonstance, certaines gens mettaient l'occasion à profit pour satisfaire des passions qui n'avaient rien de commun avec le patriotisme. Ils

envahirent une cour intérieure avec une promptitude et une dextérité qui dénotaient la grande habitude d'opérations de genre, et pillèrent plusieurs chariots contenant le butin repris aux Prussiens lors des derniers combats de Vernon.

Tandis que la consternation, l'effarement publics laissaient un libre cours à ces violences, le conseil demeurait isolé, bloqué par les rassemblements, qui ne se dissipèrent qu'à l'approche des éclaireurs ennemis. Son attitude avait été honorable en face de l'émeute ; elle le fut également en face des Prussiens. Conformément à un usage assez général en pareille circonstance, ceux-ci demandaient que le maire allât à leur rencontre ; il se refusa avec raison à cette démarche trop humble, et qui d'ailleurs eût fourni un nouvel élément à la calomnie.

« Vers trois heures, le major Sachs, désigné pour commander la place, se présenta à l'Hôtel-de-Ville et fut introduit. Après avoir salué le maire, qui lui rendit son salut, sans qu'aucun des membres du conseil quittât son siége, il déclara qu'il venait prendre possession de la ville au nom de son général. Le maire (M. Nétien) répondit : « Vous êtes ici par la force. Les troupes françaises nous ont quittés ce matin ; nous sommes ainsi

contraints de subir vos ordres. » Le major ayant commencé par demander que la ville lui garantît la sécurité des troupes allemandes, le maire lui fit connaître, en montrant les traces des balles, qu'il lui faudrait la garantir lui-même. — « Ah! s'écria l'officier prussien, vous avez à la fois la révolution et l'occupation étrangère. C'est trop! (1) »

Ainsi qu'elle en avait pris l'engagement, la municipalité rouennaise ne faillit point aux nouveaux et pénibles devoirs que faisait surgir cette occupation. Parmi les épreuves qui lui furent imposées, l'une des plus cruelles fut assurément la persistance des accusations calomnieuses dirigées contre elle. Là, comme ailleurs, le malheur commun ne faisait que stimuler de misérables rancunes locales, qu'il aurait dû désarmer. On n'osa, il est vrai, maintenir longtemps la fable par trop absurde d'une négociation secrète avec l'ennemi. On se

(1) Raoul Duval, *Comment Rouen n'a pas été défendu.*

On lit dans plusieurs relations que ce major Sachs, qui s'est conduit à Rouen avec assez de modération, aurait été tué le 4 janvier suivant à Moulineaux. Ce ne fut pas lui, mais un autre officier prussien du même grade, qui fut blessé mortellement dans ce combat. Le major Sachs ne s'y trouvait pas; il avait quitté le commandement de Rouen pour celui d'Amiens. Nous tenons ce détail de M. Nétien lui-même.

rabattit sur les inculpations d'inertie, de pusillanimité, sur le prétendu refus de concours qui seul aurait déterminé la retraite des troupes. La municipalité se défendit avec modération, mais avec fermeté. Nous croyons inutile de nous appesantir sur les incidents de cette polémique, ayant déjà indiqué et discuté les arguments qui furent mis en jeu de part et d'autre. Mais nous ne saurions omettre le singulier reproche adressé au conseil municipal et à ses défenseurs, par le citoyen dont la révolution du 4 septembre avait fait un procureur général. Il était resté, en présence de l'émeute du 5 décembre, dans une attitude d'inertie parfaitement logique de la part d'un magistrat d'origine révolutionnaire. Il ne sortit de son silence que pour improuver, comme au moins inopportunes, les explications données par la municipalité. « La *pudeur patriotique*, disait-il, devrait réserver de tels débats pour des temps meilleurs. » Ce rappel à la pudeur portait à faux ; il aurait dû s'adresser, non aux accusés, mais aux accusateurs.

La conclusion qui semble se dégager de la polémique engagée entre les autorités civile et militaire est que, de part et d'autre, on avait l'intime conviction que, par la faute du gouvernement, la résistance était devenue impossible, mais que per-

sonne ne voulait y avoir renoncé le premier. Pour tomber d'accord, il aurait fallu pouvoir mettre de côté toute réticence, signaler hautement le vrai, le seul coupable, chose impossible de toute manière avant l'armistice. Cependant ce point essentiel du débat est déjà touché, avec la réserve imposée par les circonstances, dans un passage de la lettre du conseil, en date du 11 janvier. « Il n'y aurait ni manque de loyauté, ni défaut de courage pour un chef militaire, à avouer son impuissance, si le gouvernement, pour des raisons supérieures à la défense locale, ne lui a pas fourni les forces nécessaires..... Cette défense, la ville n'a jamais cessé de la provoquer, depuis la fin d'août jusqu'au 5 décembre ; elle la maintenait encore en insistant, dans les quatre jours qui ont précédé l'invasion, par voie de dépêches télégraphiques concertées entre le préfet et le maire, sur la nécessité de conserver à Rouen les troupes placées sous les ordres du général, *et que le gouvernement voulait diriger sur Paris*. C'est donc pour des causes absolument indépendantes de l'administration et du conseil municipal...., que la défense n'a pas été tentée. »

La question est aujourd'hui pleinement élucidée, et le patriotisme n'impose plus de réticences. Nous

pouvons donc nettement formuler notre conclusion. La responsabilité des malheurs qui ont frappé Amiens et Rouen retombe en entier sur le rhéteur aussi présomptueux qu'incapable qui, pour le malheur de la France, avait accaparé la dictature militaire. Il n'a pas su comprendre que la défense de ces deux villes était solidaire ; par le changement inopportun du commandant en chef de l'armée du Nord, il a désorganisé cette défense, juste au moment de l'attaque. Pour couronner l'œuvre, il a paralysé, dans notre contrée, toute tentative de résistance locale par ses ordres de marcher sur Paris. Sa trahison inconsciente a livré à l'occupation étrangère Amiens et Rouen.

Le gouvernement d'alors avait gardé sur ce nouveau désastre un silence prudent. Il s'était borné à annoncer laconiquement que le général Briand *couvrait le Havre*. Mais le principal auxiliaire de M. Gambetta pour la conduite des opérations militaires a eu depuis la fantaisie de raconter les grandes choses qu'ils ont faites ensemble. L'historiographe de la délégation de Tours présente naturellement sous un jour tout à fait particulier les faits qui ont amené l'occupation de Rouen. Nous n'avons garde d'omettre ce récit édifiant :

« Le 1er décembre, pendant que le général Briand recevait l'*invitation* de réunir toutes ses forces pour se porter rapidement sur Paris, on apprit tout à coup que le *corps*, vainqueur quatre jours auparavant à Villers-Bretonneux, se dirigeait en grande hâte sur Rouen. Il comptait *environ* 25,000 *hommes*, 50 *pièces d'artillerie*, et était commandé par le général Manteuffel en personne. Il apparaissait *simultanément* à Neufchâtel, à Forges et sur les hauteurs de Lyons...., et convergeait nettement sur Buchy, où les *forces françaises* se trouvaient réunies. Ces forces..... comprenaient..... un peu moins de 20,000 hommes et 24 pièces de canon..... L'action s'engagea le 4 décembre autour de Buchy. Elle fut assez bien soutenue *jusqu'à deux heures*..... Vers cinq heures, les premières troupes en retraite arrivèrent à Rouen..... Déjà, pendant la journée, les autorités *locales*, en proie à une grande anxiété, ne s'étaient arrêtées à aucune mesure défensive. LA GARDE NATIONALE N'ÉTAIT POINT CONVOQUÉE (!) ; quelques troupes de ligne, qu'on avait sous la main, *n'étaient point utilisées*..... Bref, la ville se trouva comme prise à l'improviste par la nouvelle de la défaite de Buchy. Après un *débat tumultueux* entre les autorités civiles et militaires, *il fut décidé* que

Rouen ne se défendrait pas, mais se rendrait en subissant les conditions du vainqueur. Depuis, des polémiques fort vives ont été engagées au sujet de cette *capitulation*, dont personne n'a voulu accepter la responsabilité..... Il n'entre pas dans le cadre de ce travail de vider une pareille question. Ce qui paraît, en tout cas, bien avéré, c'est *qu'on s'est laissé surprendre par les événements*, et que les préparatifs de défense à Buchy ont manqué d'ordre et de direction. On aurait certainement pu organiser une meilleure résistance, non à Rouen même, qui, par sa position, ne s'y prêtait guère et qu'il fallait d'ailleurs préserver autant que possible d'un bombardement, mais hors ville, à Buchy, par exemple, ou sur un point plus rapproché (1). »

Il y a, comme on voit, plus d'inexactitudes que de mots dans cette narration. L'auteur n'a qu'une notion très-insuffisante des faits, et s'efforce, avec plus de zèle que de dextérité, de tirer parti du peu qu'il en sait, pour disculper son ministre aux dépens des autorités civiles et militaires. Encore une fois, le général n'avait pas reçu de ce ministre une simple *invitation* le 1er décembre,

(1) *La Guerre en Province,* par M. de Freycinet, ancien délégué du ministre de la guerre à Tours et à Bordeaux, pp. 211-12.

mais des ordres formels, réitérés pendant quatre jours, depuis le 30 novembre. Ce n'était pas seulement un seul *corps* d'armée de 25,000 homms, avec seulement *cinquante* pièces, qui menaçait Rouen, mais bien deux corps, le 1er et le 8e, c'est-à-dire une armée entière avec plus de 180 pièces de canon (le nombre réglementaire des pièces pour chaque corps étant de 96); sans compter le 12e corps (saxon) formant réserve. La garde nationale, qu'on prétend n'avoir pas été convoquée le 4, a passé cette journée entière sous les armes, employée à ces excursions de Clères et Saint-Victor, malheureusement aussi inutiles qu'aventureuses. Si les forces françaises à Buchy ont été bien moins nombreuses qu'on ne le dit, si une partie des troupes de ligne n'a pu être employée, si « l'ordre et la direction ont manqué dans les préparatifs de défense, » ou plutôt s'il n'y en a pas eu du tout, à qui la faute, encore une fois, sinon aux prescriptions impérieuses, inintelligentes, obstinées du ministre et de son délégué. Enfin, on est surpris, indigné de voir reparaître ici cette fable odieuse et ridicule de capitulation, sombrée depuis si longtemps et si avant dans le mépris public !....

Ce n'est point par de tels sophismes qu'on don-

nera le change à l'opinion, qu'on se dérobera à la justice vengeresse de l'histoire. Si la grande cité normande a été envahie, si elle n'a pas même été défendue, elle le doit à l'homme qu'on a si justement défini l'organisateur de la défaite, et qui, dans cette occasion, s'est surpassé lui-même.

DERNIERS ÉVÉNEMENTS.

(Décembre 1870, — Janvier — Mars 1871.)

Le défilé des troupes françaises qui évacuaient Rouen, avait commencé vers cinq heures du matin (5 décembre). Un incident qui se produisit au début prouve combien le moral de ces troupes était affecté. L'avant-garde gravissait la montée de Grand-Couronne, les premiers rangs n'étaient plus qu'à une centaine de mètres de la crête, quand le bruit se répandit que l'ennemi occupait les hauteurs avec du canon. La tête de la colonne fit immédiatement volte-face, et il y eut là, entre les deux courants opposés, un conflit qui aurait pu avoir de graves conséquences, si cette alerte n'eût été démentie presque aussitôt.

Notons encore un fait caractéristique, qui ne doit pas être perdu pour l'histoire. Ce fut seulement à Pont-Audemer qu'on se souvint que les dernières troupes qui avaient dû se replier directement de la vallée d'Andelle sur la rive gauche de la Seine par le Pont-de-l'Arche, n'avaient pas reçu l'ordre de rompre le pont derrière elles, et que, par conséquent, cet important débouché restait à la disposition de l'ennemi. Cet étrange oubli rendait à peu près inutile le sacrifice déjà accompli des autres ponts...

La retraite s'opéra dans les plus fâcheuses conditions, par une neige épaisse et un froid des plus vifs. Des approvisionnements attendaient, dit-on, les soldats à Pont-Audemer, mais en quantité bien insuffisante. L'avant-garde n'atteignit Honfleur que dans l'après-midi du lendemain, après une marche forcée de plus de trente heures, pendant laquelle beaucoup de jeunes gens tombèrent morts ou mourants de froid, de fatigue et d'inanition. Tel était le résultat des mesures militaires concertées avec tant de sagesse et d'à-propos par la délégation de Tours.

Les communications postales, absolument interrompues depuis la prise de Rouen, reprirent leur cours dans notre contrée vers le 20 décembre,

mais avec beaucoup de lenteur, à cause de la destruction des ponts de la Seine. Nous n'avions plus, en effet, de rapports avec le territoire non envahi que par Evreux, que l'ennemi n'occupait pas alors d'une façon permanente.

Au commencement de l'année 1871, on eut une lueur de véritable espoir. Pour la première fois depuis un mois, le bruit du canon avait de nouveau frappé nos oreilles. Il venait de la rive gauche de la Seine, où l'on se battait, en effet, à sept ou huit lieues de nous. Il nous semblait que cette reprise d'offensive, se combinant avec un mouvement semblable des troupes du Havre et avec celui de l'armée du Nord, pouvait amener la reprise de Rouen et d'Amiens. Bientôt nous apprenions de source certaine qu'Elbeuf venait d'être enlevé par les mobiles de l'Ardèche, qui, dans cette boucle de la Seine, comme naguère à Villegast et à Vernon, avaient fait preuve d'une solidité, d'un élan admirables. Pendant qu'un de leurs bataillons s'emparait d'Elbeuf, les deux autres disputaient à l'ennemi Château-Robert et la Maison-Brûlée, et en restaient maîtres après une lutte acharnée. Les Prussiens se repliaient enfin à leur tour ! Ils avaient successivement reperdu toutes leurs positions sur la rive gauche, sauf celle

de Grand-Couronne, où ils se maintinrent en utilisant les travaux de défense français. En même temps, des derniers contreforts du Vexin vers l'extrémité inférieure de la vallée d'Andelle, et notamment du haut de la falaise légendaire *des Deux Amants*, on apercevait distinctement les soldats ennemis qui occupaient Pont-de-l'Arche et Alizay, se préparant à défendre ce débouché et faire au besoin sauter le pont...

Toutes nos espérances aboutirent à une nouvelle et amère déception. L'armée du Nord combattit honorablement, mais sans avantage marqué ; celle du Havre, imparfaitement réorganisée et plus imparfaitement commandée, fut retenue à peu près immobile au moment le plus décisif.

Dès le 9 décembre, tandis qu'une autre colonne prussienne entrait à Dieppe, la ville de Bolbec avait été envahie et dépassée par une forte partie du 8e corps, qui marchait alors sur le Havre, et dont les éclaireurs allèrent jusqu'à Montivilliers. Le 12 et le 13, on eut la consolation de voir rétrograder ces troupes, rappelées précipitamment dans la direction d'Amiens par le premier revirement offensif de l'armée française. Néanmoins, l'avant-garde de celle du Havre ne parut en vue de Bolbec que *huit jours après*. Le 23 au soir,

le maire d'Yvetot, M. Guillet, dont la conduite fut exemplaire de tout point dans ces cruelles circonstances, était averti et prévenait aussitôt les chefs français de l'approche d'un détachement ennemi venant d'Yvetot en réquisition, et de la possiblité de le surprendre. On envoya de ce côté quelques troupes qui faillirent elles-mêmes être surprises ; il y eut un léger combat d'artillerie qui se termina de notre côté par une retraite générale au moins inutile, car l'ennemi n'était pas en force et se retirait aussi. Du 25 au 30, les troupes françaises se reportèrent en avant, mais avec une circonspection extrême, et sans dépasser la vallée de Bolbec. C'était pourtant le cas ou jamais de prendre énergiquement l'offensive, pour seconder les opérations qui commençaient dans la boucle de la Seine. Il est vrai que pour cela il aurait fallu les connaître, et l'on en avait reçu aucun avis. C'est ce que m'affirmait dernièrement encore un des principaux officiers de cette armée du Havre. On se contenta donc de mettre en déroute un nouveau détachement venu d'Yvetot, et de porter une avant-garde sur les hauteurs de Bolletot au-delà de Bolbec. Ainsi se passèrent les trois premières journées de janvier, instants décisifs pendant les-

quels un mouvement vigoureux de cette armée, se combinant avec l'effort du côté de Grand-Couronne, aurait pu délivrer Rouen. Enfin, dans la nuit du 3 au 4, l'ordre arriva de rétrograder sur le Havre. On se croyait menacé, du côté de Fécamp, par un corps d'armée qui n'existait pas !

Depuis cette époque, Bolbec se trouva, comme le Bourgtheroulde sur la rive gauche de la Seine, et comme naguère Etrépagny, dans une situation des plus dangereuses. Visité de même alternativement par les avant-gardes des deux partis, Bolbec n'échappa que par miracle aux mêmes désastres. Le 14 janvier, un lieutenant de cavalerie prussien ayant été tué dans la ville par des francs-tireurs, elle fut, en raison de cet exploit, chèrement rançonnée et menacée d'un bombardement *à fond*. Plusieurs notables furent conduits comme otages au quartier général prussien pour être de là transportés en Allemagne, si l'on ne payait pas, sous quarante-huit heures, la contribution imposée à la ville, et fusillés si l'on revenait y tirer sur les Prussiens. Pendant le trajet, des gens d'Yvetot, armés de bâtons, ayant tenté de délivrer les otages, cette tentative valut à la ville d'Yvetot une contribution spé-

ciale de 25,000 francs. Bolbec dut en payer quatre fois autant (1).

Trois jours après, un détachement prussien, envoyé en reconnaissance au-delà de Bolbec dans la direction du Havre, vers Saint-Romain, s'y heurta contre une forte avant-garde de francs-tireurs, qui lui infligea, dit-on, des pertes sensibles. Cette avant-garde était composée des *Mocquart* et de tirailleurs havrais. Ils tinrent plus ferme dans cette circonstance que ne l'avait fait, quelque temps auparavant, non loin de la Seine, une autre compagnie franche, qui occupait, conjointement avec des mobiles, un poste important. Au commandement d'*avertissement* pour retrograder, cette compagnie, suivant son habitude, avait détalé sans attendre l'ordre de *marche*, qui précisément fut contremandé cette fois. De plus, elle était partie d'un si bon pas, qu'on ne la rattrappa qu'à l'étape suivante. Aux reproches du commandant supérieur, le chef de cette troupe si alerte à se replier fit cette réponse mémorable : « Que voulez-vous, mon commandant? il fallait bien que je les suivisse, puisque je suis leur chef ! »

(1) Renseignements communiqués par MM. Baillard et L. Lemaître, de Bolbec.

Après une série de tiraillements, de tâtonnements déplorables, l'armée du Havre venait enfin de passer sous la direction d'un homme énergique et capable, le général Loysel. Mais il ne faisait que d'arriver quand l'armistice fut conclu... Pendant ces deux derniers mois, le défaut absolu d'entente, de notre côté, avait laissé constamment au général ennemi la facilité de faire arriver des forces supérieures sur les points successivement menacés, de contenir l'armée du Nord et de revenir accabler les troupes qui opéraient sur la rive gauche de la Seine L'insuccès final de leur entreprise sur Rouen entraîna l'évacuation d'Elbeuf, et bientôt après l'abandon de la ligne si forte de la Risle, la perte de l'arrondissement de Pont-Audemer, puis de celui de Bernay, envahi par une partie de l'armée du duc de Mecklembourg, en marche d'Alençon sur Rouen. Le Calvados était entamé à son tour : l'armistice serait arrivé trop tard pour préserver une grande partie de l'arrondissement de Lisieux et celui de Pont-l'Evêque, sans l'énergie du jeune sous-préfet de cette dernière ville, M. V. du Bled, qui parvint à rassembler plusieurs milliers de gardes nationaux, et retarda ainsi, au dernier moment, les progrès des éclaireurs ennemis. Si

le gouvernement du 4 septembre n'avait eu que des sous-préfets comme celui-là, et des préfets tels que mon vieil ami Anatole de Laforge, le défenseur de Saint-Quentin, les Allemands auraient payé plus cher leur triomphe.

L'histoire devra aussi une mention des plus honorables à la garde nationale sédentaire de Bernay, qui, depuis plusieurs semaines, faisait avec une constance admirable, par un hiver des plus rudes, le service de troupe de marche. Abandonnés à eux-mêmes, ces braves gens allèrent se poster en tirailleurs aux abords de leur ville. Là, ils osèrent encore tenir tête à une avant-garde de plusieurs milliers d'hommes, et retardèrent d'une journée entière son entrée dans Bernay. Toute proportion gardée, le combat du 21 janvier 1871 est un des plus honorables qui aient eu lieu, non pas seulement en Normandie, mais dans la France entière (1).

L'occupation de cette ville vint nous enlever de nouveau toute communication avec les dépar-

(1) On trouvera un récit exact de ce combat dans la brochure : *les Prussiens à Bernay*. Bernay, 1871. Ce dévouement valait bien celui de certaines villes bien autrement vantées, que des milices venues du dehors ont aidées et contraintes parfois à résister plus longtemps qu'elles n'auraient voulu.

tements non envahis. Ce cruel hiver ne nous épargnait aucune souffrance ; pour la troisième fois nos campagnes disparaissaient sous un linceul de neige. Il y eut là huit ou dix jours d'anxiété, de torpeur, que je n'oublierai jamais! Le silence de mort qui nous enveloppait n'était parfois interrompu que par le roulement des fourgons allemands qui passaient sur la grande route, et dont on entrevoyait la noire silhouette à travers les tourbillons de neige ou le brouillard.....

Cependant, on avait entendu vaguement parler d'une nouvelle sortie, d'un suprême effort de l'armée parisienne. On se reprenait à espérer une revanche complète et terrible, quand survint la nouvelle de l'armistice. Ce fut, je crois, le 1er février, que les deux cavaliers prussiens qui faisaient le service de la correspondance, entre Gisors et Fleury, dirent en passant à Ecouis : « Paris rendu! bonne nouvelle pour vous, meilleure pour nous! » Cette *bonne nouvelle* trouva longtemps des incrédules. Les articles de la convention étaient déjà affichés partout, que beaucoup de gens s'obstinaient à croire Paris débloqué, Versailles investi, etc.....

Une dernière épreuve nous était réservée, celle des logements militaires, dont nous avions été

exempts jusque-là. Nous n'eûmes à la subir, toutefois, qu'après la conclusion de la paix. Ce fut le 7 mars que nous reçûmes, pour la première fois, la visite d'une compagnie d'infanterie prussienne. Les officiers paraissaient fort heureux de voir la guerre terminée, fort impatients de revoir leur patrie; aussi redoutaient-ils beaucoup d'être appelés à faire partie des dernières troupes d'occupation. Leur régiment, qui faisait partie du contingent de Prusse orientale, avait figuré aux siéges de Metz et de Mézières, aux combats de Formeries et de Villers-Bretonneux, à l'occupation d'Amiens et de Rouen, aux opérations contre l'armée du Nord et sur la rive gauche de la Seine, notamment à Moulineaux et au Bourgtheroulde. D'après le détail des différentes évolutions qu'on leur avait fait faire sur la ligne d'Amiens à Rouen, en décembre et janvier, je compris dès lors que, par suite du défaut de concert entre les généraux Faidherbe et Roy, et de l'inaction des troupes du Havre, Manteuffel et son successeur von Gœben avaient eu toute facilité pour faire faire impunément à leurs troupes quantité de marches et contre-marches, d'une extrémité à l'autre de leur ligne d'opérations... Nos hôtes forcés nous dirent aussi que leur compagnie, forte de deux cent

cinquante hommes au début, avait subi, dans le cours de la campagne, une diminution totale, sur cet effectif originaire, de cent cinquante-trois hommes morts, blessés ou malades. Cette énorme lacune avait été comblée au fur et à mesure, il est vrai, par l'arrivée de nouvelles recrues, dont plusieurs n'avaient certainement pas dix-huit ans. Ceci peut donner une idée des pertes qu'ont faites les Allemands dans cette guerre.

Malgré la politesse recherchée de ces messieurs, on comprend qu'une semblable visite n'avait rien d'agréable pour moi. J'éprouvai pourtant un certain allégement en voyant l'impression que produisit sur eux la vue d'un beau portrait en pied de Napoléon Ier, peint par Gérard. Dans ce portrait, dont il existe plusieurs répétitions, notamment au Musée de Versailles, il est représenté revêtu des ornements impériaux; le visage est d'une ressemblance frappante, mais l'expression en est sévère, presque menaçante. A l'aspect de cette figure aussi bien connue d'eux que de nous, tous ces Prussiens s'arrêtèrent comme pétrifiés. Ils s'assirent ensuite et restèrent quelques minutes dans une contemplation muette en face du tableau. Je les regardais; leur physionomie exprimait à la fois l'admiration, la haine et une sorte d'effroi presque superstitieux.

Enfin, le capitaine me dit en allemand : « Vous souvenez-vous des paroles *qu'il* prononça en présence du tombeau de Frédéric : Si ce roi avait vécu, je ne serais pas ici ! » Il n'acheva pas, mais on pouvait facilement deviner quelle succession d'idées avait évoqué en lui ce souvenir. « S'il avait pu se réveiller ! » dis-je à mon tour, répondant moins à ses paroles qu'à sa pensée. Lui aussi me comprit à merveille, car après un moment de silence, il reprit : *Es ist mœglich !* C'est possible ! Ils écoutèrent, avec un intérêt marqué, l'odyssée véritablement assez curieuse de ce portrait, qui, après avoir figuré successivement à Varsovie en 1811, dans le salon de mon beau-père (le baron Bignon), alors ministre de France en Pologne pendant la campagne de Russie, puis dans les appartements du duc de Bassano, à Vilna, demeura longtemps caché dans un couvent de cette ville, et ne fut rapporté en France qu'après la révolution de 1830. Pendant tout le temps que ces messieurs passèrent chez moi, j'étais toujours sûr d'en trouver quelqu'un en extase devant cette peinture. Ce petit incident me fit faire de tristes réflexions sur l'opportunité du système de dénigrement à outrance, suivi depuis quelques années par certains patriotes à l'égard du premier Empire.

Ces Prussiens devaient d'abord nous rester cinq jours, et paraissaient fort s'en réjouir. Mais j'eus la satisfaction de voir arriver le lendemain matin un cavalier qui leur apportait l'ordre de plier incontinent bagage, pour faire place à deux compagnies de l'un des régiments licenciés de l'armée de Paris, le 50e de marche, composé de mobiles de la Seine - Inférieure, qui retournaient dans leurs foyers. D'après les termes de l'ordre allemand, ce déplacement n'aurait été que pour un jour ; cette compagnie prussienne devait revenir aussitôt après le départ des mobiles. Aussi les officiers partirent en répétant à plusieurs reprises *au revoir !* Nous nous obstinions à répondre *adieu !* espérant qu'un nouveau contr'ordre surviendrait dans l'intervalle. Vitellius disait qu'un ennemi mort sent toujours bon ; je dirais volontiers qu'un ennemi vivant et victorieux sent toujours mauvais.

Nous revoyions enfin des uniformes français, des soldats français, mais désarmés, et dans quel état déplorable ! Leurs visages, hâves et amaigris, portaient encore la trace des souffrances du siége, ravivées par la fatigue de deux longues journées de marche. Ce régiment avait vigoureusement donné dans plusieurs sorties, notamment au Bourget, à

Buzenval, et surtout à Villiers ; il avait cruellement souffert du feu de l'ennemi et aussi de la rigueur du froid. Plusieurs de ces mobiles avaient eu les mains et les pieds gelés. Pendant une des nuits les plus glaciales, ils avaient campé en plein air, non loin du fort d'Aubervilliers, dans le champ devenu trop fameux par le forfait de Tropmann.

Il faisait un tel froid dans ce lieu sinistre que plusieurs soldats sentirent, en s'éveillant, leurs cheveux collés au sol par la gelée.

Nous croyions à tort être quittes de nos hôtes prussiens. Huit jours après, nous vîmes reparaître la même compagnie d'infanterie, plus deux escadrons entiers de cavalerie, avec le colonel et son état-major. Ces troupes arrivaient de Rouen, où elles avaient assisté à la revue du Prince Royal, et se dirigeaient sur Beauvais. Les cavaliers appartenaient à l'un des régiments de la Lithuanie prussienne, qui ne se souvient guère, hélas ! d'avoir jadis été polonaise. Leur colonel était un homme distingué dans son genre, parlant très-correctement le français, d'une urbanité exquise, trop exquise peut-être ! Dans une situation aussi fausse, l'extrême politesse n'est guère moins irritante que la franche brutalité. Du reste, la conversation de cet officier était parfois intéressante. Il me raconta,

entre autres choses, qu'aux environs d'Elbeuf, se voyant fort incommodé du feu d'une compagnie de mobiles postée dans je ne sais quel château, il avait été contraint, à son grand regret (et sauf à recommencer au besoin) de « mettre quelques obus » dans cette habitation, bien qu'elle fût la propriété de personnes des plus respectables.

Ces messieurs me racontèrent quelques épisodes caractéristiques des derniers temps de leur séjour en Normandie. Ils m'apprirent les premiers qu'à Rouen, on avait infligé la punition d'un double logement de troupes aux habitants qui avaient eu l'audace de tendre leurs maisons de noir sur le passage du *Kron Prinz*. Quelques ouvriers, s'étant pris de querelle avec des soldats, allaient être passés par les armes ; mais l'archevêque avait intercédé pour eux, et le prince, toujours grand et généreux, avait fait grâce presqu'entière. On avait seulement fusillé pour l'exemple un seul ouvrier, père de six enfants. A Elbeuf, une scène plus déplorable encore avait eu lieu. Un ouvrier, se trouvant avec un Prussien dans une boucherie, avait saisi un coutelas et s'amusait depuis quelques moments à en diriger la pointe contre la poitrine de l'étranger ; un autre soldat entre, voit ce geste, et croyant la vie de son camarade

menacée, dégaîne et fend la tête de l'ouvrier. Il s'en suivit une rixe des plus sérieuses, à laquelle prirent part un certain nombre de soldats et d'habitants. Il y eut deux morts, sept à huit blessés, et le tout se passait le 5 ou le 6 mars, c'est-à-dire en pleine paix...

Dans nos communes, je dois le dire, la conduite de nos hôtes fut assez satisfaisante. On ne se grisa guère, et l'on ne vola que très-peu de chose. Pour ma part, je n'eus à regretter que la disparition d'un petit dessin encadré et trop portatif, qui orne sans doute présentement la chambre de quelque *Gretchen* kœnigsbergeoise. Nous en étions donc relativement quittes à bon marché. L'envahissement, d'ailleurs, touchait à son terme dans nos contrées; les Prussiens se retiraient, non pas cette fois grâce à nos armes : grâce à nos milliards! L'affront de Rosbach revivait, grandi, multiplié à l'infini, comme par les facettes d'un miroir diabolique. Mais qui l'aurait cru à Valmy, à Iéna!!!

APPENDICE

I.

On trouvera un récit complet et lucide de l'occupation de Gisors et de tous les incidents qui s'y rattachent dans les « Procès-verbaux (annotés) du conseil municipal de cette ville, » qui ont paru pendant l'impression de ces *Souvenirs*. Cette publication répond victorieusement aux inculpations dirigées à cette époque contre la municipalité, et reproduites dans un libelle récent. Elle met à jour les intrigues d'une coterie qui, dans un intérêt tout autre que celui de la défense, aspirait à se faire substituer aux élus du suffrage universel, et s'efforçait de les desservir, *per fas et nefas*, auprès de leurs concitoyens et de l'administration du département. Il en était malheureusement de même ailleurs qu'à Gisors, dans d'humbles communes et aussi dans de grandes villes.

II

Nous avons eu pareillement connaissance trop tard d'une note manuscrite fort intéressante sur événements des 4 et 5 décembre, rédigée par un ancien et loyal militaire, M. Hurault de Ligny, alors lieutenant-colonel de la garde sédentaire de Rouen. Les détails contenus dans cette note confirment ce que nous avons dit de la confusion, du décousu des mesures de défense improvisées à la dernière heure.

M. Hurault de Ligny fit son devoir jusqu'au bout dans ces pénibles circonstances. Ce furent principalement ses représentations qui hâtèrent, dans la journée du 4, le retour de la portion de la garde nationale qui allait être coupée, et probablement faite prisonnière à Saint-Victor.

TABLE



